

# Le mythe du « Bon paysan »

*De l'utilisation politique d'une figure idéalisée*



Un travail de :

Karel Ziehli

[karel.ziehli@students.unibe.ch](mailto:karel.ziehli@students.unibe.ch)

079 266 16 57

Numéro d'immatriculation : 11-427-762

Master en Science Politique

Mineur en Développement Durable

Sous la direction du Prof. Dr. Marc Bühlmann

Semestre d'automne 2018

Institut für Politikwissenschaft – Universität Bern

Berne, le 8 février 2019

*Figure 1 : Photographie réalisée par Gustave Roud, dans le cadre de son travail sur la paysannerie vaudoise (Source : <https://loeildelaphotographie.com/fr/guingamp-gustave-roud-champscontre-champs-2016/>)*

*« La méthode s'impose : par l'analyse des mythes  
rétablir les faits dans leur signification vraies. »*

*Jean-Paul Sartre, 2011 : 13*

An meine Omi, eine adlige Bäuerin

## Résumé

La politique agricole est souvent décrite comme étant une « vache sacrée » en Suisse. Elle profite, en effet, d'un fort soutien au sein du parlement fédéral ainsi qu'auprès de la population. Ce soutien se traduit par des mesures protectionnistes et d'aides directes n'ayant pas d'équivalent dans les autres branches économiques. Ce statut d'exception, la politique agricole l'a depuis la fin des deux guerres mondiales. Ce présent travail s'intéresse donc aux raisons expliquant la persistance de ce soutien. Il a été décidé de s'appuyer sur l'approche développée par Mayntz et Scharpf (2001) – l'institutionnalisme centré sur les acteurs – et de se pencher sur le mythe en tant qu'institution réglementant les interactions entre acteurs (March et Olsen, 1983). Il a été postulé qu'un mythe entourant la paysannerie suisse s'est formé et influence, depuis lors, la politique suisse. Pour répondre à la question de recherche formulée comme suit : « *Quel rôle joue le mythe entourant la paysannerie suisse pour expliquer le fort soutien dont l'agriculture bénéficie au sein du parlement fédéral ainsi qu'auprès de la population ?* », la méthode dite de *process tracing* a été appliquée, afin de partir sur les traces de ce mythe et de son influence sur le jeu politique suisse. Le mythe a été compris comme un récit mêlant éléments fictionnels et réels (Weishaupt, Interview), et proposant l'image d'un idéaltype possédant les anciennes valeurs sacrées (Reszler, 1986 ; Eliade, 1957). Il peut être utilisé par le politique comme instrument servant à fonder un esprit collectif (Reszler, 1986) et évolue avec le temps pour perdurer (Baros, 2009). Se reposant sur quatre hypothèses permettant de structurer la recherche de réponses, ce travail se présente sous la forme d'une chronique retraçant le mythe de la paysannerie. Ainsi a été constaté qu'il surgit sous la forme d'un mythe politique avec l'émergence de la construction nationale au 19<sup>ème</sup> siècle et particulièrement après la formation de l'État fédéraliste en 1848. Utilisé par les élites politiques pour façonner une identité collective unissant toute la Suisse et leur garantir, par là-même, une stabilité politique, ce mythe existait déjà auparavant. La figure du paysan de montagne avait préalablement été idéalisée par les mouvements d'auteurs-voyageurs appartenant à la bourgeoisie éduquée européenne et suisse partie sur les traces de la liberté. Suite à son utilisation par les élites libérales, il sera instrumentalisé par l'Union Suisse des Paysans et son charismatique dirigeant, Ernst Laur, ce dernier faisant de la paysannerie le fondement indispensable de la Confédération. Le paysan et la paysanne seront ainsi présentés comme les porteurs des valeurs, traditions et bonnes mœurs suisses. Répondant à un impératif d'unification (de la Suisse et de la paysannerie) mais également d'exclusion – des mouvements socialistes et ouvriers –, l'instrumentalisation du mythe de la paysannerie au service de la « Bauernstaatsideologie » sera à nouveau fortement d'actualité lors des deux conflits mondiaux, faisant du

paysan et de la paysanne les sauveurs et sauveuses de la Nation. Ceci, alors même que l'augmentation du taux d'autosuffisance alimentaire s'explique en grande partie par les mesures de rationnement alimentaire et de réaffectation des cultures et que la Suisse restera, tout au long des conflits, dépendante des importations étrangères. Depuis lors, et au travers de ce discours glorifiant la paysannerie, l'agriculture se verra attribuer toute une série d'exceptions économiques, permettant à la Confédération de garantir le maintien de bonnes conditions pour la paysannerie. Bien que remise en question dans les années 1990 pour son impact sur l'environnement, sa non-compatibilité avec les accords du GATT et la hausse des prix, la politique agricole conservera – grâce à une profonde réforme des aides attribuées – un fort soutien et sera ainsi préservée d'une libéralisation complète des marchés. La figure du paysan et de la paysanne se transformera petit-à-petit pour s'aligner sur les demandes actuelles, modifiant le mythe de la paysannerie, qui gardera ainsi une influence sur les parlementaires et la population. De récentes enquêtes montrent que la paysannerie est toujours vue comme la garante des traditions et de la culture populaire suisse, en plus des nouvelles fonctions lui étant attribuée (bien-être animal, préservation des paysages, etc.). Ce récit, en tant qu'institution encadrant les interactions entre acteurs, joue donc effectivement un rôle important pour expliquer le soutien dont bénéficie l'agriculture au sein du parlement fédéral et de la population. Dans un travail futur, il serait intéressant de se pencher plus amplement sur les acteurs interagissant dans ce cadre institutionnel plutôt que sur le mythe lui-même. Il serait également intéressant d'effectuer une recherche comparative entre différents pays ayant connu des mouvements idéologiques similaires ou entre différentes « vaches sacrées » au sein de la politique suisse.

## Table des matières

RÉSUMÉ	3
TABLE DES MATIÈRES	5
GLOSSAIRE // ABRÉVIATIONS	7
AVANT-PROPOS	8
1. INTRODUCTION	9
1.1 Problématique	10
1.1 Pertinence scientifique et sociétale de la question de recherche	11
1.2 État de la recherche	13
1.3 Structure du travail	15
2. CADRE D'ANALYSE, MÉTHODE ET DÉFINITION DU MYTHE	17
2.1 Institutionnalisme centré sur les acteurs	17
2.2 Process-tracing et entretien semi-directif	20
2.3 Une définition du mythe	22
3. HYPOTHÈSES DE TRAVAIL	24
4. UNE SITUATION D'EXCEPTION ?	26
4.1 Le soutien étatique en discussion	27
4.1.1 La représentation paysanne sous la coupole fédérale	30
4.2 Le soutien des paysans-nes par la population	31
4.3 L'état de la paysannerie Suisse dans une perspective anthropologique	33
Un soutien à relativiser – conclusion intermédiaire	37
5. LE MYTHE DE LA PAYSANNERIE SUISSE	39
5.1 La paysannerie comme origine de la Nation	39
5.1.1 Construction de la Nation et « traditions inventées »	41
5.1.2 « Reiseliteratur » et Guillaume Tell	43
La naissance d'une figure idéale – conclusion intermédiaire	47
5.2 La paysannerie contre le socialisme. L'émergence de l'USP	48

<b>Le paysan : un idéal défendu par l'USP – conclusion intermédiaire</b>	<b>52</b>
<b>5.3 La paysannerie comme sauveuse de la Nation au 20<sup>ème</sup></b>	<b>52</b>
5.3.1 Survivre à la première Guerre Mondiale dans une économie agricole libéralisée.	52
5.3.2 Entre-deux guerre et défense spirituelle	55
5.3.3 Le Plan Wahlen ou le renouvellement de la « Bauernstaatsideologie »	57
5.3.4 La loi sur l'agriculture de 1951 et le début d'une situation d'exception	61
<b>La glorification d'une figure mythique - conclusion intermédiaire</b>	<b>62</b>
<b>5.4 Le mythe de la paysannerie des années 1980 nos jours</b>	<b>63</b>
<b>La transformation du mythe de la paysannerie – conclusion intermédiaire</b>	<b>69</b>
<b>5.5 S'identifier au paysan pour gagner</b>	<b>70</b>
<b>6. CONCLUSION ET RÉFLEXIONS</b>	<b>73</b>
<b>7. BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>82</b>
<b>Ouvrages</b>	<b>82</b>
<b>Articles et contributions à des ouvrages collectifs</b>	<b>84</b>
<b>Rapports, études et documents officiels</b>	<b>87</b>
<b>Sites internet</b>	<b>87</b>
<b>Documentaires audios et vidéos</b>	<b>91</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>93</b>
<b>SELBSTSTÄNDIGKEITSERKLÄRUNG</b>	<b>102</b>

## Glossaire // Abréviations

<b>GATT</b>	General Agreement on Tariffs and Trade/ Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
<b>MERCOSUR</b>	Marché commun du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela)
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OFAG</b>	Office fédéral de l'agriculture
<b>OFEV</b>	Office fédéral de l'environnement
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>PA 22+</b>	Politique Agricole 2022 +
<b>PAB</b>	Parti des paysans, artisans et bourgeois
<b>PAI</b>	Parti des paysans, artisans et indépendants
<b>PDC</b>	Parti démocrate-chrétien
<b>PLR</b>	Parti libéral-radical
<b>PAC</b>	Politique agricole commune de l'Union européenne
<b>USAM</b>	Union suisse des arts et métiers
<b>USCI</b>	Union suisse du commerce et de l'industrie
<b>USP</b>	Union Suisse des Paysans
<b>USS</b>	Union syndicale suisse
<b>UDC</b>	Union démocratique du centre
<b>VKMB</b>	Association des petits et moyens paysans

## Avant-Propos

*La question agricole a été un fil conducteur tout au long de mes études ; que cela soit durant mon Bachelor en science politique à l'Université de Lausanne ou durant mon Master, ici, à l'Université de Berne. Autant à un niveau international que national (voire local), cette question est au cœur d'un grand nombre d'enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux. Cette transversalité rend ce sujet particulièrement intéressant à analyser. L'agriculture est, de plus, intimement liée au politique, son émergence marquant l'apparition des premiers systèmes politiques<sup>1</sup>. Ce travail de fin d'étude me permet donc, une nouvelle fois, de m'emparer de cette riche thématique et m'apparaît être comme l'achèvement (ou une étape) d'une réflexion m'ayant accompagnée tout au long de ma vie d'étudiant. S'intéresser au mythe du paysan suisse me permet donc de mettre à profit le savoir accumulé durant ces années d'étude, en tentant d'éclaircir une partie des raisons pouvant expliquer le fort soutien dont bénéficie l'agriculture en Suisse. S'intéresser spécifiquement au mythe implique nécessairement de ne pas prendre en compte d'autres aspects d'une grande importance, telle que, par exemple, la place fondamentale qu'occupe la nourriture dans nos vies, ou la proximité que la population a avec les agriculteurs et agricultrices. Le mythe, en tant qu'institution délimitant un certain cadre d'action dans lequel interagissent les acteurs (d'après l'approche développée par Renate Mayntz et Fritz W. Scharpf), sera donc au centre de ma réflexion, qui sera appuyée par une méthode de recherche proche des méthodes utilisées dans les disciplines historiques, à savoir le process tracing. Adoptant une perspective de science politique et m'appuyant sur les diverses disciplines ayant enrichi mon parcours universitaire – les sciences sociales et historiques dans une optique interdisciplinaire – j'espère que le lecteur sortira de cette lecture plus informé et éclairé quant à la position de l'agriculture en Suisse. Une attention a été portée, durant l'écriture, à l'inclusion des genres dont il est question dans ce travail. Parfois, il est fait mention du « paysan » sans son équivalent féminin, ce qui peut être justifié historiquement (sauf oubli involontaire). Finalement, je tiens tout spécialement à remercier le Prof. Dr. Marc Bühlmann de m'avoir suivi tout au long de ce travail et de m'avoir donné autant de liberté dans les approches choisies. Mes remerciements vont également au Dr. Matthias Weishaupt pour le temps précieux qu'il m'a accordé, ainsi qu'à ma famille, mes amis et mes proches pour leur soutien, leur aide et leurs précieux conseils.*

N.b. Le titre est une référence à cette figure célèbre en anthropologie du « Bon Sauvage », que l'historien André Reszler (1986) utilise pour décrire le paysan suisse.

---

<sup>1</sup> L'historien Yuval Noah Harari (2015) revient de manière très intéressante sur cette problématique.



## 1. Introduction

« *Die Schweiz ist ein Bauernparadies* »<sup>2</sup>. C'est ainsi que commence un article d'un célèbre tabloïd suisse sur les aides attribuées aux agriculteurs. Cette manière de penser revient souvent dans le débat public, particulièrement lorsque les chambres parlementaires sont amenées à discuter des budgets alloués à la politique agricole. Ainsi en était-il en 2013 et en 2016, lorsque le parlement fédéral décida, à deux reprises, de ne pas appliquer les dépenses agricoles prévues par le Conseil fédéral, alors même que les autres postes de dépense subissaient les conséquences des politiques d'austérité<sup>3</sup>. Mais, plus généralement, l'agriculture dispose d'une place de choix au sein du débat politique et sociétal en Suisse. En effet, pas moins de 7 initiatives ayant un lien direct avec l'agriculture ont été déposées ces dernières années ou seront déposées ces prochains mois<sup>4</sup>. Le corps électoral est donc régulièrement amené à se prononcer sur le devenir de l'agriculture. La population semble pourtant être globalement satisfaite avec le système en place, acceptant, par exemple à plus de 78% le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire en 2017, un texte qui renforçait le statut actuel de l'agriculture (Milic *et al.*, 2017 : 34). Différents sondages d'opinion font le même constat, Gfs.bern montrant, par exemple, que 86% des sondés se disent être satisfaits avec l'agriculture suisse ; l'aspect environnemental étant le seul bémol à la satisfaction générale (Gfs.bern, 2017 : 7). L'agriculture suisse, il faut le préciser, est l'une des agricultures les plus soutenues parmi les pays de l'OCDE, le revenu moyen des exploitations étant composé à plus de 60% d'aides étatiques, alors que ce taux n'atteint que 18% sur l'ensemble des pays de l'OCDE (OECD, 2018 : 51). La population est donc d'accord de soutenir le secteur agricole, quand d'autres pays, telle que la Nouvelle-Zélande, ont décidé de libéraliser ce secteur et de le soumettre pleinement au principe du libre-marché (Gouin et Fairweather, 1995). Ce tournant de libéralisation totale de l'agriculture, la Suisse aurait pu le prendre dans les années 1990 sous la pression des accords du GATT — comme le fera ce pays d'Océanie —, mais celle-ci décida de passer d'un système agricole hautement protégé par le biais de divers outils (garantie des prix et des écoulements, revenu

---

<sup>2</sup> Blick : « Die Trittbrettfahrer im Bauern-Paradies » : <https://www.blick.ch/news/politik/migros-coop-und-fenaco-verdienen-mit-die-trittbrettfahrer-im-bauern-paradies-id8822000.html>, consulté le 02.01.2019.

<sup>3</sup> Pour 2013 : Office fédéral de l'agriculture : « PA 14-17 » : <https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17.html>, consulté le 29.10.2018. ; Pour l'année 2016 : Parlamentsdienst : « Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018-2021 », <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20160038>, consulté le 25 juillet 2018.

<sup>4</sup> Dans un ordre chronologique : l'initiative pour la sécurité alimentaire, l'initiative pour des aliments équitables, l'initiative pour la souveraineté alimentaire, l'initiative pour des vaches à cornes, l'initiative pour l'eau potable, l'initiative pour une Suisse sans pesticides de synthèse et finalement l'initiative sur l'élevage intensif.

paritaire, etc.), à un système basé sur les paiements directs. Les agriculteurs et agricultrices sont donc rétribués pour leur respect de certains critères environnementaux, de protection du paysage, de bien-être animal, etc. La Suisse reconnaîtra donc à l'agriculture sa multifonctionnalité, celle-ci n'étant pas simplement productrice de biens économiques, mais également de biens d'intérêt général (Chappuis *et al.*, 2008). Cette réorientation complète, les votants et votantes l'approuveront dans les urnes en 1996, avec l'inscription dans la Constitution fédérale du nouvel article agricole donnant corps aux réformes à entreprendre (Linder *et al.*, 2010 : 546-548).

## 1.1 Problématique

Dès lors, la question qui se pose est de savoir quelle sont les raisons pour lesquelles l'agriculture est tant soutenue par la population ainsi que par le parlement fédéral. De nombreux facteurs peuvent rentrer en considération pour expliquer cela. On peut penser à la place importante qu'à l'alimentation dans notre quotidien, aux campagnes publicitaires sensibilisant le public au monde paysan, au pouvoir des groupes d'intérêt liés au monde agricole ou, encore à des aspects historiques et sociologiques. Lorsque l'on se penche sur ces deux derniers points, on remarque que des indices tendent à montrer que la paysannerie a une place particulière en Suisse<sup>5</sup>. Les mythes nationaux suisses font systématiquement référence à la montagne, à la nature, aux paysages, au paysan (Windisch, 1992 : 1343). Pensons, par exemple, au mythe fondateur du pays, où trois paysans des montagnes de Suisse centrale forment une union pour lutter pour leur liberté, contre les envahisseurs étrangers (Reszler, 1986). Ce récit sera renforcé par des histoires telle que celle du Guillaume Tell du dramaturge allemand Friedrich Schiller qui écrira une pièce au début du 19<sup>ème</sup> siècle sur cette figure mythique, représentée dans l'iconographie en berger (Weishaupt, Interview) ; une figure qui se fera le symbole d'une Suisse peuplée d'habitants libres, non-aliénés, authentiques et proches de la nature (Schiller, 2003 ; Reszler, 1986 ; Weishaupt, 1992b). Dans l'historiographie nationale, la paysannerie sera, en effet, vue comme le noyau organique de la Suisse<sup>6</sup>. Le journaliste Urs Paul Engeler écrivait dans les années 1990, à propos de l'agriculture en Suisse : « *Emotionen, Wunschbilder oder Ressentiments bestimmen den Begriff Bauer in der Politik wie in der Werbung, in jeder öffentlichen Diskussion. Meist wird der Mythos des*

---

<sup>5</sup> Il existe deux exemples intéressants : Le premier est l'illustration ornant la pièce de cinq francs, celle-ci représentant un berger (qui n'est pas Guillaume Tell) — les deux autres figures ayant leur place sur les pièces suisses sont Libertas et Helvetia (Swissmint : « Foire aux questions » : <http://www.swissmint.ch/f/downloads/aktuell/FAQ-fr.pdf>, consulté le 20 août 2018). Le deuxième exemple est plus subtil : le Jass (ou chibre en français) fait du paysan la figure la plus forte du jeu lorsqu'il fait partie de la couleur atout, battant même le roi, la reine et l'As.

<sup>6</sup> WOZ : « Ist Blocher also ein Grossbauer ? » : <https://www.woz.ch/1101/durch-den-monat-mit-dem-ausserhoder-regierungsrat-matthias-weishaupt-teil-1/ist-blocher-also>, consulté le 10.07.2018.

*ursprünglichen Mensch, des Ernährers der Nation oder gar Hüters der harmonischen Naturwelt geweckt.* »<sup>7</sup> (1994). Maryvonne Bodiguel, qui fut directrice de recherche au CNRS, se demande, quant à elle, concernant l'importance du mythe de la société paysanne en France : « *Ist sie die Manifestation eines nostalgischen Vergangenheitskults oder einer grundlegenden Wertbehauptung ? Ist die Idealisierung bäuerlicher Werte ein vorübergehendes Phänomen, eine simple Wachstumskrise unserer Industrie- und Stadtgesellschaft, die durch die augenblickliche Wirtschaftsrezession ausgelöst wurde oder drückt sich in ihr ein Bewusstwerden tieferer Realitäten aus ?* »<sup>8</sup> (Bodiguel, 1989 : 245). Ce questionnement, posé à la fin des années 1980 peut se transposer au cas Suisse. En effet, comme le disent Chappuis *et al.* « *Les zones agricoles sont les lieux où chaque Suisse aime retrouver ses racines. Les paysages et la biodiversité que l'agriculture entretient constituent des valeurs. Ce sont elles que les citoyens ont formellement reconnues par leurs votes* » (2008 : 12). Allant de ce sens, l'historien Albert Tanner postule que les victoires politiques de la paysannerie suisse sont, entre autres, à chercher dans l'utilisation du mythe de Guillaume Tell et, plus largement, de ces paysans de montagne qui luttèrent pour leur indépendance et conclurent le pacte de 1291 (Tanner, 1992 : 12). Le but de ce travail consistera donc à se pencher sur l'impacte de ce mythe de la paysannerie suisse sur le politique. Pour cela, il s'agira de répondre à la question de recherche suivante :

**Quel rôle joue le mythe entourant la paysannerie suisse pour expliquer le fort soutien dont l'agriculture bénéficie au sein du parlement fédéral ainsi qu'auprès de la population ?**

### 1.1 Pertinence scientifique et sociétale de la question de recherche

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la science politique et l'objet principal de cette discipline réside dans l'analyse des structures de pouvoir. Dans cette optique, ce qui est particulièrement intéressant dans cette présente question de recherche est de comprendre d'où provient le pouvoir disproportionné que possède la paysannerie dans le jeu politique. La population paysanne ne représente aujourd'hui, en effet, que 3.1% de la

---

<sup>7</sup> NZZ Folio : « Der Tanz ums Kalb » : <https://folio.nzz.ch/1994/september/der-tanz-ums-kalb>, consulté le 20.11.18 ; Traduction libre : « Les émotions, les idéaux ou les ressentiments régissent le terme paysan aussi bien dans la politique que dans la publicité, dans chaque débat public. Le plus souvent, le mythe de l'homme originel, de celui qui nourrit la nation ou même le protecteur du monde harmonieux de la nature est réveillé. »

<sup>8</sup> Traduction libre : « Est-ce la manifestation d'un culte nostalgique du passé ou une affirmation fondamentale de valeurs ? L'idéalisation des valeurs paysannes est-elle un phénomène temporaire, une simple crise de croissance de notre société industrielle et urbaine déclenchée par la récession économique actuelle, ou exprime-t-elle une conscience de réalités plus profondes ? »

population employée en Suisse (Le Conseil fédéral, 01.11.2017 : 11), alors que 51 élu-e-s siégeant au parlement fédéral (sur 246) ont des liens d'intérêt avec l'agriculture<sup>9</sup>. Ces élu-e-s influencent la politique agricole sur des questions clés, l'exemple du renvoi du message du Conseil fédéral sur la vue d'ensemble de la politique agricole à moyen terme délivré en novembre 2017 étant symptomatique<sup>10</sup>. Sous la pression du monde agricole le Conseil fédéral renoncera même à mentionner de potentiels accords de libre-échange en ce qui concerne l'agriculture dans son nouveau message<sup>11</sup>. L'agriculture représente, de plus, le 6<sup>ème</sup> poste de dépense de la Confédération avec environ CHF 3,7 milliards par année budgétisé (OFAG, 2017b : 13).

Répondre à cette question de recherche permettra donc de contribuer à comprendre les mécanismes en cours en ce qui concerne la politique agricole, afin de pouvoir également voir à quel point la paysannerie est importante pour la population et les politiques. Pour l'historien Matthias Weishaupt, il est, en effet, nécessaire de connaître la place de la paysannerie dans l'histoire suisse et les récits qui l'entourent pour comprendre la position dont ils bénéficient sur la scène politique. Pour lui, en effet, les discussions autour de la politique agricole ne répondent pas à des logiques dites rationnelles, lorsque, par exemple, il est décidé d'épargner l'agriculture des coupes budgétaires (Weishaupt, Interview). De plus, cette question n'a, à ma connaissance, jamais été traitée dans le cadre d'un travail scientifique en science politique, cette perspective n'étant, d'une part, pas la plus commune dans cette discipline. Cette dernière n'aborde, d'autre part, la politique agricole que très rarement. Les mythes sont pourtant l'un des fondements de la construction de nos sociétés, et l'avènement de l'agriculture sera l'un des facteurs principaux à la fondation des premiers systèmes politiques de l'histoire comme le montre l'historien Yuval Noah Harari (2015). Ce dernier postule que les mythes façonnent des collectivités imaginaires qui permettent à des millions de personnes de collaborer et de vivre ensemble autour de valeurs et rites communs ainsi que de visions du monde semblables (Harari, 2015). S'intéresser au mythe qui entoure la paysannerie suisse, c'est donc s'intéresser à la construction d'un imaginaire collectif structurant la société. Pour Maryvonne Bodiguel, il est nécessaire de mener plus en profondeur, des recherches sur la société paysanne et les mythes qui l'entourent, elle qui s'interroge sur la survie des zones rurales en France, grâce à l'arrivée des néo-ruraux et urbains cherchant dans les villages

---

<sup>9</sup> Beobachter : « Die Macht der Bauern » : <https://www.beobachter.ch/politik/politik-die-macht-der-bauern>, consulté le 01.11.2017.

<sup>10</sup> 24 Heures : « Réformer l'agriculture reste un casse-tête », <https://www.24heures.ch/suisse/reformer-agriculture- reste-cassetete/story/28879951>, consulté le 20.11.2017 ; Tribune de Genève : « Le Conseil fédéral lance sa nouvelle stratégie agricole », <https://www.tdg.ch/suisse/conseil-federal-lance-nouvelle-strategie-agricole/story/13710317>, consulté le 22.11.2017.

<sup>11</sup> Le Matin : « Le Conseil fédéral précise sa stratégie agricole » : <https://www.lematin.ch/suisse/conseil-federal-precise-strategie-agricole/story/10264039>, consulté le 21.12.2018.

une certaine forme de vie traditionnelle (1989 : 245). Finalement, pour l'historien Matthias Weishaupt, qui s'est penché sur l'idéologie de l'État paysan à travers l'histoire du pays, il est essentiel de se pencher sur ces questions. Il affirme, en effet, que: « *Mit der wissenschaftsgeschichtlichen Thematisierung dieses Problemkomplexes "Bauernstaat" kann eine grundlegende Diskussion über Wechselwirkungen zwischen historisierenden Politmythen und Nationalgeschichtsschreibung eröffnet und somit eine viel grundsätzlichere Ebene angesprochen werden, als dies bei den oberflächlichen und pseudo-diskursiven Auseinandersetzungen um die sogenannten "historischen Mythen" wie Tell, Rütli oder Winkelried der Fall ist.* »<sup>12</sup> (Weishaupt, 1992a : 211) La nécessité de se pencher sur l'influence du mythe entourant la paysannerie et son rôle pour expliquer la position dont profite l'agriculture au sein du jeu politique ainsi qu'au sein de la population semble donc se confirmer.

## 1.2 État de la recherche

Comme dit en amont, la politique agricole n'a que peu été étudiée dans le cadre de la science politique. Ses évolutions récentes ont, toutefois, été traitée par Chappuis, Barjolle et Eggenschwiler (2008), les trois auteurs s'intéressant au nouveau rôle accordé à l'agriculture à partir des années 1990, passant d'un modèle productiviste à un modèle où les agriculteurs se voient rétribués pour leurs contributions d'intérêt général. Popp et Streckeisen (2001) se sont eux focalisé sur le long 20<sup>ème</sup> siècle pour faire un exposé de ce qu'ils nomment une révolution agricole. Le livre publié par Sciarini et von Holzen (1995), se concentre sur les tensions entre le secteur agricole et les accords du GATT survenues dans les années 1980-1990, les deux n'étant pas compatible dans un système où les agriculteurs et agricultrices recevaient des soutiens étatiques en fonction de leur production, quand les accords du GATT demandaient l'abolition de ce type d'aides. Dans d'autres disciplines, la littérature traitant de la question paysanne est plus florissante. Ainsi en est-il de l'Histoire avec, par exemple, le recueil de textes dirigé par Tanner et Head-König (1992) qui s'attarde, sur la place et l'influence de cette partie de la population dans l'histoire Suisse, relevant, entre autres, l'importance des paysans et paysannes pour la construction culturelle et identitaire suisse. L'utilisation de la figure du paysan garant des valeurs et traditions suisses dans différentes phases de la construction de l'historiographie suisse par les politiques fait l'objet, dans ce recueil, d'un article

---

<sup>12</sup> Traduction libre : « La thématization scientifico-historique de ce problème complexe de "l'État paysan" permet d'ouvrir une discussion fondamentale sur les interactions entre les mythes politiques historicisants et l'historiographie nationale et d'aborder ainsi un niveau beaucoup plus fondamental que les arguments superficiels et pseudo-discursifs sur les "mythes historiques" tels que Tell, Rütli ou Winkelried. »

rédigé par l'historien Matthias Weishaupt. Celui-ci publiera, la même année, sa thèse de doctorat, allant plus en détail dans son questionnement (1992). Dans le même ouvrage collectif, et toujours dans une perspective historique, Irène Vonarb se concentre sur la place des femmes paysannes dans la société suisse durant la deuxième guerre mondiale – une période charnière pour l'agriculture suisse avec la mise en place d'un ensemble de mesures ayant pour but d'augmenter l'autosuffisance alimentaire. Werner Baumann s'intéresse, quant à lui dans cet ouvrage, à l'importance de la « Bauernstandsideologie » – l'idéologie de la paysannerie – à travers l'histoire suisse et le rôle que joua Ernst Laur, le premier et très influent secrétaire de l'Union Suisse des Paysans (USP), sur ces questions. Il approfondira ses recherches dans un ouvrage paru une année plus tard (1993), dans lequel il traite de l'USP et de l'influence d'Ernst Laur, sur la société paysanne, la société dans son ensemble et la politique. L'historien co-écritra, de plus, un livre avec Peter Moser sur la place de la paysannerie suisse dans la société industrielle qui caractérisera, déjà au 19<sup>ème</sup> siècle, l'économie nationale (Baumann et Moser, 1999). L'historien Peter Mauer s'intéressera, quant à lui, plus spécifiquement à la période connue sous le nom allemand de « Anbauschlacht », caractérisée par le Plan Wahlen, et l'impact que cette période aura sur la politique agricole et la société jusque dans les années 1980. Par ailleurs, aucun ouvrage ne traite, à ma connaissance, directement du mythe de la paysannerie, que ce soit en Suisse ou à l'étranger. L'article publié par Maryvonne Bodiguel (1989) sur l'utilisation du mythe de la société paysanne en France est l'une des seules sources abordant plus spécifiquement ce mythe ; les autres sources ne traitant de cette question que de manière indirecte ou secondaire. La littérature abordant le mythe, au sens large, est, par contre, florissante. Les ouvrages de l'historien Mircea Eliade (1957 ;1988) en sont un exemple. Abordant, en premier lieu, les mythes des sociétés dites primitives, il s'attardera également sur l'importance de ceux-ci pour l'émergence de l'État-Nation et l'historiographie nationale. De manière plus spécifique, Ulrich Im Hof (1991) s'attaque aux mythes qui font la Suisse, qui ont une certaine place dans la construction identitaire et nationale du pays. Le paysan y est mentionné, particulièrement en lien avec le mythe fondateur mettant en scène trois paysans de montagnes s'alliant contre le diktat de l'étranger. L'historien suisse André Reszler fait également référence à ce mythe ainsi que celui entourant Guillaume Tell ; deux références directes à la paysannerie (1986 ; 2010).

Au-delà des sources secondaires, diverses études ont été réalisées pour déterminer les attentes de la population envers l'agriculture suisse (Brandenberg *et al.*, 2015 ; Gfs.bern, 2017 ; Universität St.Gallen, 2007). Celles-ci permettent, entre autres, de clarifier la perception de la population vis-à-vis de l'agriculture, de la place qu'elle a ou devrait avoir et de l'importance culturelle qu'elle revêt. Les enquêtes post-votes permettent, de leur côté,

de dévoiler les motifs invoqués par les votants et votantes pour justifier leur choix concernant des objets traitant de l'agriculture (Tresch *et al.*, 2018 ; Milic *et al.*, 2017). Ces divers documents – auxquels on peut ajouter les rapports réguliers délivrés par la Confédération sur la politique agricole (OFAG 2017a, 2017b ; Le Conseil fédéral, 2017) – permettront de compléter l'analyse qui sera ici entreprise, en prenant en compte l'avis de la population ou d'une partie de celle-ci en ce qui concerne les votations sur l'agriculture. Quant à savoir comment les paysans eux-mêmes perçoivent leur place dans la société, l'étude interdisciplinaire, dirigée par Droz, Miéville-Ott, Jacques-Jouvenot et Lafleur (2014), s'y attarde longuement, en adoptant une approche comparative focalisée sur trois pays (Suisse, France et Canada). Dans la même veine, le livre de l'anthropologue Jérémie Forney (2012) s'intéresse à l'évolution de la situation des producteurs et productrices laitiers en Suisse et des possibilités qui s'offrent à eux afin de pouvoir continuer leur métier dans un contexte de pression des prix difficilement soutenable.

### 1.3 Structure du travail

Afin de répondre à la question de recherche présentée en amont, le travail sera structuré comme suit : Premièrement, le cadre d'analyse – l'institutionnalisme centré sur les acteurs – ainsi que la méthode mobilisée – le *Process Tracing* (littéralement, « retraçage de processus ») – seront présentés et discutés dans le chapitre 2 afin de voir en quoi ils sont pertinents dans cette présente recherche. Ce chapitre sera également l'occasion de poser une définition du mythe ; un concept trop vague pour être abordé sans discussion préalable. Cette partie servira de socle et de cadre pour l'ensemble du travail, les quatre hypothèses formulées – présentées dans le chapitre 3 – s'en réfèrent pour répondre à la question de recherche. Celles-ci aborderont divers angles, en apportant chacune des éléments spécifiques nécessaire au travail de recherche. Avant de s'attaquer à la résolution des hypothèses, le chapitre 4 sera l'occasion de se pencher sur la prémisse de base, consistant à dire que la paysannerie suisse profite d'un fort soutien au niveau du parlement fédéral ainsi que de la part de la population – un soutien qui se traduit sous une forme ou une autre (situation d'exception dans une économie dite libérale, aides financières, acceptation d'initiatives allant dans le sens d'un plus grand soutien de cette catégorie de la population, etc.). Au point 3 de ce même chapitre, nous allons nous pencher sur ceux et celles qui sont au cœur de l'objet d'étude, à savoir les paysans et paysannes suisses. En effet, il est difficilement imaginable d'étudier le mythe de la paysannerie suisse sans, au préalable, s'intéresser à la situation et à la vie de ceux-ci, sous peine de faire un travail fortement éloigné du contexte réel qui régit la vie de cette partie de la population – une manière d'éviter quelques peu le reproche du

chercheur enfermé dans sa tour d'ivoire. Le chapitre 5 sera consacré à la recherche de réponses quant aux hypothèses de travail. Au travers d'une chronique, nous allons retracer la construction du mythe de la paysannerie suisse des origines à nos jours, en s'intéressant simultanément à l'impact de celui-ci sur les consciences collectives, sur les politiques, sur la perception que la population a de la paysannerie. Le chapitre se terminera sur une réflexion quant à l'influence de l'image du paysan sur le jeu politique. A la fin de chaque sous-chapitre, une conclusion intermédiaire sera faite, afin de voir en quoi les hypothèses sont confirmées ou non. Finalement, la conclusion sera l'occasion d'essayer de répondre à la question de recherche, en s'appuyant sur les diverses hypothèses. De plus, une réflexion sur la thématique sera menée et des propositions d'élargissement du champ de recherche seront formulées. Cela sera également l'occasion d'aborder les points à améliorer dans une perspective autocritique. A travers cette structure de travail, il s'agira de déterminer, premièrement et fondamentalement, si le mythe de la paysannerie existe (ou existait) bel et bien et deuxièmement de se pencher sur l'influence de celui-ci sur le jeu politique et la société. Ceci permettra de voir si ce mythe est un facteur à prendre en compte pour comprendre les mécanismes en place en ce qui concerne la politique agricole suisse actuelle et passée. Ou, autrement dit, afin de vérifier si ce que disait l'historien Mircea Eliade à propos du mythe s'applique également dans ce cas : « (...) à l'échelle collective, il se manifeste parfois, avec une force considérable, sous la forme du mythe politique » (1957 : 38).



## 2. Cadre d'analyse, méthode et définition du mythe

### 2.1 Institutionnalisme centré sur les acteurs

Pour répondre à la question de recherche, je vais m'appuyer sur l'approche néo-institutionnelle développée par Mayntz et Scharpf (2001) connue sous le nom d'institutionnalisme centré sur les acteurs (*akteurzentrierte Institutionalismus*). Les approches institutionnelles postulent que les règles et les systèmes de règles – dans un contexte historique donné – vont orienter et réguler le comportement social et permettre de comprendre et, dans une certaine mesure, prédire ce dernier (Scharpf, 2000 : 80). L'approche développée par Mayntz et Scharpf – qui n'est pas une théorie, mais bien un ensemble d'indicateurs permettant la recherche d'explications (Scharpf, 2000 : 75), « *une heuristique de recherche* » pour reprendre leurs termes (Mayntz et Scharpf, 2001 : 96) – s'intéresse aux interactions entre acteurs dans un certain cadre réglementé, pour expliquer un résultat et cela plus particulièrement dans des secteurs en lien avec la gestion et l'organisation para-étatique (Baumgartner, 2010 : 81 ; Mayntz et Scharpf, 2001 : 100). Leur approche veut, en effet, appréhender les processus politiques déterminés par l'interaction entre acteurs corporatifs et individuels ayant des capacités ainsi que des orientations cognitives et normatives spécifiques – toutes ces interactions se déroulant dans un contexte institutionnel donné (Scharpf, 2000). Les Institutions sont vues comme les principales sources de règles et de systèmes de règles fournissant aux acteurs un grand nombre d'informations quant aux intentions attendues des autres acteurs (Scharpf, 2000 : 81). Les deux auteurs se détachent donc, d'une part, de certaines théories sociologiques postulant que les actions des acteurs ne s'expliquent qu'au travers des normes culturelles et des règles institutionnelles et, d'autre part, de l'économie néoclassique ou des théories néoréalistes des relations internationales postulant que les buts et intérêts de tous les acteurs sont toujours les mêmes. Au contraire, les comportements des acteurs sont influencés par leur perception et leurs préférences et sont fortement dépendants du contexte institutionnel dans lequel ils évoluent (Scharpf, 2000 : 74). Comme le dit Fritz W. Scharpf : « *Der Ansatz des akteurzentrierten Institutionalismus [betont] den Einfluss von Institutionen auf die Wahrnehmungen, Präferenzen und Fähigkeiten individueller und korporativer Akteure und auf ihre Interaktionsformen* »<sup>13</sup> (Scharpf, 2000 : 76). Mayntz et Scharpf précisent que ce sont bien les interactions entre acteurs qui sont une « cause première » alors que le cadre institutionnel en est une « cause seconde »

---

<sup>13</sup> Traduction libre : « L'approche de l'institutionnalisme centré sur les acteurs met l'accent sur l'influence des institutions sur les perceptions, les préférences et les capacités des acteurs individuels et corporatifs et sur leurs formes d'interaction. »

(Mayntz et Scharpf, 2001 : 102). Malgré tout, le but de ce travail sera de s'intéresser au contexte institutionnel, plus qu'au jeu entre acteurs, les deux auteurs précisant également que ce qui peut être expliqué institutionnellement ne nécessite pas d'explications basées sur l'interaction entre les acteurs (Mayntz et Schapf, 1995 : 66).

Par ailleurs, les deux auteurs s'appuient sur une définition étroite de la notion d'institution, celle-ci se résumant à un système de règles structurant les actions d'un groupe d'acteurs, incluant également les normes sociales sanctionnant ou récompensant les acteurs (Baumgartner, 2010 : 81 ; Scharpf, 2000 : 77). Cet ensemble de règles réduit la bande d'action dans laquelle les acteurs interagissent (Scharpf, 2000 : 78). Pour autant, les règles institutionnelles peuvent être transgressées, selon les deux auteurs, et ne déterminent donc pas entièrement l'action des acteurs. De plus, l'institutionnalisme centré sur les acteurs considère les institutions comme étant des variables indépendantes tout autant que dépendantes – respectivement explicatives ou qu'il s'agit d'expliquer (Mayntz et Scharpf, 2001 : 100), impliquant de ce fait qu'elles sont le produit d'une construction humaine mais influencent en retour les humains (Scharpf, 2000 : 82).

Dans le cadre de mon travail de recherche, je vais m'appuyer sur une définition plus large du concept d'institution ; une définition tirée de March et Olsen (1984), pour qui – et ceci toujours dans une perspective néo-institutionnelle – les mythes, rituels et traditions sont également à considérer. Ce qu'ils appellent l'ordre symbolique (et qui regroupe ces différentes catégories) influence, en effet, les comportements au sein du jeu politique, ceci amenant une certaine cohérence de la vie politique, lorsque l'on tente de l'interpréter. Les mythes et symboles déterminent une grande partie des activités et des expériences en politique et sont utilisés à des fins stratégiques dans la compétition politique. March et Olsen insistent donc sur la nécessité de prendre cet ordre symbolique et sa puissance de modelage de la société en compte (March et Olsen, 1984 : 744). Ils se rapprochent ainsi de l'institutionnalisme de la sociologie des organisations, les deux auteurs s'intéressant « *à la place des institutions en politique et [insistant] sur l'importance de comportements appropriés, à visée normative, ainsi que des rituels, des cérémonies et des mythes* » (Mayntz et Scharpf, 2001 : 99). Les questions agricoles et la place de l'agriculture au sein de la culture politique suisse semblent être fortement influencées par cette figure mythologique du paysan et c'est pour cette raison que l'on élargira la définition restreinte que Mayntz et Scharpf donne du concept d'institution. Ainsi, la prise en compte de la place des paysans et paysannes dans l'histoire collective suisse et la formation d'un mythe autour de leur figure et l'influence de celui-ci sur les actions des acteurs, sera au cœur de ce travail.

Plusieurs acteurs peuvent être identifiés comme ayant un rôle déterminant concernant le mythe de la paysannerie. Premièrement, la population, dans le cadre donné par la

démocratie directe, peut orienter le devenir de la politique agricole et, de facto, des paysans et paysannes. Le Conseil fédéral, en tant qu'organe exécutif renouvelant fréquemment les orientations et objectifs de la politique agricole, joue un rôle prépondérant, tout comme les parlementaires ainsi que les groupes parlementaires impliqués dans cette question-ci – ces derniers étant, selon la définition de Mayntz et Scharpf des acteurs corporatifs, des organisations capables d'action (2001 : 100). Appartiennent également à cette catégorie, les divers groupes de pression (économiques, écologiques et plus particulièrement agricoles) ainsi que les organisations étant directement touchées par la politique agricole. Les paysans et paysannes sont également à considérer, mais en tant qu'acteur collectif, lorsque « *les orientations d'action des membres d'un tel mouvement social convergent consciemment* » (Mayntz et Scharpf, 2001 : 107). Une attention particulière sera accordée à la principale organisation paysanne suisse, à savoir l'Union Suisse des Paysans (USP). Celle-ci est le principal organe représentant les intérêts des paysans et paysannes suisses et véhicule, pour cela, une certaine image de la paysannerie, une image étroitement liée à la construction mythologique de la figure du paysan comme nous le verrons par la suite. Cette organisation bénéficiera, dès sa création, d'un grand nombre de ressources lui permettant d'agir (Mach, 2015 :29) ; une caractéristique essentielle pour tout acteur voulant se profiler dans le jeu politique (Scharpf, 2000 : 86). L'institutionnalisme centré sur les acteurs se focalise, en outre, sur plusieurs aspects, en plus des institutions et des acteurs. Les constellations d'acteurs, l'orientation de l'action des acteurs ainsi que les situations de l'action sont également prises en compte (Baumgartner, 2010 : 81) ; ils ne seront, malgré tout, pas au centre de l'analyse ici menée.

Le mythe entourant la paysannerie suisse sera donc considéré comme étant une institution structurant le jeu des acteurs, influençant la politique agricole et les considérations de la population et du monde politique vis-à-vis de la paysannerie. Cette institution semble s'être formée au travers de la construction historiographique de la Suisse. En effet, la paysannerie est souvent reliée à l'identité suisse dans l'imaginaire collectif, influençant l'étranger ainsi que la population sur les questions identitaires<sup>14</sup>. Il s'agira donc de se focaliser principalement sur le contexte institutionnel et non pas de développer un design de recherche englobant, en plus du contexte institutionnel, l'ensemble des acteurs individuels et corporatifs, l'orientation de leurs actions, leur perception et les relations interactives qu'ils entretiennent, cela n'étant, de l'aveu même des auteurs ayant

---

<sup>14</sup> Pensons notamment aux débats au parlement fédéral autour de l'initiative pour des vaches à cornes, où certains parlementaires faisaient référence à l'image idyllique de la vache à cornes comme représentation de la Suisse (Parlamentsdienst : « Pour la dignité des animaux de rente agricoles » : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=43310>, pages 764-765, consulté le 01.12.2018).

conceptualisé l'approche de l'institutionnalisme centré sur les acteurs, pas applicable dans une recherche empirique (Mayntz et Scharpf, 1995 : 67).

## 2.2 Process-tracing et entretien semi-directif

Afin de mener à bien ce travail de mémoire, celui-ci s'inscrira dans une démarche de recherche qualitative et s'appuiera plus particulièrement sur la méthode dite de « *process tracing* ». Celle-ci, souvent utilisée dans les recherches en science politique (Siewert, 2017), se concentre sur l'étude de cas uniques et a pour objectif de trouver les relations causales entre un ou plusieurs facteurs et le cas particulier étudié (Hildebrandt *et al.*, 2015 ; Wolf *et al.*, 2015 : 216). Il n'existe pas de démarche précise et les outils et méthodes proposés varient selon la question de recherche et selon l'angle d'approche (Siewert, 2017 ; Thomas, 2007 : 180). La méthode – ou stratégie explicative globale (Wolf *et al.*, 2015 : 220) – du *process tracing* s'inscrit dans la catégorie plus large des approches d'analyse de cas, qui vont s'intéresser à la causalité d'un cas unique en se reposant sur des preuves contextuelles ainsi que sur une logique déductive (Thomas, 2007 : 172). Dans le cadre des études de cas, les méthodes quantitatives ne sont pas suffisantes pour déterminer la causalité recherchée, les méthodes qualitatives permettant d'aller plus en profondeur et en détail dans l'explication de la structure causale d'un processus social ou politique – amenant, par contre, comme désavantage la difficulté de généraliser les résultats à d'autres cas (Wolf *et al.*, 2015 : 232). Malgré tout, le modèle appliqué dans le cadre des études de cas reste la causalité entre des variables explicatives et une variable Y qu'il s'agit d'expliquer, le chemin entre les deux étant opaque. Dans ce cadre-ci, le *process tracing*, est une méthode ressemblant au travail du détective, le chercheur partant sur la trace de preuves – celles-ci pouvant être différentes et non comparables – afin de résoudre la causalité entre les variables (Thomas, 2007 : 173 ; Wolf *et al.*, 2015 : 216). Les preuves peuvent tout autant être de nature qualitative que de nature quantitative (Thomas, 2007 : 179). L'une des particularités de cette méthode réside donc dans la multiplicité des formes de preuves que le chercheur récoltera ; preuves auxquelles il cherchera à donner du sens afin de faire la lumière sur l'objet d'étude (Thomas, 2007 : 178). Dans le cadre de ce travail, tant l'entretien semi-directif, que les rapports délivrés par l'administration fédérale, les enquêtes menées au sein de la population sur les questions agricoles, ou encore les ouvrages historiques ou anthropologiques traitant d'une manière ou d'une autre de l'objet étudié serviront de preuves afin de faire la lumière sur ce dernier. Cela permettra également de rendre les suppositions délivrées sur le fonctionnement du monde – que requière toute analyse faite dans

le cadre du *process tracing* – tangibles. Les faits doivent, en effet, être ordonnés, catégorisés et « narrativisés » pour les rendre compréhensible, cela n'étant possible qu'en ayant une large palette de suppositions sur le monde (Thomas, 2007 : 180).

Le *process tracing* peut être appliqué soit pour tester une théorie soit pour en générer une et peut être utilisé comme élément central du design de recherche ou en tant que méthode complémentaire. Ici, le *process tracing* sera central dans le design de recherche et sera utilisé dans une optique de génération de théories plutôt que l'inverse (Wolf *et al.*, 2015 : 217), afin de découvrir le mécanisme causal reliant le mythe de la paysannerie suisse à la place d'exception qu'occupe l'agriculture en Suisse.

Il s'agira donc, tel un détective, de partir sur les traces du mythe de la paysannerie suisse, de la construction et de l'évolution de ce qu'on considère être une institution, afin de pouvoir déterminer l'influence que celle-ci exerce sur la politique suisse afin d'ouvrir ce que certains chercheurs nomment la « black-box » que constitue le mécanisme déterminant l'effet causale entre variable indépendante et variable dépendante (Wolf *et al.*, 2015 : 219).

Pour cela, il s'agira de mener une « *description soigneuse* » (« *careful description* » (Wolf *et al.*, 2015 : 222)) de la causalité, qui se fera sous la forme d'une narration détaillée de celle-ci, prenant l'aspect d'une chronique. Y sera cependant incluse la formulation d'hypothèses causales plaçant ainsi ce travail sous l'égide de la science politique (Wolf *et al.*, 2015 : 222 ; George et Bennett, 2005 : 211). Cette méthode possède des similitudes avec les méthodes utilisées dans les branches historiques. Elle est parfaitement adaptée aux chercheurs en science politique et en sciences sociales qui s'intéressent à la complexité des événements historiques et qui cherchent à expliquer des cas individuels (George et Bennett, 2005 : 223).

Comme dit en amont, je vais, entre autres, m'appuyer sur les propos d'un historien spécialiste des questions agricoles suisses – Matthias Weishaupt – récoltés dans le cadre d'un entretien semi-directif. Celui-ci s'est fait en s'appuyant sur une grille d'entretien préparée en amont à l'entretien ; une grille qui permet de lui donner une structure (Gläser et Laudel, 2009 : 41-42). Il ne s'agira pas de faire un entretien exploratoire (qui intervient, en règle générale, en début de recherche) mais de mener un entretien permettant de répondre aux questions survenues lors de la partie exploratoire du processus de recherche. L'entretien sera, ensuite, soumis à une analyse qualitative de contenu, par l'extraction des informations requises (Gläser et Laudel, 2009 : 199-200). Il s'agira donc d'exploiter le savoir délivré par ce spécialiste, afin d'enrichir la recherche menée et d'éclaircir les points d'ombre restant. Le travail de recherche littéraire représentera la partie la plus importante de ce mémoire, m'appuyant sur divers documents historiques, administratifs, scientifiques, sur des sources primaires (articles de journaux, reportages

des médias, documents historiques) mais surtout secondaires. Cela sera complété par la prise en compte de statistiques et rapports délivrés principalement par l'administration fédérale. La recherche entreprise dans ce travail s'enracinera dans un temps historique allant de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle (avec quelques incursions dans un temps plus lointain) à nos jours, le *process tracing* imposant de se limiter dans le temps afin de ne pas se perdre dans un schéma explicatif remontant à Adam et Eve (Wolf *et al.*, 2015 : 222). Il est pourtant nécessaire de revenir à des temps qui peuvent, ici, paraître éloignés, afin de pouvoir pleinement analyser l'émergence du mythe de la paysannerie suisse. De plus, il semble être passé par des étapes-clés qu'il s'agit de prendre en compte pour comprendre au mieux le processus en cours (Collier, 2011 : 824).

### 2.3 Une définition du mythe

Le concept central de ce mémoire qu'il s'agit de clarifier est celui du mythe. En effet, la question de recherche se focalise sur l'influence du mythe sur le fonctionnement politique. Il est donc impératif d'en donner une définition précise, d'autant que ce concept fait l'objet d'interprétations très diverses et revêt une certaine puissance symbolique – Linda Maria Baros allant jusqu'à parler de la « *terreur* » qu'inflige ce concept à ceux qui s'y attaquent, tant il est peu aisé à utiliser (Baros, 2009 : 89). De nombreux penseurs et penseuses s'y sont toutefois penchés, dont certains et certaines qui font référence. L'historien roumain Mircea Eliade en est l'un d'eux. Celui-ci fera du mythe l'un de ses objets d'étude, sa définition et sa conceptualisation servant de socle à de nombreux autres penseurs et penseuses (Baros, 2009 : 92 ; Reszler, 1986 : 43). Il se penchera, en premier lieu, sur les mythes dans les sociétés dites archaïques et primitives, mais s'intéressera également aux mythes modernes. Pour lui, « *un mythe raconte toujours que quelque chose s'est réellement passé, qu'un événement a eu lieu dans le sens fort du terme – qu'il s'agisse de la création du Monde, ou de la plus insignifiante espèce animale ou végétale, ou d'une institution* » (Eliade, 1957 : 13). On est donc dans le ressort du récit, récit qui permet le « *dévoilement d'un mystère* », la « *révélation d'un événement primordial qui a fondé soit une structure du réel, soit un comportement humain* » (Eliade, 1957 : 14). Pour l'historien roumain, l'une des fonctions du mythe est donc de proposer un comportement humain exemplaire, et ceci également dans les sociétés modernes – sociétés qui se caractérisent par une désacralisation poussée de la vie et du Cosmos, mais qui restent, malgré tout attachées aux « *anciennes valeurs sacrées* » (Eliade, 1957 : 26-27). De plus, le mythe peut se manifester, à l'échelle collective, sous la forme puissante du mythe politique (Eliade, 1957 : 38). Proche des conceptions de Mircea Eliade, l'historien suisse André Reszler considère qu'« *en matière politique, le*

*mythe est la sanction ultime du pouvoir. Source de légitimité, – le mythe rapporte la manière dont ont été créées les institutions et les lois d'une société politique dont les origines remontent au-delà du seuil historique – le mythe est aussi le levier de commande à l'aide duquel les gouvernants pèsent sur les égoïsmes individuels pour les associer à une action collective. Les mythes de fondation rappellent au citoyen les lois qu'il doit suivre s'il veut rester fidèle à une tradition immuable »* (Reszler, 1986 : 45-46). Ainsi, le mythe permet à un pouvoir de légitimer sa place en se référant à une naissance originelle de la nation – un point qui est particulièrement important dans le cas de la Suisse comme nous le verrons dans le chapitre 5.1. Plus loin, Reszler ajoute que « *c'est le mythe encore qui propose à l'homme moderne l'image des héros individuels ou collectifs (l'élite, le parti, le peuple ou le prolétariat) qui lui permettront de sortir de la crise qui menace de l'engloutir (les crises favorisent l'apparition des existences héroïques)* » (Reszler, 1986 : 46). Les deux éléments déjà présents dans la définition de Mircea Eliade – le récit originel ainsi que l'importance de la figure servant d'exemple – apparaissent donc aussi dans la définition donnée par André Reszler ; tout comme dans la compréhension qu'en fait le professeur de littérature comparée André Debezies, qui souligne l'importance du mythe pour la collectivité, comme modèle de rituel et comme explication de l'existence (Baros, 2009 : 93). Par ailleurs, Baros fait remarquer que le mythe entre dans la catégorie du discours, du récit ayant un dynamisme lui permettant de survivre au travers des siècles : « *Il a su se transformer partiellement, se glisser dans d'autres formes, tout en restant reconnaissable, et s'enrichir ainsi par lui-même* » (Baros, 2009 : 94). Le mythe est en perpétuel transformation, comme les mythes modernes nous le montrent, ceux-ci se reposant souvent sur des mythes anciens (Baros, 2009 : 94). Baros insiste sur le fait qu'un mythe surgit particulièrement lorsqu'une collectivité veut se forger une identité ou retracer sa généalogie, apportant, par ce biais, une structure stable à la communauté qui s'y rattache (Baros, 2009 : 96-97). Cette vision est également partagée par l'historien Yuval Noah Harari qui estime que les mythes façonnent des collectivités imaginaires, permettant à des millions de personnes de collaborer et de vivre ensemble autour de valeurs communes, de rites communs et de visions du monde semblables (Harari, 2015). Finalement, l'historien Matthias Weishaupt note que cette forme de récit est un vil mélange de faits et de fictions, proche des histoires, possédant une dimension atemporelle. Dans une perspective politique, les mythes sont utilisés par un groupe de personnes particulier et leur instrumentalisation sert l'idéologie portée par ce groupe de personnes (Weishaupt, Interview).

### 3. Hypothèses de travail

Avant d'aborder les hypothèses, il s'agit de rappeler que celles-ci s'appuient sur un postulat de base, à savoir que les agricultrices et agriculteurs bénéficient d'une position privilégiée au sein du parlement fédéral ainsi que du soutien de la part de la population. Politiquement, cela se traduirait par un certain nombre d'exceptions sur le plan économique et social. Ce postulat sera analysé au chapitre suivant, ce qui permettra, par la suite, la recherche de réponses quant aux hypothèses formulées ici. Ces quatre hypothèses serviront de socle à la formulation d'une réponse quant à la question de recherche.

La première hypothèse s'intéresse aux raisons de l'émergence d'un mythe entourant la paysannerie suisse. Les recherches préliminaires semblent indiquer que ce mythe semble émerger à un moment socio-politique charnière pour la Suisse – c'est-à-dire, à partir de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et la naissance de la Suisse moderne de 1848 – dans une nécessité pour la collectivité de se construire une identité ainsi qu'une généalogie (Baros, 2009 : 96-97 ; Weishaupt, 1992a). Dans ce cadre, l'institution du mythe prend ce double rôle de variable qui explique et qu'il s'agit d'expliquer (Mayntz et Scharpf, 2001 : 100), celle-ci étant l'objet d'une construction humaine ayant un but bien précis. Il s'agira donc de voir comment et pourquoi ce mythe sera construit :

#### H1

*La construction du mythe de la paysannerie suisse s'explique par une nécessité politique et s'inscrit dans un contexte socio-politique caractérisé par l'émergence de l'État-nation.*

Cette émergence ne semble pourtant pas figer la construction du mythe de la paysannerie suisse. Les institutions n'étant pas les mêmes à toutes les époques (celles-ci étant créées et modifiées par l'action humaine), des évolutions de ce mythe ont probablement eu lieu au cours du temps (Baros, 2009 : 94), dans un processus évolutionnaire d'adaptation ainsi qu'au travers de modifications ayant des objectifs bien précis (Scharpf, 2000 : 82). Son utilisation à des fins politiques en dépend :

#### H2

*Le mythe entourant la paysannerie suisse a su évoluer avec le temps et s'adapter au contexte socio-politique donné.*



Cette évolution ne semble avoir été possible que grâce à l'influence des groupes d'intérêt agricoles qui, dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, vont vraisemblablement s'appuyer sur l'image que la population aura de la paysannerie et, eux-mêmes, fortement l'orienter. L'Union Suisse des Paysans (USP) bénéficiera, dès sa création, d'un grand nombre de ressources lui permettant d'agir sur le plan politique (Mach, 2015 : 21) semblant profiter d'un cadre institutionnel – le mythe de la paysannerie suisse ainsi que la faiblesse de l'État – qui lui permettra de se construire (Scharpf, 2000 : 86 ; Mayntz et Scharpf, 2001 : 104 ; Baumann, 1993). Il est donc intéressant de voir à quel point ce groupe d'intérêt va alimenter, modifier et construire cette institution qu'est le mythe de la paysannerie afin de conserver une certaine position au sein des consciences collectives (Scharpf, 2000 : 82) – les acteurs corporatifs dont fait partie l'USP étant une forme d'acteur d'importance dans l'approche de Mayntz et Scharpf (2001 : 100) – d'où la troisième hypothèse :

### **H3**

*Les groupes d'intérêt affiliés au monde agricole vont nourrir et se nourrir du mythe de la paysannerie suisse et s'appuyer sur celui-ci pour renforcer leur pouvoir au niveau national.*

Finalement, il s'agira de se questionner sur l'impact réel de ce mythe sur le politique et plus particulièrement sur les politiques agricoles. A-t-il réellement une influence sur notre manière de soutenir ou non l'agriculture et plus généralement sur le jeu politique ? Si l'on suit l'approche développée par Mayntz et Scharpf (2001), les institutions cadrent le comportement des acteurs, ceux-ci transgressant, malgré tout, parfois ce cadre donné tout en risquant d'être sanctionné (Scharpf, 2000 : 83). Le mythe étant considéré comme une institution, il devrait donc avoir un impact sur les acteurs du jeu politique. Cela sera l'objet de la quatrième hypothèse :

### **H4**

*Le mythe entourant le paysan et la paysanne suisse impacte l'avis des citoyens et citoyennes ainsi que le parlement fédéral sur les mesures à prendre pour soutenir la paysannerie et sur le jeu politique de manière plus générale.*

## 4. Une situation d'exception ?

La prémisse initiale à ce mémoire est l'affirmation selon laquelle la paysannerie suisse bénéficierait d'une situation d'exception<sup>15</sup>, en tant que secteur économique dans une économie dite libérale (peu ou pas de soutien étatique, libre concurrence et libre-marché<sup>16</sup>) comme présenté par le Conseil fédéral dans le rapport sur la vue d'ensemble à moyen terme sur la politique agricole. En effet, celui-ci écrit, en conclusion du document, que « *la Suisse est tributaire de marchés ouverts tant pour son économie orientée vers l'exportation que pour la sécurité de l'approvisionnement* » (Le Conseil fédéral, 2017 : 80). Selon la Constitution fédérale et son article 27, le principe de liberté économique est garanti mais peut faire l'objet d'exceptions. L'une d'entre elle est mentionnée à l'article 104, alinéa 2 ; l'article sur l'agriculture. Dans celui-ci est précisé que la Confédération peut déroger au principe de liberté économique afin « *d'encourager les exploitations paysannes cultivant le sol* » (Constitution fédérale de la Confédération Suisse, 1999). Le présent chapitre se penchera donc, tout d'abord, sur l'application concrète de cette distorsion à la liberté économique. Par la suite, le nombre de représentants et représentantes de la classe paysanne au sein des chambres sera également considéré, nous permettant ainsi d'avoir un aperçu des relais politiques directs que possède le monde agricole. S'intéresser aux forces en présence au parlement fédéral permet d'expliquer, en partie, le soutien continu octroyé à l'agriculture. Les parlementaires étant élu par le corps électoral, c'est donc également une représentation des volontés de la population qui nous est offerte. Le soutien de la population envers la paysannerie sera également observé par le biais d'enquêtes spécifiques à cette question, ainsi qu'au travers de récentes votations relatives à l'agriculture (contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire ; initiative sur la souveraineté alimentaire). Afin de ne pas oublier les principaux concernés, une attention particulière sera, finalement, portée à la situation des agriculteurs et agricultrices en Suisse. Les travaux de plusieurs anthropologues suisses qui se sont penchés sur cette question serviront de base afin d'évaluer la situation socio-économique dans laquelle se trouvent les agricultrices et agriculteurs suisses. Cette dernière partie permettra d'apporter des éléments de compréhension au soutien étatique et populaire dont bénéficie le monde paysan. Cette étape semble être essentielle à l'analyse entreprise dans ce présent travail afin d'avoir une vision plus équilibrée de la question paysanne suisse.

---

<sup>15</sup> Comme le présente, par exemple, l'article suivant, qui parle de l'agriculture comme d'une « vache sacrée » de par les privilèges dont elle profite : Swissinfo : « Bauern-Privilegien: vom günstigen Diesel bis zu Steuergeschenken » : [https://www.swissinfo.ch/ger/wirtschaft/schweizer-agrarpolitik\\_bauern-privilegien--vom-guenstigen-diesel-bis-zu-steuergeschenken/43603452](https://www.swissinfo.ch/ger/wirtschaft/schweizer-agrarpolitik_bauern-privilegien--vom-guenstigen-diesel-bis-zu-steuergeschenken/43603452), consulté le 03.01.2019.

<sup>16</sup> Dictionnaire historique de la Suisse : « Liberté de commerce et de l'industrie » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F47142.php>, consulté le 20.11.2018.

#### 4.1 Le soutien étatique en discussion

En 1996, la population suisse accepte d'inscrire un nouvel article constitutionnel sur l'agriculture, légitimant ainsi les nouvelles orientations données à ce secteur. L'agriculture n'a, ainsi, plus comme seule tâche de nourrir la population, d'autres aspects lui étant reconnus (Chappuis *et al.*, 2008 : 9). Cette position, la Confédération la défendra déjà lors des discussions du GATT quant à l'agriculture menées à partir des années 1980, celle-ci se positionnant dans le bloc de pays voulant faire reconnaître ce secteur économique comme possédant plus qu'une valeur purement commerciale. La position défendue par la Suisse consistait à faire reconnaître l'agriculture comme pourvoyeuse de biens non-marchand d'intérêt général – pensons à l'entretien des paysages et au bien-être animal – et donc à protéger par des incitations étatiques. La plupart des pays exportateurs nets de produits agricoles souhaitaient, eux, une ouverture complète des marchés sur le plan international (Droz *et al.*, 2014 : 18). Après d'âpres négociations, la solution trouvée et approuvée lors de l'Uruguay Round fut d'interdire tout soutien direct à la production agricole tout en autorisant les systèmes dits de paiements directs découplés de la production et qui n'entraînent pas de distorsion directe à la concurrence (Droz *et al.*, 2014 : 18-19). Ainsi, la Suisse a su profiter de cette exception, mettant en avant le principe de multifonctionnalité caractérisant son système agricole, et mis en place dans les années 1990 – la multifonctionnalité décrivant la diversité des prestations d'intérêt général délivrées par ce secteur, tels que l'entretien des ressources naturelles, la préservation des paysages, l'animation sociale dans les territoires excentrés, etc. (Droz *et al.*, 2014 : 20). L'agriculture pouvait donc continuer à profiter d'aides étatiques mais sous d'autres formes. Avant cela, les aides – ancrées dans la loi sur l'agriculture dès la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1951 – protégeait la production agricole suisse de la concurrence étrangère (garantie des prix, salaire paritaire, protection douanière, écoulement des excédents, etc.). Ceci fut rendu possible par la modification constitutionnelle des articles économiques en 1947 qui assouplissait les règles de libre-concurrence afin de conserver une paysannerie en bonne santé (Widmer, 2013 : 758-760) – comme nous le verrons dans le chapitre 5.3.1. L'agriculture était, jusque dans les années 1980, « *considérée comme un pilier de l'indépendance du pays et de la sécurité nationale, au même titre que l'armée* » (Droz *et al.*, 2014 : 24). Lors de la libéralisation du secteur dans les années 1990 – dû tant à des pressions internes qu'externes (cf. chapitre 5.4) – la Confédération décida donc de passer d'un système d'aide à la production et de garantie des prix à un système où les agriculteurs étaient soutenus pour les

services rendus à la collectivité par l'attribution de paiements directs<sup>17</sup>. D'un côté, les prix des produits agricoles chuteront fortement (-30% entre le début des années 1990 et les années 2010), mais le soutien étatique octroyé par le biais de ces paiements directs, lui, augmentera fortement (Droz *et al.*, 2014 : 25). On peut, toutefois, constater une baisse des dépenses liées à l'agriculture de la fin des années 1990 à 2010. En effet, celles-ci sont passées de 9% du budget total de la Confédération à 5.5% pour l'année 2016 (Widmer, 2013 : 766 ; OFAG, 2017a, chapitre « Politique » : 3). Toutefois, le parlement fédéral a, à de nombreuses reprises, limité les coupes budgétaires que le Conseil fédéral planifiait pour la politique agricole. Deux exemples récents le montrent : en 2013, les parlementaires décidèrent à une très large majorité (141 voix contre 41 au Conseil national et 40 voix contre 0 au Conseil des États) de rallonger le budget agricole initialement proposé par le Conseil fédéral de CHF 160 millions pour l'ensemble de la période déterminée par la Politique Agricole 14-17<sup>18</sup>. Le deuxième exemple concerne la période actuelle (2018-2021), pour laquelle le Conseil fédéral avait initialement prévu des coupes de CHF 750 millions, légitimant cette décision par les programmes d'austérité mis en place en réaction à la crise économique et touchant l'ensemble du budget fédéral. Cela provoqua la colère des milieux paysans, menant les autorités à faire, en partie, marche arrière. Dans le message sur les enveloppes financières destinées à l'agriculture et soumises au parlement, le Conseil fédéral proposa donc des coupes de l'ordre de 3,7% par rapport à la période précédente (2014-2017), représentant une baisse de CHF 514 millions. Le parlement décida finalement de baisser cette réduction prévue par l'exécutif en la limitant à -1.7% par rapport à l'exercice précédent (représentant une baisse de CHF 232 millions sur une période de 4 ans), malgré les interventions de certains parlementaires favorables au projet du Conseil fédéral et qui en appelaient à ne pas avoir de « vaches sacrées » en ce qui concerne les efforts budgétaires<sup>19</sup>. Avec un total de CHF 3.7 milliards en 2016, le budget alloué à l'agriculture et l'alimentation arrive à la sixième place des dépenses totales de la Confédération<sup>20</sup> (OFAG, 2017b : 13).

Lorsque l'on s'intéresse au détail de ces dépenses, on s'aperçoit que les affectations sont très diverses et complexes. Ainsi, un programme de promotion des ventes finance jusqu'à hauteur de 50% les campagnes publicitaires de promotion des produits agricoles

---

<sup>17</sup> Comme nous le verrons dans le chapitre 4.3, la libéralisation de l'agriculture n'a pas été sans effet sur la santé socio-psychologique des paysans et paysannes, une situation qualifiée de grave par Droz *et al.* (2014 : 161).

<sup>18</sup> Office fédéral de l'agriculture : « PA 14-17 » : <https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17.html>, consulté le 29.10.2018.

<sup>19</sup> Parlamentsdienst : « Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018-2021 », <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20160038>, consulté le 25 juillet 2018.

<sup>20</sup> Ce poste de dépenses vient, dans l'ordre, derrière la sécurité sociale (CHF 22 milliards), les finances et les impôts (CHF 9 milliards), les transports (CHF 9 milliards), la recherche et la formation (CHF 7 milliards) et finalement la défense nationale (CHF 4,6 milliards) (OFAG, 2017b : 13).

lancées par les organisations agricoles ou les interprofessions concernées – ce qui représentait, pour l’année 2016, un montant total de plus de CHF 62 millions (OFAG, 2017a : chapitre « Politique » : 5). On remarque également que la Confédération n’a pas complètement aboli les aides à la production, l’article 54 de la loi sur l’agriculture permettant de soutenir certaines cultures particulières (telle que la betterave sucrière), représentant un montant de CHF 59 millions pour l’année 2016. De plus, et jusqu’à récemment, ladite « loi chocolatière » permettait de soutenir l’industrie agroalimentaire exportant des produits à base de céréales et de lait suisse. La Confédération finançait une part des produits agricoles de base, afin de rendre la production de produits transformés (biscuits, chocolats, etc.) concurrentielle sur les marchés internationaux – ce crédit s’élevait à CHF 94.6 millions pour 2016 (OFAG, 2017a, chapitre “Politique” : 42)<sup>21</sup>.

Mais le gros du budget concerne le système de paiements directs, qui s’élevait à CHF 2'792 millions pour l’année 2016. Ces derniers font l’objet de toute une série de contributions, allant des contributions aux paysages cultivés, aux contributions à la biodiversité, en passant par les contributions à la sécurité de l’approvisionnement et à celles spécifiques aux divers systèmes de production. Toutes ces contributions ont la spécificité de ne pas être couplée à la production directe et permet à la Confédération d’être en conformité avec les accords de l’OMC. La Confédération possède de nombreux autres outils permettant un soutien à la paysannerie, tels que les prêts sans intérêt pour aider les exploitations en difficulté économique ou les crédits d’investissement, également à un taux d’intérêt nul, prévus pour améliorer les infrastructures, afin de respecter les exigences imposées par les conditions cadres – ces dernières changeant de manière fréquente (OFAG, 2017a, chapitre « Politique » : 154 et 163). De plus, la Confédération a conservé tout un système de protection douanière, permettant de protéger la production interne. Ainsi en est-il du système complexe des contingents tarifaires mis aux enchères par l’OFAG (OFAG, 2017a, chapitre “Politique” : 39).

D’après les calculs effectués par l’OCDE, la Suisse fait partie des trois pays – parmi les membres de cette organisation – soutenant le plus fortement son agriculture. En effet, le revenu des agriculteurs et agricultrices est composé, en moyenne, à 60% de financements étatiques ainsi que des mesures de protection. Ce chiffre se situe bien au-dessus de la moyenne des pays de l’OCDE, celle-ci n’atteignant que 18% (OECD, 2018 : 51).

---

<sup>21</sup> La loi chocolatière a dû être remplacée par un autre système de financement. Celle-ci n’étant pas compatible avec les accords de l’OMC, la Suisse s’est vue contrainte de changer de pratique, comme elle s’y était engagée dans le cadre de la conférence ministérielle de Nairobi en 2015. Malgré tout, un certain nombre de députés critiquent le maintien d’un système de soutien à la production à des fins d’exportation mais sous d’autres formes (Ziehli, 2017).

#### 4.1.1 La représentation paysanne sous la coupole fédérale

Nous l'avons vu, le parlement s'est maintes fois opposé aux coupes prévues dans le budget agricole par le Conseil fédéral. Cela peut être pris comme indicateur de la force de la représentation paysanne au parlement fédéral. En effet, sur les 246 parlementaires siégeant en 2016 sous la coupole fédérale, 51 présentaient des liens d'intérêt avec le monde agricole, alors même que la population paysanne représente aujourd'hui environ 3% de l'ensemble de la population vivant en Suisse. Les soutiens proviennent de tous les partis, même si l'UDC possède le plus grand nombre de défenseurs des agriculteurs. Parmi les représentants agricoles siégeant au parlement se trouvent le directeur, le président ainsi que l'ancien président de l'USP (respectivement, Jacques Bourgeois du PLR, Markus Ritter du PDC et Hansjörg Walter de l'UDC) et Léo Müller du Conseil d'administration de la multinationale agricole FENACO<sup>22</sup>. Cette dernière – qui est une coopérative regroupant quelques 80 entreprises affiliées dont Landi, Ramseier, Volg, Agrola ou encore Ufa – participe au financement des campagnes de certains partis ainsi que de candidats représentant ses intérêts<sup>23</sup>. La coopérative est avantagée, en effet, par les protections douanières sur les importations mises en place par la Confédération, ces mesures profitant en premier lieu aux détaillants alimentaires et aux producteurs de tracteurs, de pesticides et de fourrages, avant de profiter aux paysans. Elle est donc opposée à toute ouverture de marché pouvant nuire à ses affaires. En plus des soutiens aux partis et aux candidats, FENACO peut se prévaloir d'avoir deux de ses anciens vice-présidents au sein du Conseil fédéral, à savoir Guy Parmelin et Ueli Maurer. FENACO est intimement liée à l'USP, en étant membre ordinaire et ayant son président au sein du comité de l'organisation paysanne. Mais c'est surtout cette dernière qui exerce le plus d'influence, parmi les organisations paysannes, sur les parlementaires. En effet, elle a certains de ses membres dans des commissions clés pour l'agriculture (telles que la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie ainsi que la commission de l'économie et des redevances) et coordonne les séances organisées par le Club Agricole de l'assemblée fédérale qui regroupe une centaine de parlementaires intéressés par les questions paysannes<sup>24</sup>. Malgré tout, l'USP semble avoir perdu de son influence au sein du jeu politique suisse ces trente dernières années. En effet,

---

<sup>22</sup> Beobachter : « Die Macht der Bauern » : <https://www.beobachter.ch/politik/politik-die-macht-der-bauern>, consulté le 01.11.2017.

<sup>23</sup> NZZ : « Elmer Citro, Volg & Co: Wie das mächtigste Agrarunternehmen der Schweiz den Markt beherrscht » : <https://www.nzz.ch/wirtschaft/elmer-citro-volg-co-wie-fenaco-den-schweizer-markt-beherrscht-ld.1401535>, consulté le 20.11.2018.

<sup>24</sup> La Cité : « Lobby paysan, pouvoir suisse » : <https://www.lacite.info/politiquetxt/2016/02/04/lobby-paysan-pouvoir-suisse>, consulté le 22.11.2017.

depuis le processus d'ouverture des marchés entrepris dans les années 1990, la pression internationale exercée a affaibli les associations tournées sur la défense de l'économie interne – il en est de même pour l'Union suisse des arts et des métiers. Cela se perçoit particulièrement dans l'analyse du pouvoir réputationnel des diverses organisations et partis en Suisse : depuis les années 1970, l'USP – qui était à cette époque considérée comme l'une des plus influentes organisation – a grandement perdu en influence perçue<sup>25</sup>. Ces conclusions sont toutefois à relativiser lorsque l'on s'aperçoit du poids décisif que l'organisation paysanne exerce sur certains dossiers. Ainsi en est-il de la prochaine politique agricole, pour laquelle le Conseil fédéral avait publié la « vue d'ensemble de la politique agricole à moyen terme ». L'USP a rejeté avec véhémence ce rapport qui présentait une évolution de la politique agricole impliquant une plus grande ouverture des marchés. Ceci a mené le Conseil national à débattre en séance plénière de cette vue d'ensemble ; celui-ci acceptant la proposition de renvoi du rapport au Conseil fédéral pour le rectifier<sup>26</sup>. L'exécutif proposera donc une version plus adoucie, ne faisant plus mention des accords de libre-échange et d'une potentielle ouverture des marchés quant aux produits agricoles<sup>27</sup>.

#### 4.2 Le soutien des paysans-nes par la population

La pression exercée par l'opinion publique n'est pas innocente au changement de paradigme entamé dans les années 1990. En effet, la composante écologique prenait de plus en plus de place dans le débat sur l'agriculture, celle-ci ayant eu pour tâche de produire de manière intensive depuis les deux grandes guerres – ne portant donc pas une grande attention aux dégâts engendrés sur l'environnement (Chappuis *et al.*, 2008 : 22). La hausse des prix était également critiquée par une partie de la population ; une hausse qui s'explique par la politique protectionniste de la Confédération, amenant des situations de surplus dans certains secteurs (le lait par exemple) et par la mise en place du salaire paritaire paysan<sup>28</sup> (Chappuis *et al.*, 2008 : 19). Ainsi, après avoir refusé un contre-projet à une initiative de l'USP jugée trop peu portée sur la question écologique,

---

<sup>25</sup> La vie économique : « Les groupes d'intérêt perdent de leur influence sur la politique suisse » : <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2015/04/les-groupes-de-pression-perdent-de-leur-influence-sur-la-politique-suisse/>, consulté le 20.11.2018.

<sup>26</sup> Parlamentsdienst : « Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole » <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20180044>, consulté le 28.11.2018.

<sup>27</sup> Radio Télévision Suisse : « Le Conseil fédéral prévoit 14 milliards pour l'agriculture dès 2022 » : <https://www.rts.ch/info/suisse/9994859-le-conseil-federal-prevoit-14-milliards-pour-l-agriculture-des-2022.html>, consulté le 28.11.2018.

<sup>28</sup> Le salaire paritaire garantissait aux paysans un revenu comparable à d'autres branches économiques grâce à la vente de leur production ; la Confédération fixant un prix aux produits mis en vente (Chappuis *et al.*, 2008 : 19).

la population plébiscitera en 1996 le contre-projet à l'initiative « Paysans et consommateurs – pour une agriculture en accord avec la nature » (des votations qui seront analysées plus en détail au chapitre 5.4). Ce contre-projet était, en effet, beaucoup plus attentif à la question écologique dans l'agriculture et précisait que les exploitations ne pouvaient toucher des paiements directs que si elles respectent certains critères écologiques (Chappuis *et al.*, 2008 : 27 ; Linder *et al.*, 2010 : 546-548). Depuis l'inscription de ce nouvel article constitutionnel, l'agriculture a beaucoup évolué, mais certaines tendances restent au sein de la population. En effet, les critiques environnementales sont toujours présentes : l'enquête menée en 2017 par l'institut Gfs.bern concernant la satisfaction de la population envers l'agriculture suisse montre que 56% des personnes interrogées estiment que l'agriculture est co-responsable de la pollution des eaux et des sols (Gfs.bern, 2017 : 24). Cependant, c'est le seul point de critique envers l'agriculture récoltant une majorité de sondés. D'une manière générale, la population suisse semble être satisfaite avec l'agriculture suisse telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui. Ainsi, 86% des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête se disent être « très satisfaites » ou « plutôt satisfaites » avec l'agriculture suisse, tandis que 79% en disent de même des modes de production pratiqués en Suisse (Gfs.bern, 2017 : 7). Une relative homogénéité entre les différentes appartenances partisanes peut être observée, exception faite des sympathisants des verts qui se montrent, avec 55% de personnes satisfaites, les plus critiques envers l'actuelle politique agricole – les sympathisants des autres obédiences politiques se situant entre 80 et 88% (Gfs.bern, 2017 : 22).

Deux votations récentes illustrent cela. Premièrement, la votation sur le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire, lancée par l'USP, et soumise au corps électoral en septembre 2017, peut être utilisée comme exemple pour confirmer le soutien de la population à l'agriculture suisse – du moins d'une partie ; 47.2% des citoyens et citoyennes s'étant rendus aux urnes. Cet arrêté fédéral voulant inscrire le principe de sécurité alimentaire dans la constitution sera, en effet, accepté par 79% des votants et votantes. Cependant, il est important de souligner que l'opposition s'est montrée timide pour combattre ce projet accepté par l'ensemble des partis présents au sein du parlement fédéral. Ceci explique, en partie, le nombre important de personnes (39%) n'ayant pas donné de raison à leur vote lors de l'analyse post-vote (Milic *et al.*, 2017 : 34). Cette dernière montre qu'une majorité écrasante des votants ayant soutenu le nouvel article constitutionnel a assimilé ce projet à une mesure d'encouragement de la production de produits alimentaires indigènes (Milic *et al.*, 2017 : 35). Cet article constitutionnel fut, il faut le préciser, décrit comme non-nécessaire par une partie des opposants ainsi qu'une partie des sympathisants, les tenants et aboutissants du texte étant déjà inscrit dans la Constitution selon eux (Milic *et al.*, 2017 : 36). L'initiative « pour la souveraineté alimentaire »,



déposée par le syndicat Uniterre, est un bon exemple montrant les limites du soutien que la population veut octroyer à l'agriculture. Cette initiative n'a, elle, pas été retravaillée par les chambres fédérales, celles-ci s'y opposant tout comme le Conseil fédéral. Tant l'exécutif que la majorité du législatif dénonçaient une initiative qui mènerait à une hausse des coûts des produits alimentaires en Suisse, de par la plus grande intervention étatique demandée par les initiants dans le domaine agricole (dont une plus grande protection douanière). Les opposants soulevaient également le risque de conflit que l'initiative pourrait créer avec les accords de l'OMC en ce qui concerne l'étendue de la protection agricole admise<sup>29</sup>. Cette initiative, particulièrement détaillée, voulait inscrire un certain nombre d'articles dans la Constitution, dont l'interdiction des organismes génétiquement modifiés, la création d'emplois dans le secteur agricole, l'interdiction de subventionner des produits agro-alimentaires destinés à l'export, le renforcement des échanges directs entre paysans et consommateurs, des conditions de travail harmonisées sur l'ensemble du territoire dans le secteur tertiaire, la mise en place de droits de douane sur les produits ne respectant pas les normes environnementales et sociales suisses, etc.<sup>30</sup> Cette initiative va donc sensiblement plus loin dans ses demandes que le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire. Ne profitant du soutien que des partis de gauche au niveau fédéral, ce texte sera refusé par 68.4% des personnes s'étant rendues aux urnes<sup>31</sup>. Les analyses post-vote montrent que le motif principal du refus de la présente initiative fut la question du commerce international (ceux-ci craignant une restriction des échanges), suivi de la crainte d'un plus grand interventionnisme étatique (Tresch *et al.*, 2018). Alors que cette deuxième initiative proposait un soutien étatique plus poussé, le corps électoral a préféré soutenir un texte moins décisif dans ses formulations et issu d'un compromis fédéral. Le soutien aux agriculteurs et agricultrices ne doit pas se faire au détriment du commerce international et du reste de l'économie, comme le dévoile l'analyse post-vote.

#### 4.3 L'état de la paysannerie Suisse dans une perspective anthropologique

Nous ne pouvons pas parler du soutien à l'agriculture ainsi que du mythe de la paysannerie suisse sans nous pencher sur la vie des agriculteurs et agricultrices de ce pays. Au-delà du mythe, il y a un groupe de population qui a toujours été très hétérogène

---

<sup>29</sup> Parlamentsdienst : « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous » : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20170023>, consulté le 27.11.2018.

<sup>30</sup> Initiative pour la souveraineté alimentaire : « Texte de l'initiative » : <https://initiative-souverainete-alimentaire.ch/texte/>, consulté le 27.11.2018.

<sup>31</sup> Il faut préciser qu'une majorité des cantons romands a soutenu le texte d'Uniterre (Vaud, Genève, Jura et Neuchâtel), faisant dire aux médias qu'un réel « Röstigraben » alimentaire séparait les régions linguistiques (24 Heures : « Les médias pointent le Röstigraben » : <https://www.24heures.ch/suisse/medias-pointent-roestigraben/story/23308669>, consulté le 03.01.2019.)

(Meyer et Bräm, 1992 : 989 ; Weishaupt, Interview ; Baumann et Moser : 1999 : 98-98) qui vit en grande partie grâce aux divers outils mis en place par la Confédération et au fruit de leur production. Il est donc important de se pencher sur la vie de ceux qui sont au centre de la question de recherche, afin de savoir qui se cache derrière ce terme générique de paysannerie, en se penchant sur la situation économique, sociale et psychique de cette catégorie de la population. Pour cela je vais, entre autres, m'appuyer sur une étude menée par Droz *et al.* (2014), ceux-ci comparant, dans une perspective anthropologique, les politiques agricoles de trois régions francophones, à savoir le Québec, la Franche-Comté et la Romandie, et l'impact de celles-ci sur la paysannerie. Leur étude – au titre qui laisse peu de doutes quant à la situation : « *Malaise en agriculture* » – se concentre particulièrement sur les producteurs laitiers, tout en apportant également une vision plus globale sur l'agriculture.

De manière générale, la situation de la paysannerie suisse ne semble pas reluisante. En effet, trois exploitations sur quatre auraient un revenu inférieur au revenu comparatif hors agriculture (Forney, 2012 : 23), alors même que les mesures de politique agricole visent à permettre aux exploitations remplissant les critères de durabilité et de performance économique de bénéficier d'un revenu comparable à la population des autres secteurs économiques (OFAG, 2017a : chapitre « Exploitation » : 23). De plus, plus d'un tiers des exploitations agricoles vivent dans une situation économique précaire, celles-ci montrant « *une érosion de leur fonds propres, autrement dit elles vivent sur la substance de l'exploitation* » (Droz *et al.*, 2014 : 60). Par effet corolaire, plus la situation financière est mauvaise, plus le niveau de stress sera élevé ; un effet qui amène plus de 47% des hommes et 65% des femmes productrices de lait en Suisse à se situer dans un niveau de détresse psychologique élevé, comme relevé par Droz *et al.* (2014 : 97). Le suicide est l'une des conséquences de ce haut niveau de détresse au sein de cette population. Les pensées suicidaires sont bien plus présentes chez les agriculteurs et agricultrices que dans le reste de la population (Droz *et al.*, 2014 : 98), menant 7% des producteurs (masculins) laitiers suisses à avoir des pensées suicidaires sérieuses. Les paysans et paysannes ont, en effet, un risque de suicide 37% plus élevé que la

moyenne, ce taux ayant sensiblement augmenté ces dix dernières années<sup>32</sup>. Les facteurs explicatifs les plus importants restent la situation financière<sup>33</sup> et la pression économique exercée sur le producteur. Mais des facteurs telles que la reconnaissance ou la situation matrimoniale jouent également un rôle important (Droz *et al.*, 2014 : 100-101). Pour que la pression financière soit moins grande, la Confédération a mis en place une aide aux exploitations en difficulté, sous la forme de prêts sans intérêt – accordé toutefois que dans 128 cas en 2009 (Droz *et al.*, 2014 : 106). De plus, un plan national de prévention du suicide dans le monde paysan est prévu, en prenant exemple sur le canton de Vaud qui a réagi à cette situation par la mise en place d'aumôniers proches des milieux paysans<sup>34</sup>.

Droz *et al.* (2014) se penchent également sur les effets des politiques agricoles sur les paysans et paysannes et font ressortir plusieurs éléments influençant leur situation. Premièrement, ils font remarquer que la libéralisation de l'agriculture amène au principe du lévrier selon lequel l'agriculteur poursuit continuellement cette quête d'être plus performant, plus grand, plus productif que l'ensemble des paysans, car le niveau de la collectivité est le seuil qu'il faut dépasser, une augmentation de la performance globale ayant un impact direct sur les prix qui baissent (Droz *et al.*, 2014 : 112). Ce qui fait la particularité de la Suisse en ce domaine est que l'agrandissement des structures ne se fait qu'au détriment des autres agriculteurs, les terrains à disposition étant fortement limités. Cela amène donc « *un climat délétère entre agriculteurs, où l'on commence à observer les voisins dans l'attente d'un signe éventuel de fragilité.. se transformant en une aubaine pour reprendre des terres.* » (Droz *et al.*, 2014 : 116). A côté de cela, la pression de la succession d'un patrimoine transmis souvent depuis des générations au sein de la famille est source de pression (Droz *et al.*, 2014 : 117), particulièrement lorsque cette transmission se fait sous la contrainte, la ferme pouvant, par la suite, être vue comme un « *pénitencier* » par le successeur (Droz *et al.*, 2014 : 123). Les auteurs font également remarquer que le paysan et la paysanne suisse se voit en tant qu'entrepreneur gérant sa ferme telle une entreprise. Aujourd'hui, pourtant, le monde paysan dépend financièrement, en moyenne, moins de sa production que des paiements directs qui sont

---

<sup>32</sup> Radio Télévision Suisse : « Le suicide, une issue fatale qui touche davantage les paysans que les autres » : <https://www.rts.ch/info/suisse/9988020-le-suicide-une-issue-fatale-qui-touche-davantage-les-paysans-que-les-autres.html>, consulté le 27.11.2018 ; Le reportage de Maria Pia Mascaro et Alexandre Stern fait un état des lieux du suicide paysan en Romandie : Temps Présent : « Paysans en détresse » : <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/8224869-paysans-en-detresse.html>, consulté le 01.12.2018.

<sup>33</sup> Le revenu par exploitation augmente, malgré tout, d'années en années de par la diminution totale de leur nombre et de la constance du budget alloué à l'agriculture. Ainsi, il était de 4.7% plus élevé en 2016 qu'une année auparavant – une hausse qui s'explique également par des facteurs conjoncturels (OFAG, 2017a).

<sup>34</sup> Radio Télévision Suisse : « Vers un plan d'action national pour prévenir le suicide en milieu agricole » : <https://www.rts.ch/info/suisse/9831437-vers-un-plan-d-action-national-pour-prevenir-le-suicide-en-milieu-agricole.html>, consulté le 28.11.2018.

fournis pour les prestations non directement liées à sa production (Droz *et al.*, 2014 : 125), même si les revenus issus de la production restent capitaux pour la bonne marche de l'exploitation (Forney, 2012 : 23). Les nombreuses manifestations et actions des milieux paysans sont bien l'expression d'une situation économique précaire. La manifestation réunissant 10'000 agriculteurs et agricultrices en 2005 à Berne, venus exprimer leur mécontentement face à l'abandon annoncé des contingentements laitiers (mis en place en 1977 afin d'endiguer la production laitière), ou la séquestration des dirigeants de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie en 2009 en sont deux exemples symptomatique (Forney, 2012 : 24-25).

Lorsqu'on se penche sur les caractéristiques sociodémographiques du monde agricole, on s'aperçoit que l'agriculture suisse compte une majorité écrasante d'hommes à la tête des exploitations. Seules 5% de celles-ci sont dirigées par des femmes. Ceci s'explique, en partie, par la division traditionnelle des tâches entre les deux sexes, qui s'est renforcée avec la modernisation de l'agriculture au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle. L'émergence de formations étatiques liées à l'agriculture, dans un pays aux valeurs conservatrices, aura comme conséquence que les femmes feront majoritairement l'école ménagère tandis que les hommes suivront une formation dans les écoles d'agriculture (Forney, 2012 : 83). Aujourd'hui encore, les femmes de paysan n'ont pas de statut légal, se reposant ainsi sur la structure du modèle familial traditionnel. Cette absence de statut a pour conséquence une dépendance quasi-complète – en ce qui concerne l'aspect socio-économique – de la femme du paysan envers son mari (Droz *et al.*, 2014 : 136 ; Forney, 2012 : 89-90). Cette situation semble, malgré tout, changer du côté des femmes qui sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur de l'exploitation afin, entre autres, de garder une certaine autonomie et de pouvoir garantir une autre source de revenu à l'exploitation, permettant d'éviter une situation de précarité financière (Droz *et al.*, 2014 : 137). L'une des autres solutions envisagées par une part de plus en plus grande des agriculteurs et agricultrices à cette situation réside dans la diversification des activités, ce qui demande une certaine créativité de la part des producteurs et productrices<sup>35</sup>. Ainsi, plus d'une exploitation sur cinq s'adonne, par exemple, à la vente directe en plus de la vente conventionnelle (ce domaine connaît une forte progression d'après les chiffres dévoilés par l'Office fédéral de la statistique<sup>36</sup>). L'incertitude quant au futur de l'exploitation est, en effet, constante, la politique agricole et les manière de distribuer les

---

<sup>35</sup> Des exemples de cette créativité sont exposés dans l'article écrit par Christian Schmidt dans le magazine « Das Magazin » n°13 (März 2018) : « Warum syt dir so truurig ? » : <https://www.dasmagazin.ch/2018/03/30/warum-syt-dir-so-truurig/>, consulté le 03.01.2019.

<sup>36</sup> L'Office fédéral de la statistique note une augmentation du nombre d'exploitations pratiquant la vente directe de l'ordre de 60% entre 2010 et 2016 (Office fédéral de la statistique : « Recensement des entreprises agricoles 2016 » : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/agriculture-sylviculture/agriculture.assetdetail.4062759.html>, consulté le 28.11.2018).

paiements directs changeant tous les quatre ans. Un agriculteur ou une agricultrice qui aurait investi d'une certaine manière mais qui n'est plus soutenu par la nouvelle politique agricole ou qui doit agrandir à nouveau ses infrastructures pour l'octroiement des paiements directs vit dans une incertitude qui est une grande source de stress (Droz *et al.*, 2014 : 144 ; Forney, 2012 : 24). De plus, il n'est possible de toucher des paiements directs qu'en respectant strictement le travail administratif qui va avec. Depuis leur introduction, les paysans et paysannes doivent remplir un cahier des charges prouvant le respect des règles leur permettant d'obtenir ce soutien de la Confédération. Cette charge administrative, qui n'était pas si lourde avant les réformes entreprises dans les années 1990, est un facteur anxiogène et traduit une certaine déconnexion entre le monde politique et le monde agricole (Droz *et al.*, 2014 : 145-146). Cette situation, vécue comme aliénante par une partie de la paysannerie, semble être légèrement différente pour la nouvelle génération qui peut s'adapter, dès la reprise du domaine, à ces nouvelles pratiques qui renvoient également une « *nouvelle image positive du paysan respectueux de l'environnement* » (Droz *et al.*, 2014 : 147). Finalement, la charge de travail impacte particulièrement la psyché des paysans et paysannes. Les horaires de travail sont particulièrement irréguliers et souvent en décalage avec le reste de la société, les tâches effectuées sont astreignantes, le paysan étant, de plus, souvent isolé socialement et, quoiqu'il arrive, en permanence responsable de l'exploitation.

### Un soutien à relativiser – conclusion intermédiaire

La prémisse initiale consistant à dire que la paysannerie suisse bénéficie d'une situation d'exception est à relativiser. Les agriculteurs et agricultrices suisses ont longtemps profité d'un système leur permettant de vivre de leur métier, de leur production, grâce à divers outils mis en place par la Confédération, dont la politique de soutien des prix, les mesures de protection douanière, etc. Ces entorses aux principes du libre-marché ont fini par être abolies pour faire place au système de paiement direct ; une manière détournée de soutenir la paysannerie sans directement entraver à la libre-concurrence voulue par les accords du GATT. Nous l'avons vu, cette transition a notamment été possible par la forte présence des milieux agricoles au sein de la Berne fédérale, par l'intermédiaire des groupes d'intérêt, de groupes agro-alimentaires ainsi que par la grande représentation politique soutenant l'agriculture – qui, rappelons-le, constitue moins de 4% de la population nationale. La puissance de frappe du monde agricole sur la politique peut s'observer dans les décisions prises par le parlement fédéral en ce qui concerne les budgets à disposition pour l'agriculture ; un secteur maintes fois épargné par les programmes d'austérité économique. Ce tableau est, cependant, quelque peu à relativiser

lorsque l'on se penche sur le monde agricole en lui-même. En effet, la grande majorité des agriculteurs et agricultrices suisses ne peuvent vivre de leur production et sont, pour la plupart, dans une situation économique peu enviable. Ceux-ci montrent, avec cela, un diagnostic psychique assez négatif. La situation diffère, bien entendu, entre les exploitations, les paysans et paysannes ayant, par exemple, opté pour la production biologique, se retrouvant avec des revenus plus haut que ceux et celles produisant de manière conventionnelle<sup>37</sup>. La population semble être, en partie, consciente de cela, le corps électoral ayant voulu, par son acceptation du contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire, soutenir la production indigène. Malgré tout, et comme le résumant Droz *et al.* « *si le stéréotype du mythe paysan régit toujours l'image du paysan dans l'imaginaire national – plus particulièrement en Suisse – la réalité du quotidien des agriculteurs est fort différente* », bien loin de l'image idéalisée d'une « *communauté primitive* » (2014 : 152).

---

<sup>37</sup> Bio-Suisse : « Sept raisons de se reconverter à l'agriculture biologique » : <https://www.bio-suisse.ch/fr/septbonnesraisonsdesereconvertirlagriculturebiologique.php#1>, consulté le 28.11.2018.

## 5. Le mythe de la paysannerie suisse

Ainsi donc, le mythe du paysan serait toujours bel et bien présent dans la société suisse. Mais de quoi parle-t-on exactement ? A quoi ressemble le mythe de la paysannerie suisse ? Comment est-il apparu ? Comment a-t-il évolué ? Ces quelques questions seront au centre de ce chapitre et permettront de retracer, à travers l'histoire du pays, l'émergence de ce mythe, sa construction et son instrumentalisation politique. Nous l'avons vu, le mythe peut être défini de bien des manières. Il sera, cependant, compris ici comme un récit mélangeant éléments fictionnels et réels (Weishaupt, Interview), qui propose l'image d'un héros, d'un idéaltype dont il faut suivre l'exemple (Reszler, 1986), celui-ci possédant les « *anciennes valeurs sacrées* » (Eliade, 1957 : 26-27). Le mythe peut aussi prendre la forme d'un récit d'une création originelle (Eliade, 1957) et est utilisé, dans le cadre politique, comme instrument permettant aux gouvernants de fonder un esprit collectif (Reszler, 1986). Il évolue avec le temps, s'adaptant aux situations et lui permettant ainsi de perdurer (Baros, 2009).

Comme nous le verrons dans ce présent chapitre, l'émergence du mythe de la paysannerie suisse est intimement liée à la construction nationale éprouvée tout d'abord au 19<sup>ème</sup> siècle et plus particulièrement durant la deuxième moitié de ce siècle pour ensuite émerger à nouveau lors des deux conflits mondiaux. Nous nous pencherons sur son évolution à travers le temps pour en arriver à nos jours, où nous observerons son utilisation politique maintes fois renouvelée.

### 5.1 La paysannerie comme origine de la Nation

Nous l'avons constaté dans le chapitre 2.3, l'historien roumain Mircea Eliade fait référence lorsque l'on se penche sur la question du mythe (Baros, 2009 ; Reszler, 1986 : 43). S'intéressant, en premier lieu, à l'importance du mythe dans les sociétés dites archaïques et primitives, il s'est également penché sur les mythes modernes. Il revient, entre autres, sur l'émergence au début 19<sup>ème</sup> siècle de mouvements nationalistes en Europe centrale et sud-orientale, qui cherchaient une origine fondatrice de leur nation, construisant pour cela tout un mythe autour d'un peuple, d'héros, de valeurs façonnant la nation. C'est le besoin d'une historiographie nationale qui explique cette recherche-là (Eliade, 1988 : 176-177). L'Europe voit apparaître, durant cette période, une série de mouvements de libération nationalistes brandissant une légitimité au droit à l'autodétermination, ces mouvements se référant à une communauté première, démocratique et libre (Weishaupt, 1992a : 89-90). Cette lecture peut également se faire pour la Suisse, qui verra des tendances similaires émerger au même moment. En effet, lors de la formation de la Suisse en fédération en 1848, les élites libérales – sorties victorieuses de

la guerre du Sonderbund une année auparavant – vont s'intéresser aux origines du pays. Ils retournent jusqu'en 1291 et le pacte conclu entre trois « *Gerbirgsbauernrepublik* »<sup>38</sup> (Weishaupt, 1992b : 24). Comme souligné par Eliade, ce retour aux origines se fait à des fins de propagande ainsi que de combats politiques (Eliade, 1988 : 177). Les élites libérales sortaient de la guerre du Sonderbund affaiblies du point de vue politique, une partie du pays ne leur étant pas favorable. Il leur fallu donc trouver un facteur pour rassembler l'ensemble du pays (Weishaupt, Interview). Selon l'historien André Reszler, le mythe politique est un outil qui permet de « *sortir de la crise* » (1986 : 45-46), ici dans le cas de la Suisse, une crise d'unification du pays. Pour cela, les élites libérales vont se reposer sur ce que l'historien spécialiste des questions paysannes, Matthias Weishaupt, appelle la « *Bauernstaatsideologie* »<sup>39</sup> (1992a,b). Celle-ci s'appuiera et façonnera – à des fins politiques – le mythe du paysan suisse ; le mythe étant un instrument au service de l'idéologie (Weishaupt, Interview). Il décrit cette idéologie comme suit : « *Die Bauern werden dabei in der politik- und verfassungsgeschichtlich dominierten Nationalgeschichte vorergründig als Subjekte im historischen Prozess der Staatsbildung ausgegeben – eine Staatsbildung, deren Anfänge notabene ins Mittelalter zurückverlegt werden.* »<sup>40</sup> (1992b : 25). S'appuyant sur un peuple dit originel de la Suisse, les élites libérales vont donc développer tout un récit, ou, comme dirait Mircea Eliade : « *(..) le récit d'une création : on rapporte comment quelque chose a été produit, a commencé à être.* » (Eliade, 1988 ; dans : Baros, 2009 : 92). L'écriture de l'historiographie nationale va faire des bergers de montagne et de leur descendants – les paysans – les garants de la liberté suisse, ainsi que les fondateurs et protecteurs de la fédération Suisse d'États démocratiques et libres : « *Der freie Bergbauer als Staatengründer* »<sup>41</sup> (Weishaupt, 1992a : 86).

Les origines de cette idéologie peuvent être retracée à l'Empire allemand qui vit, particulièrement à partir de la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, des auteurs tels que Wilhelm Heinrich Riehl faire du paysan une figure de la nation. C'est une idéologie qui sera propagée par les mouvements conservateurs qui voulaient ainsi lutter contre les tendances libérales et sociale-démocrates, ces premiers enracinant le paysan dans une époque germanique pré-historique ; le paysan étant ainsi le garant d'un folklore authentique (Weishaupt, 1992a : 73-74). L'organisation paysanne allemande comptera parmi les plus ferventes

---

<sup>38</sup> Que l'on traduira par : « républiques paysannes de montagne »

<sup>39</sup> Certains auteurs comme Werner Baumann utilisent le terme de « *Bauernstandsideologie* », littéralement « idéologie de la paysannerie », pour décrire cette idéologie portée par l'USP et les élites bourgeoises et libérales alors que d'autres, à l'image de Matthias Weishaupt, utilisent le terme de « *Bauernstaatsideologie* », littéralement « idéologie de l'État paysan ».

<sup>40</sup> Traduction libre : « Dans l'historiographie dominante de l'histoire nationale – relative à la politique et la constitution –, les paysans sont ostensiblement dépeints comme des sujets dans le processus historique de formation de l'État – une formation de l'État dont les débuts remontent au Moyen Âge. »

<sup>41</sup> Traduction libre : « Le paysan de montagne libre comme fondateur de l'État. »



utilisatrices de cette idéologie, qui lui sera utile afin de dissimuler les fortes différences entre paysans, le terme générique « paysan » permettant de regrouper ainsi un groupe socio-économique très hétérogène. Elle s'en servira également pour lier la classe moyenne aux agriculteurs d'une part et, d'autre part, influencer l'opinion publique (Baumann, 1993 : 111). Les élites libérales suisses s'appuieront donc sur cette création allemande pour sortir de la crise politique à laquelle l'ensemble du pays était confronté. Elles vont donc chercher dans l'histoire du pays un dénominateur commun à l'ensemble de la collectivité (Weishaupt, Interview). Cette volonté se retrouve de manière prononcée dans les discours des associations les plus importantes du pays au 19<sup>ème</sup> siècle, à savoir les associations de tireurs, de gymnastiques et de chants. Celles-ci organisaient des manifestations sur l'ensemble du territoire suisse, des manifestations qui servaient de liant social entre les différentes régions linguistiques et religieuses du pays, les membres de ces organisations provenant de tous les cantons (Weishaupt, Interview). Lors de ces manifestations, de longs discours étaient tenus durant lesquels le mythe fondateur de la Suisse était en permanence repris et glorifié, permettant ainsi de créer une filiation historisante avec un passé glorieux ; un héritage que les élites libérales se devaient de respecter et de protéger (Weishaupt, 1998). L'importance de ce réseau d'associations, qui permit aux élites libérales de se rencontrer et de s'unifier, amène le professeur en philosophie politique, Andreas Wimmer, à dire que c'est ainsi que la Suisse a façonné son processus de construction de l'État-nation. L'élite libérale légitimera ainsi les règles qu'elle mettait en place en mobilisant un soutien politique sans avoir besoin d'en venir à une identification ethnique (Wimmer 2002, in Kriesi et Trechsel, 2008 : 6-7).

#### 5.1.1 Construction de la Nation et « traditions inventées »

Cette période de construction des nations peut être vue comme une réponse à une crise d'identité et de légitimité dans le processus de développement politique de la Suisse (Weishaupt, 1992a : 15 ; Tilly, 1975 : 608 ; Kreis, 1992 : 787). La Suisse vient, en effet de vivre une guerre civile – la guerre du Sonderbund –, qui éclata en 1847 et qui verra les cantons libéraux et protestants sortir victorieux face aux cantons catholiques et conservateurs ; un conflit qui fera une centaine de morts (Kriesi et Trechsel, 2008 : 2). En 1848, l'État fédéral est instauré par les gagnants, qui doivent, en échange de cette relative centralisation, faire un certain nombre de concessions aux adversaires afin de d'assurer la stabilité du pays. Ce n'est donc pas un État central qui sera instauré – comme l'auraient souhaité un certain nombre de libéraux –, mais un État où les cantons bénéficieront encore d'une certaine autonomie (Kriesi et Trechsel, 2008 : 3-4).

Cette période est caractérisée par l'institutionnalisation d'un certain nombre de rites, de traditions, de mythes et de symboles, qui permettront la construction d'une identité collective source de stabilité<sup>42</sup>. Comme analysé par Sylvie Bolle-Zemp – qui s'est plus particulièrement intéressée au chant folklorique grüérien –, « *la culture dominante urbaine s'empare des traditions populaires comme d'un objet qui satisfait à une sensibilité et à une esthétique nouvelle. Mais elle corrige cet objet, le remodèle et censure ce qui lui paraissait trop grossier ou inapproprié pour être consommable* » (1992 : 169). Certains idéologues du nationalisme suisse vont donc instituer des costumes, des chansons populaires, des pratiques sportives existants pour en faire des « *traditions inventées* » selon les mots de l'historien Eric Hobsbawm (Hobsbawm, 2012a) afin d'unifier les différentes parties de la nation naissante (Kriesi et Trechsel, 2008 : 9). On entend par traditions inventées « *(..) un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui sont normalement acceptées et cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition, ce qui implique automatiquement une continuité avec le passé. (..) elles tentent normalement d'établir une continuité avec un passé historique approprié.* » (Hobsbawm, 2012a : 28). Cette manière de procéder n'est pourtant pas spécifique à la Suisse mais bien un mouvement qui traversera l'Europe durant les 30 à 40 ans qui précéderont la première guerre mondiale (Hobsbawm, 2012a : 285). Hobsbawm prend la Suisse du 19<sup>ème</sup> siècle pour exemplifier son propos, en cette période où le nationalisme s'est emparé de « *pratiques coutumières traditionnelles – chants populaires, lutte, adresse au tir – qui ont été modifiées, ritualisées et institutionnalisées pour répondre aux nouvelles finalités nationales* » (Hobsbawm, 2012a : 33). Les paysans ont un rôle bien particulier dans ce processus, car ils sont souvent vu comme étant les « *dépositaires de la continuité historique et de la tradition* » (Hobsbawm, 2012a : 34) par les mouvements dits traditionnalistes. Les paysans vont donc être la cible de ces mouvements qui vont chercher à les séduire (Hobsbawm, 2012a : 34). Pour Eric Hobsbawm, s'intéresser à l'invention de la tradition est essentiel pour comprendre le phénomène national, celui-ci s'appuyant sur la construction de telles traditions inventées (Hobsbawm, 2012a : 40-41)<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup> Plus tard dans ce même siècle, à l'occasion des célébrations des 600 ans du pacte du Rütli en 1891, le 1<sup>er</sup> août sera officiellement reconnu comme le jour de la fête nationale (Kriesi et Trechsel, 2008 : 8 ; Weishaupt, Interview). Différentes institutions nationales vont voir le jour (archives nationales, expositions nationales, bibliothèque nationale, etc.) et quelques batailles dites historiques – telle la bataille de Sempach de 1386 – vont être célébrées (Kriesi et Trechsel, 2008 : 8-9), tout ceci participant au processus de légitimation de la Nation.

<sup>43</sup> Eric Hobsbawm revient également longuement sur l'importance du sport pour la construction nationale (Hobsbawm, 2012b) ; celui caractérisant le mieux la Suisse étant certainement la lutte à la culotte, d'après l'historien Matthias Weishaupt, qui précise que c'est une « *tradition inventée* » par un bourgeois bernois (interview).

Le recours à ces traditions répond à un besoin et remplit un certain nombre de fonctions politiques et sociales (Hobsbawm, 2012b : 327). D'une part, c'est une réponse à un monde social qui change rapidement. Y recourir va permettre de créer un monde sain, « *eine heile Welt* » selon les mots de l'historien Matthias Weishaupt (interview), ce qui peut être vu comme remplissant une fonction de compensation. D'après Weishaupt, cette période est caractérisée par une perte émotionnelle due à l'industrialisation et à la modernisation de la société. La vision romantique de la paysannerie va donc permettre de compenser en partie ce vide, en créant une figure mythique, stable et ancrée dans l'histoire nationale.

Plus généralement, ce retour à un passé mythique va non seulement permettre de créer une communauté de sentiments entre les différentes parties de la Suisse mais également légitimer les mouvements démocratiques en se référant aux Landsgemeinde des cantons alpins, en plus des conseils généraux des cantons urbains (Kriesi et Trechsel, 2008 : 11). Le retour à un passé mythique permettra donc d'avoir un dénominateur commun minimal dans un État aux traditions culturelles très diverses (Kriesi et Trechsel, 2008 : 11). Cela permet aussi de créer une identité, en réaction à l'accélération du changement social ; gage de résolution des crises d'orientation des individus dans les sociétés en grande transformation (Kreis, 1992 : 785).

### 5.1.2 « Reiseliteratur » et Guillaume Tell

Le terrain était prêt pour la reprise de ce mythe fondateur. En effet, dès le 18<sup>ème</sup> siècle, un phénomène fait son apparition en Suisse et, plus globalement, en Europe : à savoir, « l'héroïsation » ainsi que « l'idyllisation » – pour reprendre les termes de l'historien Matthias Weishaupt (1992a : 21) – de la nature suisse, des alpes ainsi que de ses habitants. Une vague de la bourgeoisie éduquée appartenant au mouvement des « Reiseschriftsteller » et venant de toute l'Europe, va fortement influencer l'image que les étrangers, ainsi que les suisses eux-mêmes vont se faire de ce pays. Cette image de la Suisse naît à Paris, à Londres et dans les capitales princières allemandes (Reszler, 1986 : 49). Reprenant les mots de Peter Bichsel, Reszler considère que « *l'image que nous nous faisons de notre pays est un produit importé. Nous vivons dans la légende que l'on a créée autour de nous* » (Reszler, 1986 : 48). Cette image façonnée à l'étranger d'un pays habité par des paysans, des paysannes, des bergères et des bergers vivant dans les montagnes et profitant d'une liberté sans pareille en Europe va contribuer à la création d'une conscience nationale au sein de la Confédération. Cette reconstruction historico-mythique du paysan et de la paysanne incorporant les valeurs nationales originelles va, par la suite, être utilisée par les milieux bourgeois-nationaux au 19<sup>ème</sup>

siècle, comme nous l'avons vu précédemment (Weishaupt, 1992a : 32). Cette manière de voir la Suisse et ses habitants va être popularisée par des livres tels que « Julie ou la nouvelle Héloïse » publié en 1761 par le philosophe Jean-Jacques Rousseau ou encore par les ouvrages de l'intellectuel Horace Bénédict de Saussure, ce dernier vantant les habitants des Alpes comme assez civilisés pour ne pas être sauvage mais encore assez naturels pour ne pas succomber à la corruption (Weishaupt, 1992a : 18 ; Im Hof, 1991 : 108-109). Ceci poussera la bourgeoisie éduquée<sup>44</sup> suisse à partir sur les traces de leur patrie en s'intéressant à l'histoire et aux mœurs nationales, des recherches qui vont dans le sens des mouvements patriotiques du 18<sup>ème</sup> et du 19<sup>ème</sup> siècle (Weishaupt, 1992a : 20). La noblesse européenne viendra, elle, en Suisse à la quête de cet idéal de liberté – dans la droite ligne du mouvement des Lumières – et ira dans les montagnes suisses pour se confronter aux bergers et paysans que l'on disait épris de cette vertu. Ils trouveront ce qui cherchaient, par le simple fait, peut-être, que ce que l'on cherche, on le trouve également (Weishaupt, Interview). Toute cette mouvance va donc découvrir dans les montagnes de Suisse centrale cette liberté tant cherchée (Weishaupt, Interview). Les habitants des Alpes – que la littérature de l'époque a généralisé sous la forme du berger, mais qui regroupe également la paysannerie – furent donc idéalisés. Le poème du suisse Albrecht von Haller, « Die Alpen » (1729) décrit, par exemple, les habitants de ces montagnes comme étant régi par la pauvreté, la simplicité, la naïveté, l'harmonie, la liberté et la vertu (Weishaupt, 1992a : 23). C'est la description du « *Bon Sauvage* » à la mode occidentale qui y est faite par von Haller ; un « *Bon sauvage* » au « *sang non vicié* » respectant les « *principes d'équilibre transmis d'âge en âge* » (Reszler, 1986 : 52). L'acte marquant l'apogée de cette image de la Suisse issue d'un peuple pastoral épris de liberté se situe certainement au moment de la sortie de la pièce de théâtre « Guillaume Tell » de Friedrich Schiller en 1804 (Weishaupt, 1992a)<sup>45</sup>. Dans celle-ci le poète allemand raconte l'histoire du pacte des confédérés au 13<sup>ème</sup> siècle, sous la houlette du personnage mythique de Guillaume Tell. Tout au long de la pièce, les paysans des montagnes sont dépeints comme étant, par nature, épris de liberté ; l'un des nobles – Ulrich von Rudenz – vivant même une forme d'aliénation, lui qui semble avoir perdu cette amour de la liberté inhérente aux suisses, avant de finalement retrouver cette caractéristique vers la fin de la pièce. Schiller fait de ses personnages, des défenseurs des valeurs morales les plus nobles. La femme du paysan Stauffacher, Gertrude, rappelle à ce dernier :

---

<sup>44</sup> « Bildungsbürgertum » dans le texte.

<sup>45</sup> Guillaume Tell sera glorifié tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle, avec notamment l'inauguration du nouveau mémoriel dédié à Tell à Altdorf à la fin du siècle, le Tell de Hodler qu'il finira de peindre le 1897, la mise en place de la statue représentant Tell devant le Tribunal fédéral à Lausanne en 1902, etc. (Im Hof, 1991 : 235-236).

« (...) tu vis dans le bonheur,  
En homme libre sur des terres qui te furent léguées. (...) »

Et plus loin :

« Car au-dessus de toi tu n'admets aucun maître  
Sinon le maître suprême de la chrétienté. » (Schiller, 2003 : 25).

Schiller dépeint de manière idyllique l'environnement dans lequel habite ces paysans.

Guillaume Tell, pointant les montagnes, dit :

« Pour nous Dieu a fondé la maison de la liberté. » (Schiller, 2003 : 30).

Lors de leur première rencontre sur la plaine du Rütli, les hommes et paysans des trois régions (Uri, Schwyz, Unterwald) proclament en cœur :

« Nous voulons être libres comme nos pères le furent  
Et mourir plutôt que vivre esclaves. » (Schiller, 2003 : 72).

Pour ne citer qu'un autre passage clé de cette pièce du début du 19<sup>ème</sup> siècle, prenons les paroles que Bertha prononce à l'attention de son aimé Rudenz qui est, à ce stade, toujours voilé par l'avidité :

« Où trouverait-on l'île bienheureuse  
Si elle n'est ici, dans ce pays de l'innocence ?  
Ici, où l'antique loyauté est chez elle,  
Où la fausseté ne s'est pas encore immiscée,  
Où l'envie ne trouble pas la source de notre bonheur,  
Et où les heures s'écoulaient dans une éternelle clarté.  
Ici je te vois dans toute ta valeur d'homme,  
Le premier des hommes libres et de tes pairs,  
Honoré d'hommages libres et purs,  
Grand comme un roi qui règne sur son empire. » (Schiller, 2003 : 83-84).

Pour écrire sa pièce de théâtre, Friedrich Schiller va prendre pour inspiration le travail de l'historien suisse du 18<sup>ème</sup> siècle Johannes von Müller. Celui-ci écrivit plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Suisse, ouvrages qui auront une certaine influence sur l'image que les gens se feront de ce pays. Dans ses descriptions, il fait un lien direct entre l'homme vertueux et pur du 18<sup>ème</sup> siècle – tel que précédemment décrit – et les populations campagnardes des temps de la fondation de la Suisse (Weishaupt, 1992a : 63-64).

Le personnage mythique de Guillaume Tell ainsi que le récit de l'unification de ces trois républiques paysannes de montagnes servent, pour reprendre les termes de Mircea Eliade, de « *modèles exemplaires pour toute une société. On reconnaît d'ailleurs là une tendance qu'on peut appeler généralement humaine, à savoir : transformer une existence en paradigme et un personnage historique en archétype* » (1957 : 32). Le personnage de Guillaume Tell est représenté, dans l'iconographie, comme un berger de montagne, avec un couvre-chef typique de cette population, alors que dans l'histoire c'est un chasseur, un tireur (Im Hof, 1991 : 241). La représentation de Tell en berger, en paysan, a une influence, selon Matthias Weishaupt (Interview) sur notre considération du mythe fondateur de la Suisse. André Reszler place, par ailleurs précisément, Guillaume Tell en mythe fondateur de la Suisse (1986 : 55) et rappelle que « *les crises favorisent l'apparition des existences héroïques* » (1986 : 46) ; les crises que la Suisse connaîtra au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle contribuant certainement à la légitimation de cette figure mythique. Mais, nous l'avons vu, déjà au 18<sup>ème</sup> siècle une redécouverte de la culture populaire paysanne a lieu, cette dernière étant « *garante de la tradition et de la continuité* »<sup>46</sup>(Weishaupt, 1992a : 69). Les tenants de ce mouvement de la « Reiselitteratur » vont, de plus, inclure un certain nombre de symboles paysans dans leur description. Ainsi en est-il de la vache qui fera partie du paysage typiquement suisse décrit autant par les écrivains étrangers que par la bourgeoisie du pays<sup>47</sup>. (Weishaupt, 1992a : 36-51).

La « Reiselitteratur », puis les mouvements nationalistes et folkloriques vont donc trouver dans la figure du paysan le garant intemporel de certaines valeurs, de la tradition et de la continuité. Un équivalent était fait entre la paysannerie du 18<sup>ème</sup> et du 19<sup>ème</sup> siècle et la paysannerie du Moyen-Âge ; celle-ci étant composée de paysans séculaires, à qui l'on attribuait des valeurs idéales-typiques telles que le lien à la nature, intègre moralement ou encore naturellement conservateur (Weishaupt, 1992a : 209). Puis vint l'instrumentalisation politique du mythe du paysan au 19<sup>ème</sup> siècle dans l'écriture de l'histoire nationale, qui peut s'observer, par exemple, dans le récit fait du Pacte fédéral de 1291. Alors que le paysan de montagne libre y est vu comme le fondateur de la nation, les sources historiques disponibles ne donnent que peu d'informations sur les paysans suisses du 13<sup>ème</sup> siècle et ne permettent pas d'arriver à ces conclusions (Weishaupt, 1992a : 207). La Suisse du Moyen-Âge ne peut pas être décrite comme un « État-paysan », le pays étant dominé par l'aristocratie et la bourgeoisie des villes (Weishaupt, 1992a : 208). En effet, la Confédération obtiendra une certaine stabilité lorsque les villes

---

<sup>46</sup> Traduction libre : « *Bäuerliche Volkskultur war Garant für Tradition und Kontinuität.* »

<sup>47</sup> L'importance culturelle et sociale que revêt la vache de nos jours en Suisse a, par ailleurs, été analysée par les ethnologues Bernard Crettaz et Yvonne Preiswerk (1986), révélant ainsi peut être une certaine continuité de l'image que se font les citoyens ainsi que les étrangers de la Suisse, ce pays où « *les vaches sont reines* ».

de Berne, Zurich et Lucerne travailleront ensemble par le biais de cette nouvelle union<sup>48</sup>. C'est bien plus la construction d'un discours utilisé politiquement au 19<sup>ème</sup> autour de la place de la paysannerie en Suisse qui a défini l'écriture de cette histoire mythique. Cela répondait, selon l'historien Matthias Weishaupt, à la nécessité pour les élites politiques de légitimer historiquement l'unité du peuple et des autorités ainsi que la symbiose entre la ville et la campagne (Weishaupt, 1992a : 210). Les dirigeants lieront donc, pour cela, leur identité au peuple paysan (Weishaupt, 1992a : 208).

De plus, l'image idéalisée de républiques de bergers et de paysans libres que se faisaient les auteurs-voyageurs ne colle pas avec la réalité politique du 18<sup>ème</sup> siècle. En effet, l'élite politique dirigeant les différents cantons se voyaient comme des forces dirigeantes paternalistes et aristocratiques, toutefois fières d'appartenir à des républiques démocratiques et libres. Il y a donc une divergence assez importante entre l'image que les voyageurs et auteurs étrangers se faisaient de la Suisse et ce qui s'y passaient réellement (Weishaupt, 1992a : 54-55).

#### La naissance d'une figure idéale – conclusion intermédiaire

La figure mythifiée du paysan, nous l'avons vu, n'est pas premièrement une invention politique. Le paysan suisse aux multiples vertus, libre, non-corrompu, proche de la nature, aux bonnes mœurs est déjà idéalisé par le courant de la littérature de voyage, ses tenants venant de toute l'Europe à la recherche de ces êtres idéaux. Les récits, telle que la pièce de théâtre de Schiller sur Guillaume Tell, vont populariser cette image du paysan suisse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Contrairement à ce que postulait la première hypothèse formulée dans ce travail<sup>49</sup>, le mythe du paysan suisse ne sera pas construit par le politique, dans cette mouvance nationaliste, mais apparaîtra plus tôt dans l'histoire. Malgré tout, cette figure sera récupérée et instrumentalisée par les courants libéraux – dans le cadre de la « *Bauernstandsideologie* » – durant cette période marquée par les tensions avec les conservateurs menant à la guerre du Sonderbund. Les élites libérales trouveront dans le mythe du paysan fondateur de la Suisse, un dénominateur commun à l'ensemble de la nation. Utilisant des techniques que l'historien Erich Hobsbawm appelle les « traditions inventées », les courants nationalistes et folkloriques vont faire du paysan le garant des valeurs suisses ainsi que de sa culture. Le mythe, compris ici comme une institution, est donc utilisé par le politique pour influencer les acteurs, les élites libérales voulant, par ce fait, consolider leur fragile pouvoir.

---

<sup>48</sup> NZZ : « Kein Volk von elden, freien Bauern » : <https://www.nzz.ch/schweiz/kein-volk-von-edlen-freien-bauern-ld.1347121>, consulté le 03.01.2019.

<sup>49</sup> Pour rappel : H1 : *La construction du mythe de la paysannerie suisse s'explique par une nécessité politique et s'inscrit dans un contexte socio-politique caractérisé par l'émergence de l'État-nation.*

## 5.2 La paysannerie contre le socialisme. L'émergence de l'USP

A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la paysannerie continuera de faire l'objet d'une instrumentalisation politique, mais cette fois-ci non pas seulement par les élites libérales mais bien par l'ensemble des élites bourgeoises au pouvoir ainsi que par le premier groupe d'intérêt<sup>50</sup> agricole qui émergera au niveau national : l'Union Suisse des Paysans (USP). L'USP sera fondée en 1897 dans une optique d'unifier les différentes organisations paysannes existant dans le pays, ce qui ne sera pas chose aisée, des différents existants entre romands et suisses-allemands (Baumann, 1993 : 77). Ils réussiront à s'entendre grâce au soutien financier garanti par l'État ainsi que sous la pression exercée par le parlement fédéral mais également grâce à l'implication du groupe d'intérêt dans des décisions politiques importantes (Baumann, 1993 : 81). Ernst Laur, le premier secrétaire – par la suite, président – de la nouvelle organisation agricole, utilisera l'idéologie de la paysannerie (« *Bauernstandsideologie* ») afin de renforcer politiquement la place des paysans en Suisse (Baumann, 1993 : 116). L'idéologie de la paysannerie du tournant du 20<sup>ème</sup> siècle ne provient pas de la base, mais est – comme déjà discuté – la création d'une élite intellectuelle bourgeoise. Ernst Laur – venant lui-même d'une ville des plus urbaines (Bâle) et ne provenant pas d'une famille d'agriculteur – fera tout pour l'implémenter dans la réalité sociale au travers de nombreux articles, écrits et allocutions (Baumann, 1992 : 210 ; Baumann, 1993 : 84). L'instrumentalisation de la figure mythifiée du paysan – par le recours à l'invention des traditions – menée par Ernst Laur répond à la stratégie bien précise de l'USP : à savoir, maintenir, au travers de mesures politiques et en gagnant en influence dans le jeu politique, la paysannerie suisse face aux transformations structurelles que ce secteur ainsi que l'ensemble de la société connaissent<sup>51</sup> (Baumann, 1992 : 210 ; Baumann, 1993 : 169). Cette idéologie permettra à l'USP de jouer un rôle proche de celui d'un parti au sein de la politique suisse déjà avant la première guerre mondiale, l'organisation pouvant recourir à l'outil du référendum et ayant une solide base sur laquelle s'appuyer lors des votations (Baumann, 1992 : 211). De plus, l'USP, en faisant référence à la nation, remplissait un vide politique, aucun parti nationaliste n'appartenant au paysage politique suisse à cette époque. C'est également

---

<sup>50</sup> Les groupes d'intérêt sont définis comme étant des « *organisations collectives formalisées et durables s'engageant pour une cause. Ils se distinguent des partis politiques (qui participent au processus électoral) ou des mouvements sociaux (peu structurés et formalisés). (...) disposant de membres, d'une organisation formelle et déployant diverses activités et stratégies visant à promouvoir les objectifs de l'association.* » (Mach, 2015 : 15).

<sup>51</sup> Déjà à cette époque, le nombre d'exploitations baisse massivement : les paysans représentaient un tiers de la population au tournant du siècle, ce chiffre n'atteignant plus qu'un quart avant la première guerre mondiale. Il y avait, de plus, dix fois plus d'importations que d'exportations de produits agricoles en termes de volume à ce moment-là (Baumann, 1993 : 50).



au moment où l'USP est fondée que les libéraux perdront de leur hégémonie sur la scène politique, menant également à un éloignement progressif des intérêts des entrepreneurs, petits indépendants et fonctionnaires avec ceux des paysans (Baumann, 1992 : 211-212). Les paysans étaient également de moins en moins représentés par les leurs au sein du parlement fédéral à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Malgré tout, la formation d'un parti agraire ne semblait, à ce moment-là, pas opportun, le système majoritaire pour les élections au Conseil national ne laissant que peu de chance à un tel parti et les paysans étant toujours fortement clivés entre libéraux et conservateurs (Baumann, 1993 : 138). La paysannerie étant donc très hétérogène, l'USP fera en sorte d'en façonner un bloc uni afin de gagner en influence lors d'élections ou de scrutins populaires. Ainsi, avant-guerre, l'USP réussira à placer un certain nombre des membres de son comité au sein du parlement fédéral et bénéficiera d'une résonance renforcée grâce au Club agricole de l'assemblée fédérale qui regroupait un nombre plus élevé de parlementaires encore que les seuls élus directement liés à l'agriculture (Baumann, 1993 : 220). Mais la première véritable manifestation de l'influence naissante de l'USP – ainsi que de l'utilisation de l'idéologie de la paysannerie – est à trouver dans les débats aboutissant à la votation sur une réforme des tarifs douaniers en 1903, où Ernst Laur va faire du paysan le légataire de la nation, le patriote par excellence. Lors de cette votation, il présentera le paysan comme suit : « *Er ist auch der beste Träger schweizerischer Eigenart. Auf dem Land finden wir noch die alten Sitten, die alten Bräuche, die heimatliche Sprache, die Landestracht, die schweizerische Bauart, das überlieferte Volkslied, überhaupt all das, was unser Volk von den Bewohnern der uns umgebenden Staaten unterscheidet und die Selbständigkeit unseres kleinen Staatswesen rechtfertigt und begründet.* »<sup>52</sup> (Weishaupt, 1992a : 75-76). Le paysan est ainsi vu par Ernst Laur comme la source du peuple suisse : « *Ohne Bauern keine Eidgenossenschaft* »<sup>53</sup> comme le résume le slogan du dirigeant de l'USP (Tanner, 1992 : 10), qui fera, en permanence, des parallèles avec la fondation de la vieille Confédération (Baumann, 1993 : 163). Par son action, il fera des paysans une force politique de première importance, ayant un pouvoir de mobilisation très puissant lors des votations et ceci en partie grâce au journal que l'USP envoyait à plus de 40% des paysans indépendants, ce qui n'avait pas d'égal en Suisse à cette époque en ce qui concerne les groupes d'intérêt (Tanner, 1992 : 10). Cette masse de base apportera un ton de lutte des classes à la paysannerie (Baumann, 1992 : 208). Par l'action simultanée de l'USP et des bourgeois, l'idéologie de la paysannerie fera de cette

---

<sup>52</sup> Traduction libre : « Il est aussi le meilleur porteur de la spécificité suisse. A la campagne, nous trouvons encore les vieilles mœurs, les vieilles coutumes, la langue indigène, le costume national, le style de construction suisse, les chants populaires traditionnels, tout ce qui distingue notre peuple des habitants des États voisins et qui justifie et établit l'indépendance de notre petit État. »

<sup>53</sup> Traduction libre : « Sans paysans, pas de Confédération »

dernière « *un bastion de liberté, de moralité, de foi chrétienne, un rempart contre l'urbanisation et l'aliénation, l'internationalisme et le socialisme* »<sup>54</sup> (Tanner, 1992 : 10-11).

D'un autre côté, les paysans et paysannes seront poussés à se moderniser, à améliorer leurs infrastructures, à devenir des entrepreneurs cherchant le profit et orienté sur les impératifs du marché. Ernst Laur mettra, ainsi, en place tout un système de comptabilité pour les paysans, afin de s'adapter aux exigences du 20<sup>ème</sup> siècle (Baumann, 1993 : 134). Cette double casquette, à la fois antimoderniste et moderniste trouvera le soutien, en plus des bourgeois et de la paysannerie, de la classe moyenne – un soutien et une admiration qui se renforceront, par ailleurs, aux sortir des deux guerres mondiales comme nous le verront dans le prochain chapitre (Tanner, 1992 : 10-11).

Au tournant du 20<sup>ème</sup> siècle, le paysan sera mythifié et instrumentalisé comme contre-figure du socialiste venant de la ville. Ernst Laur faisait référence, dans ses discours, à la présence d'un ennemi interne et du rôle de la paysannerie pour lutter contre cet ennemi, tout comme ils avaient libéré le peuple d'ennemis provenant de l'étrangers à une autre époque. Cet ennemi interne regroupe, d'une part, les partis des travailleurs mais également les gros industriels ainsi que le capitalisme agressif (Baumann, 1993 : 139). Du côté des élites bourgeoises et libérales, cette stratégie répondait à l'impératif de maintenir leur pouvoir face à la montée des mouvements socialistes. Ils participèrent donc à la propagation de cette idéologie. Ils feront du paysan une « formule creuse » (« *Leerformel* ») selon les mots de l'historien Weishaupt qui écrit plus loin : « *Die Bauern werden zwar nicht ihrer Existenz, aber ihrer Geschichte, ihres Gedächtnisses und Geschichtsbewusstseins beraubt ; sie werden zwar nicht vernichtet, aber deformiert und instrumentalisiert, und bleiben so ganz und gar im Dienst des Begriffs und der sich des Begriffs bedienenden bürgerlichen Bauernideologie.* »<sup>55</sup> (Weishaupt, 1992a : 79).

La grève générale de 1918 est un exemple de ce clivage entre ces deux blocs, l'USP se ralliant aux bourgeois pour s'opposer aux grévistes, estimant que ces derniers étaient des ennemis de la mère patrie (Baumann, 1993 : 347). De leur côté, les syndicats et les partis de gauche soupçonnaient les paysans et paysannes de profiter de la situation de pénurie – rappelons-le, la grève générale éclate un jour après la signature de l'armistice, marquant la fin de la première guerre mondiale, le 12 novembre 1918 –, faisant monter les tensions entre ces deux groupes<sup>56</sup> (Baumann, 1993 : 334). Certaines organisations

---

<sup>54</sup> Traduction libre. Dans le texte : « (...) *die Bauern als Hort der Freiheit, der Sittlichkeit, des christlichen Glaubens uns als Bollwerk gegen Verstädterung und Überfremdung, Internationalismus und Sozialismus.* »

<sup>55</sup> Traduction libre : « Les paysans ne sont pas privés de leur existence, mais de leur histoire, de leur mémoire et de leur conscience historique ; ils ne sont pas détruits, mais déformés et instrumentalisés, et restent ainsi entièrement au service du concept et de l'idéologie paysanne bourgeoise qui en fait usage. »

<sup>56</sup> La hausse du prix du lait ainsi que la volonté du Conseil fédéral d'instaurer un service civil obligatoire impliquant d'aller travailler aux champs dans des conditions quasi-militaires, afin d'augmenter l'auto-approvisionnement, sont deux raisons (parmi d'autres) invoquées par les historiens pour expliquer la montée

paysannes menaceront même de boycotter l’approvisionnement des villes, si nécessaires (Baumann, 1993 : 349). L’armée recrutera ses troupes à la campagne pour faire face aux grévistes, celle-ci ne faisant pas confiance aux soldats provenant des zones urbaines ou de souche ouvrière<sup>57</sup> (Hausammann, 2018 ; Weishaupt, Interview). L’analyse qu’Ernst Laur fera de la grève générale sera que les bataillons des campagnes sauvèrent la Suisse d’une révolution destructrice, relevant l’importance une fois encore prouvée de la paysannerie pour la nation (Baumann, 1993 : 350). Ainsi, pour l’USP, les paysans sauvèrent par deux fois la Suisse : de la guerre (comme nous le verrons dans le prochain chapitre) et du bolchévisme (Baumann, 1993 : 353-354).

L’historien Werner Baumann nous rend toutefois attentif au fait que l’idéologie de la paysannerie sera essentiellement utilisée, avant-guerre, au sein de la classe politique et n’aura que peu d’impact sur la paysannerie elle-même. En témoignent les diverses votations du début du siècle où la base paysanne ne suivra cette idéologie que lorsqu’elle présentait des avantages économiques (Baumann : 1992 : 215). Jusqu’en 1914, cette idéologie a donc plutôt été utile pour établir un dialogue avec la bourgeoisie. La Romanie, semble, de plus, ne pas avoir repris l’argumentaire développé par le secrétaire de l’USP (Baumann, 1993 : 170-171). Malgré tout, la rhétorique utilisée par Laur postulant que le maintien de l’agriculture et de la paysannerie servirait à l’ensemble de la société, trouvera un écho parmi la population suisse, beaucoup de citoyens – particulièrement la classe moyenne – craignant les changements structurels rapides en cours (Baumann, 1993 : 172). A cela s’ajoute, comme nous l’avons déjà vu, l’idéologie nationale propagée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par les élites en place qui « inventèrent » toute une série de traditions et de fêtes – la fête du 1<sup>er</sup> août en 1891 en commémoration aux 600 ans de la Confédération en étant un exemple. Cette convergence de constellations idéologico-politiques va fortement profiter à l’USP et à l’idéologie de la paysannerie suisse que son secrétaire, Ernst Laur, était en train d’établir afin de gagner en influence sur la scène politico-sociale (Baumann, 1993 : 173). La figure mythologique du paysan s’en retrouvait donc renforcée.

---

des tensions au sein de la classe ouvrière, comme présenté dans le documentaire réalisé par Frédéric Hausammann, « 1918 : L’affrontement de la grève générale » (2018).

<sup>57</sup>: Le Temps : « La grève générale de 1918 : un événement fondateur du XXe siècle en Suisse » : <https://www.letemps.ch/opinions/greve-generale-1918-un-evenement-fondateur-xxe-siecle-suisse>, consulté le 22.10.2018 ; SSP-VPOD : « 1918, naissance d’une alliance anti-ouvrière » : <https://ssp-vpod.ch/campagnes/centenaire-de-la-greve-generale/interviews/1918-naissance-dune-alliance-anti-ouvriere/>, consulté le 22.10.2018 ; Dictionnaire historique de la Suisse : « Union démocratique du centre (UDC) » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>, consulté le 22.10.2018.

## Le paysan : un idéal défendu par l'USP – conclusion intermédiaire

L'apparition de l'USP à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et l'influence qu'aura son premier secrétaire et, par la suite, président Ernst Laur est capitale pour comprendre la place du paysan dans l'historiographie suisse. En effet, Laur s'emparera de la figure du paysan telle que formatée par les mouvements de la littérature de voyage, puis, par la suite, par les politiques afin de l'amener à son paroxysme. Ses discours et textes sur l'importance que revêt le maintien d'une paysannerie saine pour la Suisse en sont caractéristiques. Permettant de mettre la paysannerie sur le devant de la scène politique, celle-ci en deviendra une actrice à part entière, sa force de frappe ayant été valorisée par la propagande menée par Ernst Laur qui a fait d'un groupe social très hétérogène un bloc politiquement uni. En s'appuyant également sur les traditions inventées, il maniera ce mythe, compris ici comme institution, afin d'avoir une influence sur les acteurs du jeu politique. Ce mythe sera invoqué comme contre-figure au socialiste provenant de la ville. Les tensions du début du 20<sup>ème</sup> siècle entre bourgeois et socialistes mèneront les premiers à s'emparer du paysan comme porte-drapeau d'une Suisse conservatrice et aux valeurs pieuses, contre ce qu'ils voyaient comme étant la décadence et l'aliénation caractéristique des mouvements ouvriers – son instrumentalisation lors de la grève générale en étant un bon exemple. Les hypothèses deux et trois semblent donc être confirmées<sup>58</sup>. Le mythe entourant la paysannerie suisse s'est adapté, durant cette période, au contexte politique, passant d'une figure unificatrice de la nation à une figure mobilisée pour exclure un groupe de population – à savoir les partisans de gauche. Les partis bourgeois mais également l'USP ont été impliqués dans ce processus, cette dernière s'emparant du mythe pour le nourrir et s'en nourrir.

### 5.3 La paysannerie comme sauveuse de la Nation au 20<sup>ème</sup>

#### 5.3.1 Survivre à la première Guerre Mondiale dans une économie agricole libéralisée.

Avant la première guerre mondiale le secteur agricole suisse était caractérisé par une forte libéralisation. En effet, 85% des besoins en céréales étaient importés avant-guerre, l'agriculture s'étant spécialisé sur l'exportation de fromage, de lait et de viande bovine<sup>59</sup>.

---

<sup>58</sup> Pour rappel : H2 : *Le mythe entourant la paysannerie suisse a su évoluer avec le temps et s'adapter au contexte socio-politique donné.* ; H3 : *Les groupes d'intérêt affiliés au monde agricole vont nourrir et se nourrir du mythe de la paysannerie suisse et s'appuyer sur celui-ci pour renforcer leur pouvoir au niveau national.*

<sup>59</sup> Cette libéralisation s'explique par la protection dont bénéficiait naturellement l'agriculture avant la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. En effet, avant cela, les modes de transport ainsi que l'absence de chaîne de froid ne permettait pas une importation massive de denrées alimentaires (Meyer et Bräm, 1992 : 976).

De plus, le soutien de la Confédération était pratiquement inexistant, la division de l'agriculture ne comptait que 9 employés pour l'ensemble du pays en 1913. A cette époque, l'État délégua une grande partie de ses tâches concernant les questions agricoles à l'USP nouvellement créée (Popp et Streckeisen, 2001 : 22). L'USP n'est pas le seul groupe d'intérêt à avoir profité d'une position privilégiée au sein du système politique suisse. Les grands groupes d'intérêt économique – dont l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI ; aujourd'hui Economiesuisse), l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union syndicale suisse (USS) et l'Union Suisse des Paysans (USP) – ont tous été inclus dans l'arène politique suisse dès leur création à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Cela peut s'expliquer de plusieurs manières, dont la faiblesse des partis nationaux qui ont eu de la peine à s'imposer dans ce système fédéral ainsi que la faiblesse de l'État qui a préféré soutenir financièrement ces associations pour qu'elles effectuent des tâches administratives dont il ne voulait pas avoir la charge (Eichenberger, *et al.*, 2016 : 187). La force des associations patronales – dont fait partie l'USP – s'explique, de plus, par les bouleversements économiques et les enjeux politiques de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, dont la dépression économique, le débat sur les tarifs douaniers et la mise en place d'un État interventionniste, alors que celui-ci était caractérisé jusqu'à-là par un certain libéralisme (Mach, 2015 : 20-21). Les principales organisations économiques bénéficieront d'une reconnaissance formelle de la part des autorités qui leur octroieront des subventions (jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle) et qui leur laisseront la possibilité de participer aux commissions d'experts extraparlimentaires et à la mise en œuvre des politiques publiques (Mach, 2015 : 29). La Confédération s'appuiera donc sur l'USP, car celle-ci possédait un certain nombre d'experts en la matière, contrairement à l'Administration fédérale, ce qui permit au groupe d'intérêt agricole d'être un acteur incontournable pour les autorités (Baumann, 1993 : 219-220).

L'USP devra, notamment, soutenir l'Administration durant la première guerre mondiale. En effet, ce conflit mènera la Suisse à se rendre rapidement compte de l'importance de l'auto-provisionnement en denrées alimentaires. Elle n'était pas la seule en Europe à être surprise par cette guerre, et n'était pratiquement pas préparée à affronter une telle situation de crise (Baumann, 1993 : 287). De plus, lorsque la guerre éclata, les autorités ne s'attendaient pas à ce que le conflit dure longtemps. Il faut dire que le pays n'était pas dans de bonnes conditions d'auto-provisionnement. Bien que le lait fût produit en trop grande quantité, la production de céréales n'atteignait que 16% de la consommation nationale (Baumann, 1993 : 290). Ernst Laur jouera un rôle important dans la formation de l'économie de guerre, lui qui sera appelé par les autorités pour s'occuper du volet agricole (Baumann, 1993 : 290-291). Les mesures mises en place par les autorités en

ce qui concerne la production agricole arriveront, malgré tout, trop tard et la production de céréales pour la consommation indigène n'atteindra en 1918 que 45%, et cela s'explique plus par des restrictions de la consommation et par le transfert du fourrage destiné aux animaux aux céréales destinées aux humains que par une réelle augmentation de la production (Baumann, 1993 : 299). La Confédération ne réussira à s'en sortir que grâce aux négociations entreprises avec les puissances en guerre (Baumann, 1993 : 300 ; Maurer, 1985 : 14). Elle vivra toutefois une situation critique à la fin de la guerre conduisant à un monopole d'État sur l'agriculture. Cette expérience mènera la Confédération, au sortir de la guerre, à protéger les céréales d'un secteur économique sinon à nouveau libéralisé – le gouvernement se rendant compte de l'importance de cette denrée alimentaire (Popp et Streckeisen, 2001 : 22 ; Maurer, 1985 : 15). Le krach boursier de 1929 va également inciter la Confédération à se doter d'une législation permettant un certain auto-provisionnement, par la mise en place de protections douanières et de politiques de soutien aux prix (Forney, 2012 : 13).

Cette période de guerre sera l'occasion pour les premiers partis paysans de faire leur apparition au niveau cantonal, et ceci avec éclat. En effet, les cantons adoptent, les uns après les autres, le système proportionnel pour les élections dans les législatifs cantonaux. Ce nouveau système électoral donnait la possibilité de lancer un parti paysan, ce qui fut exploité en 1917 à Zürich, où le parti créé par l'association paysanne cantonale se retrouva deuxième derrière le parti socialiste, en termes de sièges gagnés au Grand Conseil cantonal. L'association cantonale zurichoise partait dans ce combat politique dans l'optique de contrer la « vague rouge » provenant de la ville (Baumann, 1993 : 330). En 1918, c'est au tour du canton de Berne de voir émerger un parti paysan, sous l'égide de Rudolf Minger<sup>60</sup>, l'association paysanne cantonale voulant être plus indépendante vis-à-vis des radicaux et de la droite de manière générale. La même année, la fraction paysanne nouvellement créée au sein du Grand Conseil bernois comptera 96 des 216 élus (Baumann, 1993 : 330-331). L'année suivante, la liste qu'ils élaborèrent avec l'Union des arts et métiers récoltera 46% des voix lors de la première élection du Conseil national au suffrage proportionnel (Baumann, 1993 : 354).

Le monde paysan ressortit donc plus fort de la première guerre mondiale, tant sur le plan politique que social. Les prix étaient plus élevés, leur position au sein de la société était influencée par le rôle (relatif) qu'ils jouèrent durant la guerre et leur représentation poli-

---

<sup>60</sup> Rudolf Minger sera le premier Conseiller fédéral issu d'un parti paysan. Il sera élu en 1929, 7 ans avant la formation du parti au niveau national (Dictionnaire historique de la Suisse : « Minger, Rudolf » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F4612.php>, consulté le 6.11.2018.)

tique fraîchement mise en place au niveau cantonal semblait plus que prometteuse (Baumann, 1993 : 354), les paysans et paysannes prenant petit à petit leur indépendance vis-à-vis des partis bourgeois. La politique agricole sera, jusqu'à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, façonnée par la première guerre mondiale, une politique qui sera confirmée par la deuxième guerre mondiale. Cette politique de conservation ainsi que de modernisation de la paysannerie – au cœur du programme d'Ernst Laur – est toujours au fondement de la politique agricole actuelle (Baumann, 1993 : 361).

### 5.3.2 Entre-deux guerre et défense spirituelle

Ernst Laur participera activement, dès la fin de la première guerre mondiale et particulièrement dans les années 1930-1940 à une instrumentalisation idéologique absolue du mythe du paysan suisse. Ceci peut, en partie, s'expliquer comme (contre-)réaction à la réduction constante des effectifs paysans durant l'entre-deux guerre. Ainsi fut donc renforcée cette image du paysan comme le gardien des vertus ancestrales suisses ainsi que de la véritable identité suisse (Im Hof, 1991 : 233 ; Maurer, 1985 : 156). Comme le souligne l'historien Peter Maurer – s'appuyant sur des textes écrits par Friedrich T. Wahlen et Rudolf Minger – « *Erst in bäuerlicher Arbeit würde körperliche, geistige und sittliche Gesundheit wachsen* »<sup>61</sup> (Maurer, 1985 : 156). L'idéologie paysanne s'approchait de l'idéologie « Blut und Boden » provenant d'Allemagne, sans pour autant avoir cette composante fasciste caractéristique du mouvement allemand<sup>62</sup> (Im Hof, 1991 : 232). Durant cette période, la Suisse sera vue comme le pays classique de la paysannerie et le paysan libre comme le prototype du suisse (Weishaupt, 1992a : 92).

De plus, comme relevé par les Archives Nationales Fédérales, « *dans l'état de menace régnant dans les années 30 et 40, l'idéal d'une paysannerie saine constituait le contre-modèle de la tendance au vice et à l'aliénation des villes. La défense spirituelle menée au cours de la Seconde Guerre mondiale a fait de la paysannerie la référence centrale de l'identité nationale* »<sup>63</sup>. Cette recrudescence du mythe du paysan suisse se déroule donc dans cette période marquée par la défense spirituelle, ce terme désignant le « *mouvement politique et culturel qui, des années 1930 jusque vers 1960, visa l'affirmation des valeurs nationales et la défense contre les totalitarismes fasciste, national-socialiste ou*

---

<sup>61</sup> Traduction libre : « Ce n'est que dans le travail paysan que la santé physique, mentale et morale peut se développer. »

<sup>62</sup> L'influence de l'idéologie « Blut-und-Boden » (littéralement : Sang et Sol) provenant d'Allemagne semble avoir été effective chez une certaine élite en Suisse, qui propageait une forme « helvétisée » de cette idéologie (Weishaupt, 1992a : 91). Les auteurs Gustavo Corni et Horst Gies ont dédié un livre à cette idéologie particulièrement prégnante dans le national-socialisme : *Blut und Boden. Rassenideologie und Agrarpolitik im Staat Hitlers*. Idstein : Schulz-Kirchner Verlag, 1994.

<sup>63</sup> Archives fédérales suisses : « État paysan ou paysans d'État? » : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/recherche/recherche/themes/die-schweizer-wirtschaft-zwischen-markt-und-staat-/bauernstaat-oder-staatsbauern-.html>, consulté le 09.08.2018.

*communiste.* »<sup>64</sup> Ces valeurs nationales vont se reposer, une fois encore, sur la paysannerie qui sera le symbole des bonnes mœurs. L'image du Guillaume Tell de Ferdinand Hodler servira d'exemple du bon paysan, père de famille, dans l'idéal de la famille conservatrice ; un Tell protégeant les habitants des diverses influences externes (Im Hof, 1991 : 252). Un autre exemple symptomatique de ce mouvement est le film réalisé en 1938 par Hermann Haller et Leopold Lindtberg « Le fusilier Wipf », d'après le livre du même nom écrit par Robert Faesi en 1917. Le film raconte l'histoire d'un coiffeur bâlois, Wipf, incarnant la modernité (au sens péjoratif) : citadin, efféminé, n'ayant pas de rapport à la dureté de la vie. Il est appelé, comme tous les hommes suisses, à protéger les frontières lors de la mobilisation générale. Petit-à-petit, grâce à l'armée, il va devenir un « vrai homme » et tombera, à la fin de la guerre, amoureux d'une paysanne aux bonnes vertus. Ils se marieront et, lui, finira par devenir paysan. Le film se termine avec l'image de Wipf, à la frontière, avec son casque de militaire. Ainsi, c'est l'image du paysan défenseur de la patrie qui est véhiculée et sacralisée au travers de ce film (Weishaupt, Interview).



Figure 2 : Le "Guillaume Tell" du peintre Ferdinand Hodler (source : <https://curiator.com/art/ferdinand-hodler/wilhelm-tell>)

Dans une mouvance similaire, la Ligue du Gothard, regroupant une quinzaine de personnalités suisses de tout bord politique – dont le fondateur de la Migros, Gottlieb Duttweiler, Denis de Rougemont, les syndicalistes Ducommun et Leyvraz ainsi que le penseur du plan Wahlen, Friedrich Traugott Wahlen – va se former pour combattre les influences extérieures et particulièrement la propagande nazie. Pour cela, le mouvement propagera toute une pensée basée sur un renouveau intérieur de l'individu axé sur l'armée, la terre et le travail, passant par l'abandon des clivages gauche-droite au profit du maintien de la Suisse. Ils seront également les premiers défenseurs du plan Wahlen (Maurer, 1985 : 56) – que l'on analysera dans le prochain chapitre. Cette ligue aura une forte influence durant toute la période de la deuxième guerre mondiale, et ceci particulièrement au sein des partis traditionnels (Maurer, 1985 : 57). Avec la défense spirituelle, c'est toute une ère qui marquera durablement la Suisse, celle-ci étant mobilisée dans un contexte de fortes tensions internationales qui mèneront à la seconde guerre mondiale.

<sup>64</sup> Dictionnaire historique de la Suisse : « Défense spirituelle » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17426.php>, consulté le 12.09.2018.



### 5.3.3 Le Plan Wahlen ou le renouvellement de la « Bauernstaatsideologie »

La seconde guerre mondiale est vue comme le moment où, plus qu'à aucun autre moment, la Suisse se forgera en tant que Nation et ceci sous la pression provenant de l'extérieur (Kriesi et Trechsel, 2008 : 13 ; Kreis, 1992 : 787). Lors de ce conflit, le général Guisan apparaît comme la figure qui portera la Suisse au travers des turbulences. Il proposera la solution du « réduit national » pour défendre le pays en faisant des Alpes le dernier lieu de retranchement en cas d'attaque de l'Allemagne nazie ou de ses alliés (Reszler, 1986 : 62). Henri Guisan organisera, à cet effet, une rencontre avec l'ensemble des officiers supérieurs du pays sur la plaine du Rütli en 1940, faisant directement référence au pacte qui s'y serait scellé quelques siècles auparavant entre trois paysans de montagne (Reszler, 1986 : 63 ; Im Hof, 1991). L'emblématique général est dépeint à l'époque comme étant un « *paysan rusé et prudent* » (Reszler, 1986 : 64), en opposition à l'élite intellectuelle du pays qui ne prônait pas la solution du réduit. Pour l'historien André Reszler, c'est la figure mythique de Guillaume Tell qui est là invoquée (Reszler, 1986 : 64).

Le général Henri Guisan n'est pas le seul nom que l'historiographie ait retenu de ce deuxième conflit mondial en Suisse. Le nom de Friedrich Traugott Wahlen est également présent dans les esprits, lui qui donnera son patronyme au plan éponyme, le Plan Wahlen. Celui-ci décrit l'ensemble des mesures adoptées par la Confédération afin d'augmenter l'autosuffisance alimentaire du pays. Également connu sous le nom allemand de « *Aubauschlacht* », ce plan restera dans les esprits de toute une génération, les efforts entrepris pour atteindre les buts fixés ayant marqué le quotidien des suisses et suissesses durant la deuxième guerre mondiale. Les images des terrains de foot, des places publiques – dont la place située devant le palais fédéral – ou des jardins privés tous transformés en champs de patates ou de légumes resteront comme le symbole d'une période de mise à l'épreuve du pays (Maurer, 1985 : 7). La première guerre mondiale aura permis à la Suisse d'apprendre de ses erreurs en ce qui concerne l'approvisionnement du pays, ce qui se ressentira dans les approches adoptées dès 1940, notamment en ce qui concerne les politiques des prix et de production (Maurer 1985 : 25 ; Baumann et Moser, 1999 : 85 ; Meyer et Bräm, 1992 : 978). Dès le début de la guerre, des tensions entre libéraux et anti-libéraux quant aux mesures à prendre pour gérer la crise apparaissent. Les premiers (banques et gros industriels) voulaient promouvoir une économie de l'exportation ; les seconds, plaidaient pour un découplage de l'agriculture avec l'économie de marché (Maurer, 1985 : 28). Dans ce contexte, le Plan Wahlen – pensé et préparé en coulisse depuis trois années - sera adopté en 1940, alors que la France capitule

face à l'Allemagne nazie. Ce plan avait déjà été discuté une année auparavant, mais des résistances persistaient, ses opposants décriant, entre autres, une entorse au libre-marché et le fait qu'il ne s'agissait que d'une petite guerre (Popp et Streckeisen, 2001 : 40). Malgré cela, deux ans avant la mise en place du plan Wahlen, les autorités avaient entrepris des mesures allant dans une direction similaire. Ainsi fut votée en 1938, une ordonnance pour le maintien de l'autosuffisance du pays, menant, une année après, lors de l'éclatement de la guerre, à des objectifs d'extension des cultures. En 1940, cette politique continuera de s'étendre, sans que l'aile libérale du parlement fédéral ne montre réellement, cette fois, de résistance (Maurer, 1985 : 38-39). Lors de la capitulation de la France et de l'entrée en guerre de l'Italie la même année, les ports italiens ainsi que le port de Marseille n'était plus disponible pour la Suisse, portant un coup rude aux importations alimentaires (Maurer, 1985 : 50). C'est ainsi que Friedrich Traugott Wahlen, alors responsable de la production agricole au niveau fédéral, proposa un certain nombre de mesures supplémentaires et plus poussées afin d'augmenter l'autosuffisance alimentaire nationale ; des mesures combinant rationalisation, extension des cultures, réduction de la production de bétail et transfert de la main d'œuvre ouvrière aux champs (Maurer, 1985 : 63-64). Conscient que son plan ne pouvait se réaliser sans le soutien des associations économiques ainsi que des syndicats, il entreprit – avec succès et en collaboration avec l'USP – d'unir les fronts (Maurer, 1985 : 68). Le monde de la paysannerie, se montrant parfois critique avec certains aspects du plan, le verra toutefois comme une réalisation des idées toujours défendues par Ernst Laur (Maurer, 1985 : 71). Dès 1941, une nouvelle étape ainsi que de nouvelles mesures furent mises en place, dont le service de travail obligatoire, le service rural<sup>65</sup>, la contribution de l'industrie à la culture des champs<sup>66</sup> et le rationnement alimentaire. Les agriculteurs étaient également, en partie, libérés de l'obligation militaire, afin de pouvoir s'occuper des champs (Maurer, 1985 : 69). Jusqu'en 1945 et la fin de la guerre, les surfaces cultivables augmenteront de 60'000 hectares - sur les 300'000 prévus au départ (Maurer, 1985 : 81). Toutes ces mesures amenèrent la Suisse à atteindre un taux d'auto-alimentation de 72% (Popp et Streckeisen, 2001 : 40).

Cette relative autosuffisance alimentaire sera vue par les défenseurs de l'agriculture comme l'une des raisons de la neutralité et de l'indépendance que la Suisse maintiendra

---

<sup>65</sup> En 1941, un petit peu plus de 21'000 personnes supplémentaires étaient actives dans l'agriculture en Suisse. Ce chiffre s'élèvera à plus de 145'000 pour l'année 1944, signe de la mobilisation massive requise par le Plan Wahlen (Maurer, 1985 : 120). F.T. Wahlen souhaitait, à la fin de la guerre, rendre ce service rural obligatoire pour tout jeune suisse, le voyant comme une partie de l'éducation nationale. Cette proposition fut largement rejetée au parlement fédéral, tant par les cercles socialistes et syndicalistes que par les libéraux (Maurer, 1985 : 122).

<sup>66</sup> C'est ainsi que l'industrie mettra en culture pas moins de 11'097 hectares de légumes en 1945 (contre 2'670 en 1942), afin de contribuer à l'autosuffisance alimentaire (Maurer, 1985 : 77).

durant la guerre (Forney, 2012 : 14). Cela fera dire au conseiller fédéral en charge des questions économiques durant la guerre, Walther Stampfli, que « *les armes du soldat et la charrue du laboureur sont aussi nécessaires l'une que l'autre pour assurer la défense et l'indépendance de notre patrie* » (Maurer, 1985 : 66). Il ne faudrait, pour autant, pas surestimer l'autosuffisance alimentaire suisse. Le pays s'en sortira, comme lors de la première guerre mondiale, également grâce aux accords qu'elle passera avec les puissances en guerre ainsi qu'avec un certain nombre de pays neutres, avant l'éclatement de ce second conflit mondial (Maurer, 1985 : 32). La Suisse continua, durant toute la guerre, à être dépendante des importations de denrées alimentaires provenant d'outre-mer ou de ses voisins, créant de nombreuses tensions, les puissances alliées ne voyant pas d'un bon œil les échanges que la Suisse menait avec les puissances de l'axe et vice-versa (Maurer, 1985 : 50-55). De plus, la production totale suisse est passée de 50% à 59% en 1944, si l'on prend pour mesure une alimentation normale. Le taux de 72% d'auto-provisionnement s'explique bien plus par la politique de rationnement alimentaire mise en place en parallèle, faisant baisser le nombre de calories par personnes (Baumann et Moser, 1999 : 333). Les raisons pour lesquelles l'histoire retiendra bien plus le travail des paysans plutôt que les restrictions alimentaires résident dans la teneur des discours officiels prononcés alors. En effet, l'État avait tout intérêt à mettre en avant le plan Wahlen qui unifiait tout un pays et faisait de la paysannerie la sauveuse de la Nation, plutôt que de faire une propagande sur la manière dont devait se nourrir la population ; un aspect touchant à la sphère privée et qui aurait donc été bien trop sensible à thématiser (Baumann et Moser, 1999 : 333).

Au-delà de ça, cette expérience rapprocha la ville et la campagne<sup>67</sup>, les habitants et habitantes de cette dernière étant vu comme des modèles. L'historienne Irene Vonarb, qui s'est intéressée à la place de la paysanne suisse dans la société durant la seconde guerre mondiale, montre que celle-ci est vue comme la détentrice de valeurs suisses atemporelles : « *Ein bestimmtes Frauenbild drang an die Öffentlichkeit: die Bäuerin als Bewahrerin der schweizerischen Werte und Kultur.* »<sup>68</sup> (Vonarb, 1992 : 256-257). Cette association entre « suissitude » (« *schweizertum* ») et paysannerie sera rendue possible par l'influence de l'idéologie paysanne portée par Ernst Laur. Durant cette guerre, le paysan profitera d'une revalorisation idéologique n'ayant, cette fois, pas de lien avec la volonté de compenser le déclin de la paysannerie ou la volonté d'unifier l'ensemble de la paysannerie – pourtant aux fondements de la stratégie d'Ernst Laur. Cette valorisation

---

<sup>67</sup> Notamment par le recours délibéré à une propagande souhaitant ce rapprochement, qui permettait d'unir l'ensemble du pays derrière la mise en place du plan Wahlen (Maurer, 1985 : 159).

<sup>68</sup> Traduction libre : « Une certaine image de la femme a été portée à l'attention du public : l'épouse du paysan en tant que gardienne des valeurs et de la culture suisse. »

de l'image du paysan avait essentiellement pour but d'augmenter la production agricole (Maurer, 1985 : 157). Un véritable programme de propagande fut mis en place – notamment par la Ligue du Gothard mais également par l'État – pour mettre en avant l'importance du paysan pour la société dans son entier, ceux-ci se référant, d'une part, aux risques de famines encourus et d'autre part, à la perte, sans un fort soutien apporté à la paysannerie, de la mère patrie<sup>69</sup> (Maurer, 1985 : 157-158). L'agriculture ne sera plus une affaire privée, pour reprendre les mots de F.T. Wahlen. Cela sera l'affaire de tous, l'État prenant une place décisive dans la détermination de la production agricole (Baumann et Moser, 1999 : 85 ; Maurer, 1985).

Comme le résumait deux spécialistes des questions agricoles suisses, Hans Popp et Willy Streckeisen : « *Un véritable sentiment de gratitude imprégnait alors l'attitude de la population suisse à l'égard d'une paysannerie qui avait très largement contribué à nourrir le pays durant la guerre.* » (2001 : 46). Ceci aura un impact direct sur la politique agricole qui se verra accorder un certain nombre d'exceptions sur le plan économique (Meyer et Bräm, 1992 : 990). Les votants accepteront, en effet, à 53% la révision des articles économiques en 1947<sup>70</sup> – combattue uniquement par l'Alliance des Indépendants et la Migros (Linder *et al.*, 2010 : 211) –, une révision qui donnera un statut spécifique à l'agriculture. Celle-ci ne sera plus soumise à la liberté économique et pourra, de facto, bénéficier d'un soutien étatique visant à maintenir la paysannerie dans de bonnes conditions (Widmer, 2013 : 758-760 ; Meyer et Bräm, 1992 : 994). Malgré tout, le paysan et la paysanne perdront, après-guerre, quelques peu l'aura acquise durant cette longue période de conflits, l'efficacité de la propagande issue de l'idéologie de la paysannerie faiblissant, même si la paysanne restera, pour la majorité, le symbole d'une vie pure et dure (Vonarb, 1992 : 257). Pour une partie de la population – dont les tenants de l'innovation technique –, le paysan sera vu après-guerre, comme un producteur de denrées alimentaires travaillant rationnellement la terre, rompant avec cette image romantique du paysan source directe du peuple, comme « *Blutquell des Volkes* », selon les mots d'Ernst Laur (Maurer, 1985 : 161).

---

<sup>69</sup> Pour un aperçu plus détaillé de cette propagande, voir le chapitre 6 « *Ideologie und Propaganda* » du livre de Peter Maurer : *Anbauschlacht. Landwirtschaftspolitik, Plan Wahlen, Anbauwerk. 1937-1945*. Zürich : Chronos, 1985.

<sup>70</sup> Le Conseil fédéral avait déjà adopté avant la fin de la guerre, en 1944, un arrêté permettant une transition douce entre économie de guerre et économie post-guerre en ce qui concerne l'agriculture, apprenant des erreurs commises après la première guerre mondiale, une période où les prix chutèrent drastiquement (Meyer et Bräm, 1992 : 979).

#### 5.3.4 La loi sur l'agriculture de 1951 et le début d'une situation d'exception

La longue période d'après-guerre, traversant toute la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, est considérée comme étant exceptionnelle pour l'agriculture, car la Confédération va édicter une loi (loi sur l'agriculture de 1951) mettant en place un certain nombre d'outils allant dans le sens de la révision constitutionnelle de l'article économique de 1947. Cette loi sera combattue par les milieux économiques qui lanceront un référendum facultatif, celui-ci passant devant la population en 1952. Acceptée par 54% de l'électorat, cette nouvelle loi trouva, entre autres, le soutien de huit anciens conseillers fédéraux ayant gouverné en temps de guerre, qui argumentèrent que cette loi était une manière de remercier les paysans et paysannes pour l'effort fourni durant la guerre (Linder *et al.*, 2010 : 232). La votation intervint aux débuts de la guerre froide alors que la guerre de Corée éclata, influençant de manière non-négligeable la place de l'agriculture en situation de crise (Baumann et Moser, 1999 : 339).

Avec ce nouveau texte de loi, l'État pouvait désormais intervenir dans six domaines : « *La protection contre les importations et les aides à l'exportation ; des prix garantis et des aides à la commercialisation des produits agricoles suisses ; le soutien direct des revenus ; la recherche, la formation et la vulgarisation : l'amélioration des structures et des infrastructures ; la propriété foncière rurale (droit foncier rural et bail à ferme agricole)* » (Chappuis *et al.*, 2008 : 16). Après ces deux guerres successives, la Confédération met donc en place tout un arsenal de mesures, au travers de cette loi de 1951, afin d'être, cette fois-ci, mieux paré en cas de crise ou de nouvelle guerre, l'objectif étant, à la fois, d'augmenter l'efficacité de l'agriculture afin d'assurer un taux d'autosuffisance alimentaire élevé et d'assurer aux paysans et paysannes un revenu équitable (Popp et Streckisen, 2001 : 49). Ce revenu paritaire sera calculé selon le salaire des autres professions<sup>71</sup>. Les tensions internationales dues à la guerre froide permettront le maintien d'une politique agricole très protégée et productiviste, celle-ci étant un élément de la défense nationale ; une particularité qui ne se limite toutefois pas à la Suisse, la plupart des pays européens développant des politiques similaires (Forney, 2012 : 14-15).

Le rôle dévolu à la paysannerie était donc de produire, celle-ci ayant la garantie que sa production serait achetée et prise en charge par la Confédération (Chappuis *et al.*, 2008 : 17). L'image du paysan semble donc progressivement évoluer dans une direction moins romantique mais plus pragmatique du métier. Au paysan vertueux, on substitue le paysan productiviste qui assure le maintien du pays par son travail.

---

<sup>71</sup> Cette stratégie, qui constitua la « *clé de voûte* » de la politique agricole jusque dans les années 1990, consistait à fixer le prix des produits agricoles de sorte qu'une exploitation rationnellement gérée puisse couvrir ses frais de production (Sciarini, 1994 : 103).

L'USP jouera un rôle important dans le maintien du mythe du paysan tout au long de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Le groupe d'intérêt agricole, comme souligné par Urs Paul Engeler (1994), profitera de l'image que la société aura de la paysannerie et la renforcera à des fins stratégiques. Utilisant plusieurs répertoires d'action pour influencer la politique agricole fédérale, l'USP et les milieux paysans auront, après-guerre, « *régulièrement recouru à des stratégies de mobilisation et de manifestation de leur base pour faire entendre leurs revendications* » (Mach, 2015 : 44-45), en plus de l'étroite collaboration entretenue avec l'administration fédérale dans la mise en œuvre de la politique agricole. Il faut dire que depuis l'adoption des articles économiques de 1947, les groupes d'intérêt se sont vu accorder une place d'importance dans le bon fonctionnement de la mise en œuvre des politiques économiques, ceux-ci étant « *consultés lors de l'élaboration des lois d'exécution et pourront être appelés à coopérer à l'application des prescriptions d'exécution* » (Mach, 2015 : 47-50). Malgré tout, étonnamment, la paysannerie sera minorisée et mise à l'écart, après-guerre au sein de la société ainsi que du parlement fédéral. C'est l'une des raisons qui explique les actions que les paysans et paysannes entreprendront en dehors des institutions. Deux exemples en sont les manifestations de 1954 (contre une baisse du prix du lait) et de 1961 - 40'000 paysans et paysannes se rassembleront sur la place fédérale pour lutter contre la stagnation des prix des denrées alimentaires et la hausse des prix de production -, qui restèrent les plus grosses mobilisations durant cette période (Baumann et Moser, 1999 : 394 ; Horizons, 1961). La sympathie envers les agriculteurs et agricultrices restera, malgré ces manifestations parfois violentes, grande au sein de l'opinion publique, une majorité de la population estimant que l'agriculture devait pouvoir profiter de salaires justes, cette période d'après-guerre étant marquée par une hausse généralisée du niveau de vie (Popp et Streckeisen, 2001 : 76).

### La glorification d'une figure mythique - conclusion intermédiaire

Tant après la première guerre mondiale que la seconde, les paysans et paysannes vont trouver les faveurs de la population. Et ceci même si leur rôle en tant que sauveurs et sauveuses de la Nation est à relativiser. La propagande exercée tant par l'UPS et Ernst Laur que par les autorités et la Ligue du Gothard – entre autres –, a érigé la paysannerie en tant que fondement indispensable au maintien de la nation. C'est bien par une nécessité politique, mais également, existentielle, que le mythe du paysan a été mobilisé afin de répondre à un contexte socio-politique déterminé, caractérisé par une nouvelle vague d'unification de la nation (pensons à la défense spirituelle mise en place pour se prévenir de la propagande de l'extérieur). Cette constatation renforce donc la première

ainsi que la deuxième hypothèse formulée au départ de ce travail<sup>72</sup>. Cette élévation de la figure paysanne sera l'occasion pour les premiers partis paysans de faire une entrée fracassante sur la scène politique, grâce à l'introduction du système de votation proportionnel pour les élections aux parlements cantonaux ainsi que national. L'influence du monde agricole sur la politique s'en trouvera grandement augmentée, donnant du poids à la troisième hypothèse formulée ici<sup>73</sup>. De plus, la paysannerie se forgera une place de choix dans l'imaginaire collectif, influençant les politiques d'après-guerre. La politique agricole passera, avant-guerre, d'un système libéralisé à un système protégé après-guerre. Cela répondait à un certain nombre d'impératifs allant plus loin que de simples remerciements à la population paysanne, il va de soi ; ces politiques permettant, dans une optique pragmatique, à la Suisse de conserver un certain niveau d'indépendance en cas de crise. La quatrième hypothèse<sup>74</sup> peut donc, en partie, être confirmée, le mythe compris en tant qu'institution ayant donc eu un impact sur les acteurs du jeu politique, influençant les prises de décision quant à la politique agricole à adopter – pensons aux votations de 1947 et de 1951.

#### 5.4 Le mythe de la paysannerie des années 1980 nos jours

Le contexte institutionnel change et l'agriculture doit s'y adapter. Dès les années 1980, la population ne souhaitera plus d'une agriculture se faisant au détriment de l'environnement (Meyer et Bräm, 1992 : 1000), d'autant plus que le secteur agricole présente une situation de surproduction dans certaines de ses branches - dont le secteur laitier, malgré un contingent laitier mis en place en 1977 (Popp et Streckeisen, 2001 : 67) - et que le spectre d'une nouvelle guerre mondiale s'éloigne peu à peu (Forney, 2012 : 16). Pour Meyer et Bräm (1992 : 990), la nouvelle génération n'ayant pas connu les situations de pénuries de guerre a d'autres priorités, dont celle de la protection de l'environnement, celle-ci s'étant habituée à avoir suffisamment de tout. En plus des pressions internes, les pressions externes sont également très fortes, les accords du GATT souhaitant une libéralisation des marchés agricoles<sup>75</sup>. Cette période marque une rupture, « *la fin d'une*

---

<sup>72</sup> Pour rappel : H1 : *La construction du mythe de la paysannerie suisse s'explique par une nécessité politique et s'inscrit dans un contexte socio-politique caractérisé par l'émergence de l'État-nation ; H2 : Le mythe entourant la paysannerie suisse a su évoluer avec le temps et s'adapter au contexte socio-politique donné.*

<sup>73</sup> Pour rappel : H3 : *Les groupes d'intérêt affiliés au monde agricole vont nourrir et se nourrir du mythe de la paysannerie suisse et s'appuyer sur celui-ci pour renforcer leur pouvoir au niveau national.*

<sup>74</sup> Pour rappel : H4 : *Le mythe entourant le paysan et la paysanne suisse impacte l'avis des citoyens et citoyennes ainsi que le parlement sur les mesures à prendre pour soutenir la paysannerie et sur le jeu politique de manière générale.*

<sup>75</sup> La Suisse n'adhère que partiellement au GATT en 1958, après avoir refusé durant 11 années d'y accéder. Elle n'y rentre provisoirement que lorsque les parties contractantes acceptent qu'elle n'applique pas les conditions normalement imposées au secteur agricole. Lorsqu'elle accédera pleinement au GATT en

*politique inspirée d'une économie de guerre* » pour reprendre les propos du ministre alors en charge des questions agricoles, Jean-Pascal Delamuraz (Sciarini et von Holzen, 1995 : 85). Les milieux agricoles ont, tout d'abord, réagi avec virulence aux premières propositions de changement de paradigme, l'USP ne voulant pas que les paysans soient associés à des jardiniers, à des fonctionnaires, à des assistés de l'État, que la reconnaissance du principe de multifonctionnalité et les paiements directs, venant avec, impliquaient selon eux (Sciarini et von Holzen, 1995). La position des milieux agricoles changera, ceux-ci étant de plus en plus conscient que la solution des paiements directs découplés de la production était la seule viable pour le maintien de la paysannerie<sup>76</sup>. Une nouvelle augmentation des prix des produits ne semblait, en effet, que peu envisageable au vu de la situation économique du pays dans les années 1990 (Sciarini et von Holzen, 1995 : 96). L'USP finira par accepter les accords du GATT et se focalisera sur l'amortissement du choc qu'impliquait ce changement de paradigme (Sciarini et von Holzen, 1995 : 137). Il faut préciser que durant cette période, l'USP - ainsi que l'ensemble des groupes d'intérêt - était en perte d'influence sur la scène fédérale, la phase préparlementaire dans laquelle les groupes d'intérêt étaient appelés à intervenir ayant perdu de son importance dans le processus politique, en faveur du parlement et des partis y étant représentés (Mach, 2010 : 101-102). Pour l'USP, l'émergence de dissensions dans les années 1990 va également fragiliser sa position dominante sur les questions agricoles, les groupements défendant une agriculture plus écologique et plus tournée vers les petits producteurs gagnant en visibilité (Kriesi et Trechsel, 2008 : 112-113). De plus, la politique protectionniste défendue par l'USP ne semblait plus si pertinente, une fois le Mur de Berlin tombé en 1989. Cette politique avait déjà subi un revers en 1986 avec le refus par référendum de l'arrêté sur le sucre proposé par les chambres fédérales (Chappuis *et al.*, 2008 : 21). Le court refus par le corps électoral de l'initiative en faveur des petits paysans en 1989 sera également vu comme un signe envoyé aux autorités montrant que la situation n'était plus adéquate en ce qui concerne la politique agricole (Meyer et Bräm, 1992 : 997).

Ainsi, l'instauration des paiements directs permet de résoudre ce que Sciarini et von Holzen appellent le « *trilemme de l'agriculture suisse* », à savoir la libéralisation du secteur (dû aux pressions externes), l'écologisation voulue par la population (pressions internes) et le maintien des revenus des paysans et paysannes suisses (1995 : 98). La Suisse n'est pas la seule à devoir amorcer des changements dans sa politique agricole.

---

1966, la Suisse obtiendra une dispense quant aux obligations du secteur agricole, une dérogation qui perdurera jusque dans les années 1990 (Sciarini, 1994 : 111).

<sup>76</sup> Cette solution avait déjà été discutée en 1971 dans le cadre d'une commission d'experts mise en place par la Confédération, qui rédigea le Rapport Popp sur les perspectives qu'offrait un soutien par ce biais (Popp et Streckelsen, 2001 : 79).



L'Union européenne, par le biais de sa Politique Agricole Commune (PAC), adopte, dans les années 1990 également, un train de mesures afin de découpler les aides financières de la production ; des mesures nécessaires pour se mettre aux normes des accords du GATT. Pour autant, le cœur même de la PAC – à savoir, soutenir les revenus paysans – ne change pas fondamentalement. C'est en ajoutant des politiques sur celles déjà à l'œuvre que, petit à petit, la transition vers une nouvelle forme de politique agricole s'actera au sein de l'UE (Daugbjerg et Swinbank, 2016). La Confédération connaîtra un processus semblable durant ces années-là, même si la transition semble avoir été menée plus rapidement et radicalement. En effet, en 1996 déjà, la population accepte formellement la nouvelle direction à donner à l'aide aux agriculteurs et agricultrices, en inscrivant dans la Constitution fédérale le principe de multifonctionnalité ainsi que le découplage entre aides fédérales et production. Selon l'anthropologue Yvan Droz, la politique agricole suisse aurait même 10 ans d'avance sur la PAC en ce qui concerne la transition vers un système plus en accord avec les principes régis par les accords de libre-échange<sup>77</sup>. Ainsi, la part du budget agricole alloué au soutien à la production est passé, entre les années 1990-92 et 2005, de 64% à 20% (Chappuis *et al.*, 2008 : 25). Ce changement de paradigme – passant d'une agriculture productiviste ayant pour but de nourrir la population, à une agriculture remplissant d'autres fonctions, dont celle de préserver l'environnement – va fortement impacter l'identité des producteurs et productrices. Alors que le terme de « jardinier du paysage » servait à décrédibiliser les nouvelles fonctions des agriculteurs et agricultrices, une réappropriation de ces nouveaux rôles par les milieux paysans semble avoir eu lieu. « *Entretien du paysage, pratiques respectueuses de l'environnement, habitat décentralisé sont bien intégrés dans les discours officiels de la défense professionnelle* », comme le relève l'ethnologue spécialiste de l'agriculture suisse Jérémy Forney (2012 : 76). Un changement de discours a donc eu lieu au sein même des milieux agricoles, qui ont donc, petit-à-petit, adapté l'image du paysan et de la paysanne suisse. Ces derniers vont s'ajuster aux demandes de la population, à savoir, porter une attention particulière à l'environnement. Cette volonté d'écologisation de la part de la société civile peut se lire dans le résultat de deux votations successives concernant le devenir de l'agriculture. Premièrement, la population sera amenée, en 1995, à voter sur un contre-projet à l'initiative lancée par l'USP « Pour une agriculture paysanne compétitive et respectueuse de l'environnement » ; un contre-projet voulant préciser les tâches dévouées à la Confédération en ce qui concerne le soutien à l'agriculture ainsi que la définition des paiements directs. Ce texte sera refusé

---

<sup>77</sup> Radio Télévision Suisse : « La politique agricole suisse a dix ans d'avance sur l'Europe » : <https://www.rts.ch/info/suisse/6996423--la-politique-agricole-suisse-a-dix-ans-d-avance-sur-l-europe-.html>, consulté le 29.10.2018.

à 50,9% par le corps électoral qui critiquera le manque de réforme, celui-ci voulant, soit plus de marché ou, au contraire, plus d'écologie (Linder *et al.*, 2010 : 532-533). Une année plus tard, en 1996, la population est à nouveau appelée à se prononcer sur un contre-projet, formulé par le parlement fédéral en réponse à l'initiative intitulée « Paysans et consommateurs – pour une agriculture en accord avec la nature » déposée par le groupe de travail suisse-allemand « Neue Agrar Politik » et le groupe romand de l'Alliance des Indépendants. Le contre-projet sera modifié, en cours de route, afin de prendre en compte les revendications des gagnants de la votation de l'année précédente, à savoir d'acter une écologisation claire de l'agriculture suisse. Le corps électoral acceptera à plus de 77% ce texte, tournant la page d'un siècle d'agriculture hautement productiviste (Linder *et al.*, 2010 : 546-548). La résultante en sera la nouvelle loi sur l'agriculture de 1998, qui coupera l'herbe sous les pieds des initiants de l'initiative intitulée « Pour des produits alimentaires bon marché et des exploitations agricoles écologiques » (Popp et Streckeisen, 2001 : 85 ; Chappuis *et al.*, 2008 : 30). L'association des petits et moyens paysans (VKMB) voulaient, en effet, que l'aide étatique ne soit accordée qu'aux exploitations produisant de manière proche de la nature et respectant le bien-être animal (une aide plafonnée à CHF 50'000.-). Les votants refuseront cette proposition à 77%<sup>78</sup>, les analyses post-vote montrant qu'ils souhaitaient, par ce refus, soutenir l'ensemble des agriculteurs et non pas seulement une petite partie de ceux-ci (Linder *et al.*, 2010 : 563-564). Depuis lors, la politique agricole n'a cessé de prendre pour l'objectif la résolution du trilemme dont parlait Sciarini et von Holzen (1995). La libéralisation du secteur d'une part - avec pour exemple emblématique l'abandon du système des contingents laitiers en 2009 (Chappuis *et al.*, 2008 : 54) -, l'écologisation de l'agriculture d'autre part – avec une augmentation progressive de la part du budget global alloué aux programmes de réduction des atteintes portées à l'environnement - ainsi que le maintien d'un revenu agricole stable – la somme allouée par la Confédération aux exploitations étant tendanciellement en hausse (OFAG, 2017) – vont rythmer les politiques agricoles fixées par le parlement fédéral tous les quatre ans (Chappuis *et al.*, 2008 : 32). Selon Jérémy Forney, « *dans les faits, il semble que l'opinion publique nationale soit généralement restée favorable aux producteurs* » (Forney, 2012 : 25), montrant bien que les réformes entreprises vont dans le sens des demandes émanant de la population. La récente enquête menée par l'institut Gfs.bern (2017) confirme effectivement que l'opinion publique est majoritairement favorable à l'agriculture telle que pratiquée aujourd'hui, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4.2. Plus étonnant est le fait – comme le montre

---

<sup>78</sup> L'implication du détaillant Denner n'est pas innocente à ce refus, celui-ci ayant mené une campagne perçue comme très agressive en soutien à l'initiative (Linder *et al.*, 2010 : 563-564)

cette enquête – qu’une majorité écrasante des répondants (95%) considère que la paysannerie représente un aspect important de la culture suisse ; une affirmation qui récolte plus d’approbation que celle selon laquelle l’agriculture suisse doit fournir des denrées alimentaires en cas de crise (88%) (Gfs.bern, 2017 : 23). L’agriculture semble donc avoir, dans la conscience collective, une place d’importance en ce qui concerne son lien avec l’histoire et la culture du pays, renforçant donc le cliché d’une Suisse dont l’une des identités est sans aucun doute paysanne<sup>79</sup>. Cette présente étude se penche également sur les tâches que la population associe avec l’agriculture. Parmi ces tâches, il y a celle consistant à préserver les anciennes traditions ainsi que la culture suisse. Bien qu’arrivant en dernière place des tâches attribuées à l’agriculture que la population considère comme étant importantes (la tâche arrivant en tête est la protection des animaux, avec 96%), 77% des sondés estiment important que la paysannerie remplisse cette tâche (Gfs.bern, 2017 : 29). Lorsque la question est posée de savoir à quel point l’agriculture accomplit aujourd’hui ces diverses tâches, les répondants disent, à 76%, que la paysannerie préserve les anciennes traditions ainsi que la culture (Gfs.bern, 2017 : 30). Le discours du nouveau président de la Confédération, Ueli Maurer, pour l’année 2019 se focalise, par ailleurs, sur cet aspect. Ce dernier prendra, en effet, une vache en bois comme symbole des valeurs, traditions et origines de la Suisse, rappelant l’importance de se rattacher aux racines dans une société où tout va très vite, créant des incertitudes. Ueli Maurer préconise donc de savoir d’où nous venons pour aller d’un pas sûr dans l’avenir<sup>80</sup>. L’historien Simon Teuscher fait remarquer que nous croyons encore aujourd’hui que nous provenons directement de ces premiers citoyens suisses libres du 13<sup>ème</sup> siècle, alors même que la réalité historique est que les « suisses » de cette époque étaient pour une grande majorité des sujets des seigneurs des villes, cette partie de l’histoire ayant été effacée de l’historiographie nationale comme nous avons pu le voir dans les chapitres précédents<sup>81</sup>. L’historien Matthias Weishaupt fait remarquer, de son côté, que les personnes grandissant en Suisse auront tendance à penser que les « vraies valeurs » suisses sont à chercher du côté de la paysannerie, permettant par là-

---

<sup>79</sup> Comme l’un des articles des archives fédérales semble l’indiquer : « État paysan ou paysans d’État? », <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/recherche/recherche/themes/die-schweizer-wirtschaft-zwischen-markt-und-staat/bauernstaat-oder-staatsbauern-.html>, consulté le 09.08.2018. De plus, cette identité clichée est renforcée vers l’extérieur par l’iconographie utilisée pour représenter la Suisse. Pensons par exemple, au Manga « Heidi » regardé par des millions d’asiatiques et qui présente l’image d’une Suisse composée d’habitants vivant dans des montagnes idylliques (Swissinfo: « Heidi, l’orpheline devenue légende » : [https://www.swissinfo.ch/fre/mythe-suisse\\_heidi--l-orpheline-devenue-légende/33041782](https://www.swissinfo.ch/fre/mythe-suisse_heidi--l-orpheline-devenue-légende/33041782), consulté le 03.12.2018).

<sup>80</sup> Département fédéral des finances : « Allocution de Nouvel An du président de la Confédération Ueli Maurer » : <https://www.efd.admin.ch/efd/fr/home/praesidialjahr-2019/bundespraesident-ueli-maurer/aktuell/alle-neujahrsansprache.html>, consulté le 02.01.2019.

<sup>81</sup> <sup>81</sup> NZZ : « Kein Volk von edlen, freien Bauern » : <https://www.nzz.ch/schweiz/kein-volk-von-edlen-freien-bauern-ld.1347121>, consulté le 03.01.2019.

même la sauvegarde du pays. Il note également que ce groupe de population est largement minoritaire en Suisse, alors même qu'il est censé dépendre le et la « vrai suisse »<sup>82</sup>. Jamais ce ne fut le cas de l'ouvrière et de l'ouvrier ou de l'employé-e de bureau, alors qu'ils ont, tous deux, été tour à tour des groupes bien plus représentatif de la population suisse (Weishaupt, Interview). L'ensemble de ces éléments tend à montrer que l'agriculture suisse conserve un certain rôle en Suisse, en tant que garante des valeurs traditionnelles et de la culture, ce qui n'est pas sans rappeler les nombreux discours prononcés par Ernst Laur dans le cadre de l'idéologie de la paysannerie dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (comme nous l'avons vu tout au long du chapitre 5). Ces résultats rentrent en écho avec une étude menée par le politologue Claude Longchamp dans le milieu des années 1990, celui-ci arrivant au résultat que 38% des répondants se disaient être des « *mentale Bauern* », des paysans dans leur esprit – et ceci sans grande distinction entre habitants des villes et de la campagne (Engeler, 1994).

La paysannerie suisse, on l'a vu au chapitre 4.3, cherche de plus en plus à diversifier ses activités. Par la vente directe, les producteurs et productrices se rapprochent des consommateurs et consommatrices, dans un temps où cette proximité est également de plus en plus réclamée par ces derniers et dernières. Cela répond, en quelque sorte, à la crise globale que connaît l'humanité en ce 21<sup>ème</sup> siècle et qui a pour réponse, un retour au local<sup>82</sup>. Les débats actuels entourant les accords de libre-échange et la question de l'huile de palme en sont un bon exemple. Les oppositions proviennent de toutes parts afin d'empêcher une libéralisation du marché de l'huile de palme, celle-ci étant une concurrente directe de l'huile de colza suisse et présentant certaines dérives sociales et



Figure 3 : Un exemple de la nouvelle campagne publicitaire de l'USP, pour la promotion des agriculteurs et agricultrices suisses (Source : <https://www.agriculture.ch/campagne-publicitaire/la-campagne-actuelle/>)

écologiques qui font se soulever de nombreuses voix (Bovey, 2018). Pour ne pas accentuer un problème global – à savoir, l'importation d'un produit controversé – il s'agit de trouver une solution locale – promouvoir une denrée locale, produite dans des conditions environnementales et sociales bien meilleures. Un deuxième exemple de cette évolution est à trouver dans les campagnes promotionnelles de l'USP. Les campagnes d'affichage de l'organisation ont, pendant 20 ans (jusqu'en 2018), arboré le slogan

<sup>82</sup> Le livre de Coline Serreau « *Solutions locales pour un désordre global* » (2010) thématise bien ce problème, l'auteur mettant particulièrement l'accent sur le rôle important que l'agriculture a à jouer pour la recherche de solutions.

« *Proche de chez vous. Les paysans suisses.* ». Ce slogan a été récemment remplacé par « *Paysans suisses. D'ici, avec passion* », l'USP insistant sur l'aspect local et saisonner de la production émanant des paysans et paysannes suisses. La « *passions* » fait, quant à elle, référence à l'aspect émotionnel du travail paysan, fournissant « *diverses prestations à la société (« avec passion »)* » ; le rôle multifonctionnel de l'agriculture étant, ici, mis en avant<sup>83</sup>. Le paysan et la paysanne suisse sont donc vus comme pourvoyeur de solutions dans une situation de crise globale, alors même que l'agriculture est, aujourd'hui encore, pointée du doigt pour son impact sur l'environnement. En effet, celle-ci n'a atteint aucun des objectifs environnementaux fixés en 2008, comme présenté dans un rapport d'état en 2016 (OFEV/OFAG, 2016). De plus, le lancement de l'initiative de l'USP pour la sécurité alimentaire en 2014 a été interprété comme réaction à l'orientation de plus en plus écologique donnée à l'agriculture au détriment de la tâche de production de biens alimentaires que l'USP rattache premièrement au paysan et à la paysanne (Künzler, Salathe et Ziehli, 2019). Il y donc un décalage entre l'image du paysan et de la paysanne protégeant l'environnement et la réalité du terrain, même si les changements d'orientation entamés dans les années 1990 ont certainement permis de réduire en partie leur impact environnemental.

#### La transformation du mythe de la paysannerie – conclusion intermédiaire

L'image de la paysannerie auprès de la population évoluera beaucoup dans les deux dernières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle ainsi que tout au long de ce nouveau siècle. La paysannerie passera de productrice de denrées alimentaires à protectrice de la nature, ou du moins, la transformation devait aller dans ce sens. Par le fait de multiples facteurs, l'agriculture sera remise en question : une politique de garantie des prix en inadéquation avec la situation économique, une surproduction poussant à exporter des produits subventionnés, une production intensive ne prêtant guère attention à l'environnement. Les réformes lancées dans les années 1990 forceront les paysans et paysannes à prêter une attention particulière à l'environnement s'ils souhaitaient continuer à être soutenu par la Confédération. L'USP, d'abord sceptique face à ce changement de paradigme, finira par soutenir cette nouvelle image de la paysannerie, ne voyant pas d'autres solutions face aux diverses pressions exercées sur la branche. L'organisation est, aujourd'hui, la première à faire la promotion de cet aspect multifonctionnel de l'agriculture. La population, quant à elle, se montre, aujourd'hui, globalement satisfaite vis-à-vis de

---

<sup>83</sup> SBV-USP : « Nos nouveaux ambassadeurs : « Paysans suisses. D'ici, avec passion ». : <https://www.sbv-usp.ch/fr/medias/communiqués-de-presse/archive-2018/020718-paysans-suisses/>, consulté le 20.12.2018.

cette nouvelle orientation, avec comme seul bémol persistant, l'aspect environnemental. Malgré tout, le paysan et la paysanne sont vus comme des pourvoyeurs de solutions aux problèmes auxquels notre humanité est confrontée. La figure mythique de la paysannerie évoluera donc sous la pression politique et de la population, mais conservera auprès de cette dernière cet aspect construit tout au long du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle, à savoir la garante des valeurs primitives suisses et de sa culture, confirmant la deuxième hypothèse axée sur l'évolution du mythe ainsi que la quatrième hypothèse concentrée sur l'impact politique du mythe.

### 5.5 S'identifier au paysan pour gagner

Nous l'avons vu tout au long de ce travail, le mythe de la paysannerie suisse a eu un impact notable sur le jeu politique. Durant toute la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, il sera utilisé par les libéraux souhaitant ainsi conserver leur place à la tête de l'État. Puis viendra l'alliance entre les milieux paysans et la bourgeoisie pour contrer la montée des mouvements ouvriers, en les excluant de la définition de ce qu'est être suisse. Cette figure mythique sera à nouveau fortement mobilisée durant la période marquée par la défense spirituelle, faisant de la paysannerie un élément indispensable pour le bon fonctionnement du pays ; là aussi les valeurs et ce que représente la paysannerie seront mises en avant afin de gagner deux votations successives ayant un lien avec l'agriculture après-guerre, comme vu dans le chapitre 5.3.2.

Aujourd'hui encore, d'après l'historien Matthias Weishaupt (interview), l'importance et l'influence de ce mythe est très grande. Il fait remarquer que l'homme ou la femme politique souhaitant gagner une élection aura meilleur temps de se référer à ses racines

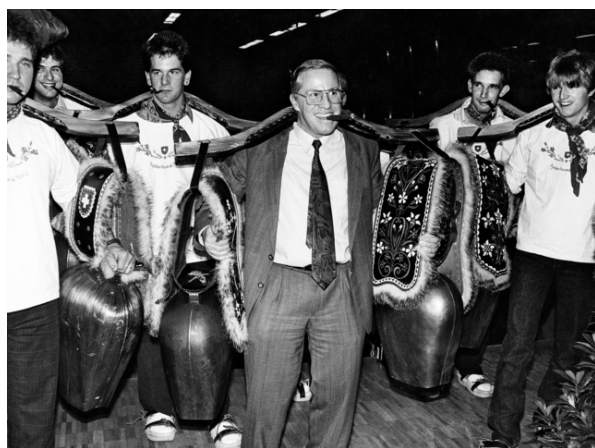


Figure 4 : Christoph Blocher portant des cloches en 1992  
(Source : <https://www.24heures.ch/suisse/christophe-blocher-defendre-prospere-pays/story/10165476>)

paysannes plutôt qu'à d'autres racines. Arborer une ceinture appenzelloise garnie de vaches ou une chemise edelweiss permet de s'identifier au monde paysan et aide, selon l'historien, à gagner les sympathies des électeurs. Un exemple étant le port de la chemise Edelweiss par deux élus UDC genevois – Céline Amaudruz et Yves Niddeger – bien que ceux-ci n'aient pas d'affiliation

direct avec le monde paysan. L'USP utilisera également ce symbole dans de nombreuses campagnes publicitaires de promo-

tion des produits agricoles suisses, alors même que cette chemise était traditionnellement portée par les lutteurs et non les paysans<sup>84</sup> – faisant écho à l'invention des traditions de Hobsbawm (2012a). Ce constat de l'influence de l'identification à la paysannerie est également partagé par le journaliste Urs Paul Engeler qui insiste, de manière quelque peu sarcastique dans un article paru en 1994, sur les gestes à adopter afin d'avoir un avantage lors d'une élection : « *Wer hierzulande ein öffentliches Amt will, ist gut beraten, ein Feld abzuschreiten, einen Stall zu besuchen oder noch eingängiger: ein Kalb zu streicheln* »<sup>85</sup> (1994). La célèbre photo du chef de file de l'UDC, Christoph Blocher, portant des cloches de vache en pleine campagne de votation sur l'adhésion de la Suisse à l'espace économique européen en 1992 fera date<sup>86</sup>, rappelant la figure mythique du paysan épris de liberté et luttant contre l'envahisseur extérieur, à l'image d'un Guillaume Tell (Weishaupt, Interview). Le mythe du paysan amène un certain nombre de normes sociales appliquées au jeu politique et permettant aux politiciens et politiciennes de se profiler – les institutions étant également pourvoyeuses de normes sociales (Scharpf, 2000 : 77). Le parti utilisant le plus cette opportunité est, sans aucun doute, l'UDC, celui-ci étant, à la base, le parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) ou parti des paysans artisans et indépendants (PAI)<sup>87</sup>. Malgré tout, d'autres partis se profilent sur ces questions, mais sous d'autres angles, à l'image des Verts qui lancèrent en 2014 l'initiative pour des aliments équitables, proposant d'exiger de l'agriculture suisse et particulièrement de produits alimentaires importés des normes environnementales et sociales plus strictes (Künzler, Salathe et Ziehli, 2018). Ils veulent, par ce biais, proposer un autre récit concernant l'agriculture.



Figure 5 : Guillaume Tell utilisé à des fins politiques (Source : <https://www.swissinfo.ch/ger/wilhelm-tell-und-das-politische-plakat/627952>)

<sup>84</sup> Le Temps : « Le voile autorisé à l'école, la chemise edelweiss devient la tenue qui dérange » : <https://www.letemps.ch/suisse/voile-autorise-lecole-chemise-edelweiss-devient-tenue-derange>, consulté le 01.11.2018.

<sup>85</sup> Traduction libre : « Quiconque veut un poste officiel serait bien avisé de se promener dans un champ, de visiter une étable ou encore plus accrocheur : caresser un veau. »

<sup>86</sup> 24 Heures : « Christoph Blocher : « Je l'ai fait pour défendre la prospérité du pays » : <https://www.24heures.ch/suisse/christophe-blocher-defendre-prospereite-pays/story/10165476>, consulté le 01.11.2018

<sup>87</sup> Dictionnaire historique de la Suisse : « Union démocratique du centre (UDC) » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>, consulté le 22.10.2018.

Dans un autre registre, le sociologue Uli Windisch nous rend attentif à la présence des figures fondatrices dans notre quotidien ainsi que dans le jeu politique. Guillaume Tell est bien entendu la figure la plus utilisée et ceci particulièrement dans le domaine politique. Sa figure est tout autant instrumentalisée par des partis de gauche comme de droite, un exemple en étant les affiches pour une campagne de votation contre le bétonnage – un Guillaume Tell au service de la protection des paysages suisses – ou contre les centrales atomiques lors de l’initiative pour la « sauvegarde des droits populaires et de la sécurité lors de la construction et de l’exploitation d’installations atomiques » dans les années 1970 (Windisch, 1992 : 1348-1349).<sup>88</sup>

---

<sup>88</sup> D’autres exemples de l’utilisation de figures mythiques lors de campagnes politiques peuvent être consultés sur le site d’information Swissinfo : « Wilhelm Tell und das politische Plakat » : <https://www.swissinfo.ch/ger/wilhelm-tell-und-das-politische-plakat/627952>, consulté le 20.08.2018.



## 6. Conclusion et réflexions

« *Nul pays ne saurait vivre sans mythes* » (Reszler, 1986 : 100)

Au lancement de ce travail de mémoire résidait l'envie d'en savoir plus sur les raisons qui font que le monde agricole bénéficie d'une place d'exception au sein du jeu politique. La perspective choisie – un travail écrit dans le cadre de la science politique, enrichi par les disciplines que sont l'Histoire, l'anthropologie et la sociologie – s'inscrit dans les méthodes qualitatives et se focalise, par là-même sur la compréhension d'un phénomène. Adoptant l'approche dite d'institutionnalisme centré sur les acteurs, il a été décidé de se concentrer sur un aspect – parmi d'autres – pouvant expliquer la position qu'occupe la paysannerie dans le système politique suisse. Cet aspect est celui du mythe entourant la paysannerie suisse. Plusieurs indices repérés lors des recherches préliminaires portaient à penser qu'un mythe autour de ce groupe de population existe en Suisse depuis quelques siècles, le mythe fondateur de la Nation parlant, par exemple, de trois paysans de montagne s'unissant pour lutter pour leur indépendance (Reszler, 1986). Partant du principe que le mythe – en tant qu'institution – a une influence sur le choix des acteurs et sur leur manière de penser, d'agir, celui-ci donnant un certain cadre dans lequel ils interagissent (Mayntz et Scharpf, 2001 ; March et Olsen, 1984), s'est posée la question de savoir ***quel rôle joue ce mythe pour expliquer le fort soutien dont l'agriculture bénéficie au sein du parlement fédéral ainsi qu'auprès de la population ?***

Le mythe a été compris, dans ce travail, comme un récit mélangeant éléments fictionnels et réels, qui se manifeste, à l'échelle collective, sous la forme du mythe politique, celui-ci étant instrumentalisé en politique au service de l'idéologie qui l'utilise (Weishaupt, Interview ; Eliade, 1957). Il permet aux gouvernants d'associer les égoïsmes individuels à une action collective, par le biais de modèles à suivre, de règles à respecter, permettant, par là-même, à la société de sortir de crises qui la menacent (Reszler, 1986). Le mythe est indispensable au façonnement de collectivités imaginaires, car il fournit des valeurs, des rites et des visions communes (Harari, 2015). Il apparaît particulièrement lorsqu'une communauté cherche à se forger une identité, permettant de lui apporter une structure stable. Finalement, celui-ci évolue avec le temps, s'adaptant aux situations, lui permettant ainsi de perdurer (Baros, 2009).

Avant de se lancer dans la recherche de réponses, il a tout d'abord été nécessaire de regarder en quoi la population paysanne bénéficie de cette position d'exception. L'un des indicateurs les plus parlants est certainement le classement effectué annuellement par l'OCDE qui compare ses pays membres en ce qui concerne les aides attribuées à

l'agriculture. La Suisse se situe dans le classement de tête, les agriculteurs et agricultrices tirant, en moyenne, 60% de leur revenu d'aides étatiques, pour la plupart sous la forme de paiements directs. Ce chiffre est, en moyenne, de 18% parmi l'ensemble des pays membre de l'OCDE (OECD, 2018). Ceci s'explique par le fort soutien des élus fédéraux envers la paysannerie. Environ 51 élu-e-s sur 246 ont des liens d'intérêt avec le monde agricole, alors que cette population s'élève à quelques 3% de la population suisse et que cette représentation ne peut pas vraiment s'expliquer par la force économique de ce milieu (un élément qui explique la puissance d'autres groupes d'intérêt présents au parlement). Ce soutien se manifeste par des dépenses et des mesures étatiques faisant de ce poste de dépense le sixième plus important du budget de la Confédération, représentant quelques 5.5% de ce dernier en 2016 (OFAG, 2017a). Les élu-e-s siégeant sous la coupole fédérale ont maintes fois limité les restrictions budgétaires que le Conseil fédéral souhaitait imposer à ce poste de dépense, s'opposant également aux plans du Conseil fédéral pour une plus grande ouverture des marchés agricoles. La population, elle aussi, soutient le modèle agricole que l'on connaît depuis la fin des années 1990, même si une majorité estime que les atteintes sur l'environnement sont encore à réduire (Gfs.bern, 2017). Cela se traduira par la large acceptation du contre-projet proposé par le parlement à l'initiative de l'USP sur la sécurité alimentaire (Milic *et al.*, 2017). Ce soutien provient également certainement de la médiatisation de la situation des paysans et paysannes de ce pays – une hypothèse qui pourrait faire l'objet d'un travail futur<sup>89</sup>. Le soutien dont bénéficient les agriculteurs et agricultrices est toutefois à relativiser lorsque l'on se penche sur la situation psychologique et économique que connaît une partie de cette population. En effet, celle-ci a un risque de suicide 37% plus élevé que la moyenne suisse, énormément de producteurs et productrices se trouvant dans une situation de détresse psychologique élevée (Droz *et al.*, 2014).

Ces différentes constatations ont ensuite permis d'aborder les quatre hypothèses de travail donnant une structure au questionnement. Pour y répondre, il a été décidé d'utiliser une méthode permettant de partir sur les traces de ce mythe, le « *process tracing* ». Cette méthode, souvent utilisée dans le cadre de la recherche en science politique (Siewert, 2017), s'inscrit dans la catégorie plus large d'analyse de cas dans une vision qualitative de la recherche (Thomas, 2007). Elle s'approche du travail d'un détective partant sur les traces permettant de déterminer le lien de causalité entre variable dépendante et

---

<sup>89</sup> De nombreux documentaires audio et vidéo produits par les médias publics présentent une situation particulièrement dure et tragique de la paysannerie Suisse. Ainsi en est-il de la série documentaire produite par l'émission radio « Vacarme » sur les producteurs laitiers (« *Produire du lait en Suisse : comment survivre ?* », des documentaires vidéo de l'émission « Temps Présent » sur le suicide paysan en suisse romande (« *Paysans en détresse* ») et la reprise des domaines agricoles (« *Quand je serai grand, je serai paysan* »).

indépendantes ; dans ce présent travail, entre le soutien dont bénéficie la paysannerie et le mythe entourant cette dernière. Pour cela, un travail d'analyse de la littérature existante a été effectué, appuyé par un entretien semi-directif mené avec l'historien spécialiste de l'histoire de la paysannerie suisse, Matthias Weishaupt. La première hypothèse se penchait sur le moment d'émergence du mythe du paysan, postulant que celui-ci intervient lors de l'unification de la Suisse en fédération en 1848, les élites politiques ayant besoin de former une identité collective à des fins politiques (Baros, 2009 ; Mayntz et Scharpf, 2001). Nous l'avons vu, le politique s'est emparé d'un récit déjà existant pour l'instrumentaliser afin de consolider son pouvoir. Les élites libérales de la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle en sont revenus aux origines supposées de la Suisse, au pacte fondateur de 1291, conclu entre trois États paysans des montagnes de Suisse centrale pour construire une identité commune et collective à l'ensemble de la Suisse. Ne pouvant se référer à des origines ethniques et culturelles semblables à l'entier du territoire, ils en reviendront à ce mythe fondateur dont la littérature de voyage s'était déjà emparée quelques décennies plus tôt. Les paysans et paysannes ont été idéalisés par la bourgeoisie éduquée européenne et suisse, à la recherche des traces d'une liberté originelle (Weishaupt, 1992), faisant du paysan suisse, un « *Bon sauvage au sang non-vicié* » respectant « *les principes d'équilibre transmis d'âge en âge* » (Reszler, 1986 : 52). Des récits tels que la pièce de théâtre « *Guillaume Tell* » de Schiller, paru en 1804, auront un impact sur l'image que se feront les suisses ainsi que les étrangers du pays (Reszler, 1986). Ceux qui s'attèleront à l'écriture de l'historiographie nationale se reposeront donc sur ces récits, faisant des paysans libres de montagne les fondateurs du pays (Weishaupt, 1992a). Le mythe prend, ici, donc bien la forme d'un récit de création originelle, utilisé dans le cadre politique par les gouvernants pour fonder un esprit collectif (Reszler, 1986 ; Eliade, 1957). Pour cela, nous l'avons vu, ces derniers utiliseront ce processus qu'Eric Hobsbawm nomme l'invention de traditions en s'emparant des costumes, chansons populaires et rites des paysans et paysannes qui sont vu comme les « *dépositaires de la continuité historique et de la tradition* » (Hobsbawm, 2012a : 34). Mais, comme constaté, la construction historiographique ici présente reste de l'ordre du mythe, car la réalité historique ne correspond pas au récit rapporté, tant du pacte fondateur de la Suisse que de la situation des paysans du 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècle (Weishaupt, 1992a).

La deuxième hypothèse postulait, quant à elle, que le mythe s'adapte au contexte socio-politique, pour être continuellement utilisé par le politique (Baros, 2009 ; Scharpf, 2000). L'émergence de l'Union Suisse des Paysans avec, à sa tête, l'emblématique Ernst Laur, sera l'occasion d'une réactivation et d'un renforcement de ce mythe de la paysannerie suisse, utilisé à des fins de compensation face aux transformations structurelles et so-

ciales. Ernst Laur fera de la paysannerie la base inconditionnelle du pays : « *Ohne Bauern keine Eidgenossenschaft* » (Tanner, 1992 : 10). La figure du paysan sera, de plus, utilisé par la bourgeoisie pour lutter contre la montée du socialisme au début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec comme point d'orgue la mise en opposition entre les deux lors de la grève générale de 1918 (Baumann, 1993). C'est ainsi que la figure mythifiée du paysan sera utilisée pour exclure une partie de la population (Weishaupt, Interview), alors qu'elle fut, auparavant, mobilisée pour unifier l'ensemble de la nation. Plus tard dans ce même siècle, le paysan et la paysanne seront vu par deux fois comme les sauveurs de la nation, de par l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire durant les deux guerres mondiales. Comme analysé, le discours politique omettra d'inclure – dans son récit de guerre – les mesures de rationnement alimentaire pour expliquer cette augmentation du taux d'auto-provisionnement ou encore les différents accords passés avec les pays en guerre, nécessaires pour survivre (Baumann, 1993 ; Maurer, 1985 ; Baumann et Moser, 1999). Malgré tout, ces deux périodes marqueront durablement les esprits, et particulièrement les mesures prises dans le cadre du Plan Wahlen, qui érigea le paysan en sauveur et garant de l'indépendance de la nation. Cette glorification de la paysannerie aura un impact politique immédiat, des mesures étant prises tant après la première que la deuxième guerre mondiale, afin d'augmenter la production et soutenir la paysannerie. L'image que la population se fera de cette dernière changera légèrement, s'éloignant du romantisme du 19<sup>ème</sup> siècle, pour passer à une vision plus productiviste de cette figure. Plus tard dans ce siècle, le mythe entourant la paysannerie sera considérablement affaibli par la génération n'ayant pas connu les crises alimentaires des deux guerres et s'apercevant que les méthodes de production appliquées durant le long 20<sup>ème</sup> siècle détruisaient l'environnement. La figure paysanne perdant de son prestige, des changements d'orientation auront lieu dans les années 1990, le politique faisant, petit-à-petit, du paysan et de la paysanne des protecteurs de la nature, avec le soutien de l'USP – toutefois d'abord sceptique et réticente à changer de cap (Forney, 2012). Ce changement de statut se fait sentir jusqu'à aujourd'hui où le paysan et la paysanne suisses sont vus comme l'une des solutions aux problèmes globaux (Serreau, 2010). Il permet également au monde paysan de se placer politiquement, gagnant des votations telle que celle demandant l'inscription du principe de sécurité alimentaire dans la Constitution en 2017 (Milic *et al.*, 2017) ; une image entretenue par l'USP par le biais de sa communication visuelle.

La troisième hypothèse se focalisait sur les groupes d'intérêt affiliés au monde paysan et postulait que ceux-ci nourrissent et se nourrissent simultanément du mythe de la paysannerie suisse (Weishaupt, Interview ; Mach, 2015 ; Scharpf, 2000). Le focus a été particulièrement mis sur l'Union Suisse des Paysans qui a dominé ce domaine jusque

dans les années 1980, où, petit-à-petit, les défenseurs d'une autre forme d'agriculture – plus proche de l'environnement et du bien-être animal – vont émerger (Kriesi et Trechsel, 2008). Avant cela, l'USP exerçait un quasi-monopole en ce qui concerne la représentation paysanne, l'organisation profitant dès son émergence à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle d'une position privilégiée (Mach, 2015), une position qui sera parfaitement utilisée par Ernst Laur, le premier secrétaire de l'organisation qui en deviendra par la suite président. En effet, il instrumentaliserait comme personne la figure mythifiée du paysan et de la paysanne pour en faire des éléments indispensables à la survie de la Suisse, la paysannerie devenant la base morale du pays – des modèles de vertus et de bonne conduite (Weishaupt, 1992a). Cette stratégie sera utilisée par Laur pour contrer les changements structurels qui minaient l'agriculture et permettra de s'allier au bloc bourgeois pour s'opposer aux mouvements socialistes, ceux-ci étant vu comme des ennemis internes (Baumann, 1993). L'USP s'illustrera, durant les deux guerres, par sa propagande en faveur d'une Suisse qui glorifie sa paysannerie ; profitant de la propagande pratiquée par les autorités et d'autres organes issus de la société civile dans le cadre de la défense spirituelle (Im Hof, 1991 ; Weishaupt, Interview). Cela renforcera l'USP, ainsi que les intérêts paysans de manière générale, les premiers partis paysans faisant une apparition fracassante après la première guerre mondiale au niveau cantonal tout d'abord (Baumann, 1993). Après la deuxième guerre mondiale, l'USP réussira finalement à imposer sa vision, les conditions cadres en faveur des paysans et paysannes devenant particulièrement élevées. Ceci fut vu comme une manière de récompenser l'effort de guerre, la nouvelle loi sur l'agriculture de 1951 allant en leur avantage (Popp et Streckeisen, 2001 ; Meyer et Bräm, 1992 ; Widmer, 2013). Après-guerre, l'USP utilisera d'autres moyens d'action pour faire parler d'elle et des revendications paysannes, ne se contentant plus d'être impliquée dans la mise en œuvre des politiques ainsi que dans le processus de consultation. Les manifestations de 1954 (20'000 manifestants) et de 1961 (40'000 manifestants) en sont un exemple. Plus tard dans ce siècle, l'USP continuera à défendre le système agricole né des deux guerres, ne voulant pas d'un changement d'aides pour passer à un système de paiement direct. Sous diverses pressions, ils se rendront toutefois compte que c'était la seule solution pour continuer à soutenir la paysannerie (Sciarini et von Holzen, 1995). Ils se réapproprièrent petit à petit cette nouvelle image du paysan et de la paysanne, comme protecteur de la nature, des paysages et des animaux, jusqu'à aujourd'hui où leurs campagnes de publicité se focalisent sur ces aspects (Fomey, 2012).

La quatrième hypothèse postulait que ce présent mythe a une influence sur la prise de décision des citoyens et citoyennes et des parlementaires ainsi que sur le jeu politique

de manière plus générale. C'est certainement l'hypothèse la plus ardue à défendre, l'influence du mythe n'étant pas mesurable mathématiquement. Malgré tout, comme nous l'avons vu, quelques exemples semblent pouvoir confirmer cette hypothèse. Lors de la première vague d'instrumentalisation politique du mythe de la paysannerie suisse, l'élite libérale souhaitait unir tout un pays autour de valeurs, figures et bases historiques communes. Aujourd'hui encore, les mythes sur lesquels ils se reposèrent forment une certaine identité de la Suisse (les clichés habituels d'un pays montagneux, peuplé de paysans et paysannes et de leurs vaches) ; « l'invention des traditions » semble toujours fonctionner (Hobsbawm, 2012a). Le discours du nouveau président de la Confédération pour l'année 2019 en est peut-être une preuve supplémentaire : Ueli Maurer faisant de la vache en bois un symbole des valeurs et traditions suisses. L'USP instrumentalisera ce mythe pour s'illustrer pour la première fois sur la scène nationale au début du 20<sup>ème</sup> siècle, lors de la votation sur les tarifs douaniers. Suite à la première guerre mondiale, l'agriculture bénéficiera d'un soutien étatique qu'elle ne connaissait pas avant-guerre ; ce secteur étant fortement libéralisé. Les céréales seront protégées des importations concurrentes, la Confédération se rendant compte de l'importance de cette denrée. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la politique agricole sera encore plus protégée de la concurrence externe. Dans les deux cas, la propagande mettant le paysan et la paysanne et leur travail à l'honneur ont permis de surévaluer le rôle que ceux-ci auront durant les conflits. Les restrictions alimentaires ainsi que les accords avec les pays en guerre expliquant une grande partie de cette survie alimentaire (Baumann, 1993 ; Baumann et Moser, 1999 ; Maurer, 1985). Ceci influencera la direction donnée à la politique agricole durant toute la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup>, celle-ci étant considérée comme étant « *un pilier de l'indépendance du pays et de la sécurité nationale, au même titre que l'armée* » (Droz *et al.*, 2014 : 24). Le mythe de la paysannerie suisse jouera également un rôle dans le maintien d'une forme d'aide étatique envers les agriculteurs et agricultrices au tournant du siècle, les autorités ainsi que le corps électoral décidant de défendre le principe de multifonctionnalité, alors qu'une libéralisation complète du secteur aurait également été possible, comme ce fut le cas en Nouvelle-Zélande (Gouin et Fairweather, 1995). La protection des paysans et paysannes est aujourd'hui encore d'actualité, une majorité du parlement fédéral refusant d'alléger les protections douanières dans le cadre de futurs accords de libre-échange. Les débats sur la vue d'ensemble à moyen terme du développement de la politique agricole du Conseil fédéral ou les discussions entourant l'huile de palme et de colza sont deux exemples parmi d'autres de cette volonté clairement exprimée par l'organe législatif. Le corps électoral, pour sa part, défend également des positions similaires, celui-ci ayant accepté le contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire principalement pour encourager la production indigène (Milic *et*

*al.*, 2017). Finalement, nous avons vu que la figure du paysan et les symboles qui s'y rattachent ont souvent été utilisés dans la politique pour gagner des votations, que ce soit la figure mythifiée d'un Guillaume Tell – représenté en berger – protégeant le pays du bétonnage des paysages, ou Christoph Blocher se mettant en scène en paysan porteur de cloches (Windisch, 1992 ; Weishaupt, Interview).

Ces divers éléments de réponse permettent d'aborder avec plus de sérénité la question de recherche. Quel est donc le rôle que joue ce mythe au sein du système politique suisse pour expliquer le fort soutien dont bénéficie l'agriculture ? Le mythe entourant la paysannerie suisse a toujours été l'objet d'une instrumentalisation politique depuis la création de la Suisse moderne en 1848, et possède un rôle particulièrement important pour expliquer cette situation d'exception. Il agira de multiples manières. Il aura, tout d'abord, pour fonction d'unifier (Reszler, 1968) ; d'unifier tant la paysannerie entre elle que la Suisse en tant que Nation. En effet, pour reprendre tout d'abord le premier cas, la paysannerie, particulièrement par l'action d'Ernst Laur, sera formatée en bloc homogène alors que cette population a toujours été caractérisée par une grande hétérogénéité, l'écart entre petits paysans et grands propriétaires pouvant être significatif quant à leur situation socio-économique (Baumann et Moser, 1999 ; Meyer et Bräm, 1992 ; Weishaupt, Interview). Laur utilisera ce mythe afin de faire des paysans et paysannes une force politique de première importance sur la scène nationale tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, même si – il faut le préciser – cela ne trouvera, au départ, qu'un succès relatif auprès de la paysannerie elle-même, influençant bien plus le reste de la population (Baumann, 1992 ; 1993). Le mythe de la paysannerie servira, de plus, à unifier à plusieurs reprises et de manière différentes la Suisse en tant que collectivité, le mythe étant un moyen, pour un groupement social, de se forger une identité (Baros, 2009). En effet, les élites libérales seront les premières, au sortir de la guerre du Sonderbund en 1847, à faire référence à ce mythe afin de pouvoir assurer une certaine stabilité de leur pouvoir précaire dans une Suisse fortement divisée entre libéraux et conservateurs. La création d'une identité collective mettra en exergue le paysan et la paysanne suisse en tant que fondement de la Nation, toute affiliation à ce monde étant, dès lors, avantageux pour les politiques et ceci jusqu'à aujourd'hui (Weishaupt, Interview). Le paysan sera une figure « sur-évaluée » qui, plus tard, sera à nouveau vu comme le garant d'une stabilité dans une société connaissant des changements sociaux très rapides : créer une identité collective dans une société en grande transformation ; créer un monde sain face à l'industrialisation et à la modernisation (Kreis, 1992 ; Weishaupt, Interview). Durant les deux guerres, la figure du paysan sera également fortement mobilisée pour en faire le garant d'une identité collective et ce particulièrement dans le cadre de la période marquée par

la défense nationale, où des mouvements, tels que la Ligure du Gothard prônant un renouveau intérieur des individus axés sur l'armée, la terre et le travail ; une manière de contrer la propagande venue de l'extérieur (Maurer, 1985). Mais, au-delà de la fonction unificatrice de ce mythe, il aura également pour fonction d'exclure une partie de la population, de par le cadre institutionnel qu'il mettra en place (Mayntz et Scharpf, 2001). L'exemple du bloc créé par l'USP et la bourgeoisie contre les mouvements ouvriers et socialistes dans les années 1910-1920 en est un exemple (Baumann, 1993). Malgré tout, ce cadre dans lequel interagissent les acteurs est en conflit avec d'autres institutions, d'autres cadres régulant les actions des acteurs. Au fil du temps, le mythe de la paysannerie suisse sera confronté au cadre formé par la pensée économique libérale ou écologique, s'adaptant en partie à ces (nouveaux) discours pour maintenir son influence sur le jeu politique. Finalement, le rôle important que le mythe de la paysannerie revêt dans le jeu politique suisse ne peut être séparé de son instrumentalisation lors des deux guerres mondiales. La construction d'un récit faisant du paysan et de la paysanne les sauveurs et sauveuses de la Nation, tant après la première que la deuxième guerre mondiale, permettra au monde agricole de profiter d'une position d'exception en comparaison à d'autres groupes de population et d'autres branches économiques (Popp et Streckeisen, 2001 ; Baumann, 1993). L'agriculture se verra attribuer des exceptions à la liberté économique, comme nous l'avons vu, dans le cadre de la révision des articles économiques en 1947 (Linder *et al.*, 2010). Ces deux guerres marqueront la politique agricole durant toute la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (Baumann, 1993, Popp et Streckeisen, 2001). Ce mythe mouvant – s'adaptant au contexte socio-politique afin de perdurer (Baros, 2009) – réussira à inclure les critiques formulées à l'encontre de l'agriculture pratiquée après-guerre (avec ses dérives environnementales, de surproduction et de hausse des prix), élargissant la base de soutien dont la paysannerie bénéficie. Au-delà des cercles conservateurs classiques, c'est également des groupements politiques tels que les Verts qui soutiennent l'agriculture ; mais une autre forme d'agriculture, plus écologique et sociale, celle-ci étant vue comme l'une des solutions à la crise environnementale et globale que nous connaissons (Serreau, 2010). L'institutionnalisme centré sur les acteurs postule que les acteurs du jeu politique créent et influencent les institutions, qui, elles-mêmes, influencent en retour l'interaction entre acteurs (Baumgartner, 2010) ; le mythe de la paysannerie suisse en est un exemple parfait.

Malgré tout, ce travail comporte quelques lacunes qui auraient permis de rendre le lien entre variables dépendante et indépendante – entre la situation privilégiée dont profite l'agriculture en Suisse et le mythe de la paysannerie – plus prégnant. En effet, l'époque actuelle n'a été que trop peu analysée. En cause, le manque de recul permettant aux



historiens d'analyser la situation. En effet, la grande partie des sources utilisées dans ce travail proviennent d'historiens s'étant penché sur la paysannerie suisse du 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle. La période partant de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle à aujourd'hui n'a pas encore été l'objet d'une littérature foisonnante. Certes, quelques ouvrages ont été écrits sur les évolutions récentes de la politique agricole, mais l'instrumentalisation en tant que telle de la figure du paysan par le politique durant cette période temporelle pourrait faire l'objet d'un approfondissement. Un travail futur pourrait se pencher sur cette évolution récente, par l'analyse des discours tenus par les divers représentants de la paysannerie (l'USP, les parlementaires ayant des liens d'intérêt, le Conseil fédéral, les autres groupes d'intérêt agricole), en tenant, par exemple, également compte de l'identité visuelle actuellement reliée à la paysannerie et propagée par les campagnes publicitaires de l'USP ou d'autres organes (pensons aux promotions pour un certain fromage mettant en scène trois « appenzellois » en habit traditionnel). Cela serait d'autant plus pertinent que le mythe est construit par une narration à chaque fois renouvelée. Un récit – pensé à des fins politiques et stratégiques – est délivré par les représentants de la paysannerie. L'analyser plus spécifiquement permettrait donc d'en apprendre plus sur le renouvellement de cette figure mythique. Une autre lacune de ce travail est la prise en compte que partielle du rôle joué par l'UDC et sa formation antérieure, le PAI/PAB, dans l'instrumentalisation de ce mythe de la paysannerie. Ce parti a, en effet, une histoire intimement liée à la paysannerie, étant le premier groupement politique les représentant explicitement. Le focus a, ici, été majoritairement mis sur le rôle de l'USP qui a été un catalyseur de la représentation des intérêts paysans, tant au niveau cantonal que fédéral.

Il reste beaucoup à faire dans ce domaine, particulièrement dans le cadre de l'approche choisie – l'institutionnalisme centré sur les acteurs. Il serait, par exemple, justement très intéressant de se pencher sur le jeu entre les acteurs – considéré comme « cause première » par Mayntz et Scharpf (2001 : 102) – dans ce contexte institutionnel marqué par le mythe de la paysannerie. Ou, pour rester dans la perspective abordée dans ce présent travail, mener une recherche comparative entre différentes « vaches sacrées » de la politique suisse (pensons à l'armée ou à la SSR-SRG par exemple). La perspective comparative pourrait également être appliquée pour effectuer une comparaison internationale entre différents pays ayant connu des mouvements idéologiques similaires – pensons à l'Allemagne et l'idéologie « Blut und Boden » ou le Tyrol qui verra un récit de fondation de la Nation similaire à celui propagé en Suisse ; des paysans de montagne luttant pour leur indépendance (Weishaupt, 1992a) – pour voir en quoi l'évolution de ce mythe diffère dans son utilisation et son influence sur le jeu politique ; voir en quoi ce mythe s'est inscrit, ou non, comme récit liant la société, car, comme le dit l'historien André Reszler : « *Nul pays ne saurait vivre sans mythes* » (1986 : 100).

## 7. Bibliographie

### Ouvrages

- Baumgartner, Sabrina. *Die Regierungskommunikation der Schweizer Kantone : Regeln, Organisationen, Akteure und Instrumente im Vergleich*. 1. Aufl. Wiesbaden : VS- Verlag für Sozialwissenschaften, 2010.
- Baumann, Werner. *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*. Zürich: Orell Füssli Verlag, 1993.
- Baumann, Werner et Peter Moser. *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*. Zürich : Orell Füssli, 1999.
- Bolle-Zemp, Sylvie. *Le réenchantement de la montagne. Aspects du folklore musical en Haute-Gruyère*. Genève : Editions Georg, 1992.
- Campenhoudt, Luc Van et Raymond Quivy. *Manuel de recherche en sciences sociales - 4e édition*. 4e édition revue et augmentée. Paris : Dunod, 2011.
- Chappuis, Jean-Marc et al., *L'agriculture dans son nouveau rôle*. 1re éd. Lausanne : PPUR, 2008.
- Corni, Gustavo, et Horst Gies. *Blut und Boden. Rassenideologie und Agrarpolitik im Staat Hitlers*. Idstein : Schulz-Kirchner Verlag, 1994.
- Crettaz, Bernard et Yvonne Preiswerk. *Le pays où les vaches sont reines*. Sierre : Editions Monographic S.A., 1986.
- Droz Yvan, et al., *Malaise en agriculture. Une approche interdisciplinaire des politiques agricoles France-Québec- Suisse*. Paris : Karthala, 2014.
- Eliade, Mircea. *Mythes, rêves et mystères*. Paris: Editions Gallimard, 1957.
- Eliade, Mircea. *Mythos und Wirklichkeit*. Frankfurt am Main: Insel Verlag, 1988 (1963).
- Forney, Jérémie. *Éleveurs laitiers : peuvent-ils survivre ?*. 1ère éd. Le savoir suisse. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2012.
- George, Alexander L. et Andrew Bennett. *Case studies and theory development in the social sciences*. Cambridge: BCSIA Book, 2005.
- Gläser, Jochen et Grit Laudel. *Experteninterviews und qualitative Inhaltsanalyse*. 3., überarbeitete Auflage. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2009.

- Harari, Yuval Noah. *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*. Paris : Albin Michel, 2015.
- Hildebrandt, Achim et al., *Methodologie, Methoden, Forschungsdesign: Ein Lehrbuch für fortgeschrittene Studierende der Politikwissenschaft*. Wiesbaden: Springer Fachmedien Wiesbaden, 2015.
- Im Hof, Ulrich. *Mythos Schweiz. Identität – Nation – Geschichte. 1291-1991*. Zürich : Verlag NZZ, 1991.
- Kriesi, Hanspeter et Alexander H. Trechsel. *The Politics of Switzerland. Continuity and Change in a Consensus Democracy*. Cambridge University Press: Cambridge, 2008.
- Linder, Wolf et al., *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen 1848 - 2007*. 1., Auflage. Bern : Haupt Verlag, 2010.
- Mach, André. *Groupes d'intérêt et pouvoir politique*. 1<sup>ère</sup> édition. Lausanne : PPUR, 2015.
- Maurer, Peter. *Anbauschlacht. Landwirtschaftspolitik, Plan Wahlen, Anbauwerk : 1937-1945*. Zürich : Chronos, 1985.
- Popp, Hans W. et Willy Streckeisen. *Le siècle de la révolution agricole : l'agriculture et la politique agricole suisses au 20e siècle*. Lausanne : Diff. Agri, 2001.
- Reszler, André. *Mythes politiques modernes*. Paris : Archives Karéline, 2010.
- Reszler, André. *Mythes et identité de la Suisse*. Genève : Georg Editeur, 1986.
- Sartre, Jean-Paul. *Saint Genet. Comédien et martyr*. Paris: Gallimard, 2011
- Scharpf, Fritz W. *Interaktionsformen: akteurzentrierter Institutionalismus in der Politikforschung*. UTB für Wissenschaft. Uni-Taschenbücher. Opladen: Leske Budrich, 2000.
- Schiller, Friedrich. *Guillaume Tell*. Paris : L'Arche Editeur, 2003.
- Sciarini, Pascal. *La Suisse face à la communauté européenne et au GATT. Le cas test de la politique agricole*. Genève : Éditions Georg, 1994.
- Sciarini, Pascal et Madeleine von Holzen. *La Suisse face à ses paysans : GATT - Europe*. Collection Europe. Genève: Éditions Georg, 1995.
- Serreau, Coline. *Solutions locales pour un désordre global*. Paris: Actes Sud, 2010.
- Weishaupt, Matthias. *Bauern, Hirten und « frume edle puren ». Bauern- und Bauernstaatsideologie in der spätmittelalterlichen Eidgenossenschaft und der nationalen*

*Geschichtsschreibung der Schweiz*. Basel und Frankfurt am Main: Helbing & Lichtenhahn, 1992a.

Wimmer, Andreas. *Nationalist Exclusion and Ethnic Conflict: Shadows of Modernity*. Cambridge : Cambridge university Press, 2002.

#### Articles et contributions à des ouvrages collectifs

Baumann, Werner. « Bauernstandsideologie und Rolle der Bauern in der Schweizer Politik nach der Jahrhundertwende ». In : Albert Tanner et Anne-Lise Head-König (Hg.). *Die Bauern in der Geschichte der Schweiz*. Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Heft 10, 10. Jg., Zürich: Chronos, 1992 : 207-217.

Baros, Linda Maria. « A la recherche d'une définition du mythe ». *Philologica Jassyensia* 2(10). 2009 : 89-98.

Bodiguel, Maryvonne. « Bauerngesellschaft. Von Gebrauch eines Mythos ». In : Robert Hettlage. *Die post-traditionale Welt der Bauern*. Frankfurt/Main, New York: Campus Verlag. 1989 : 237-246.

Bovey, Audrey. « Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenpolitik, palme, 2017-2018 ». Bern : *Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern*. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), consulté le 29.12.18.

Collier, David. « Understanding Process Tracing ». *PS: Political Science & Politics*, 44(4). 2011: 823-830.

Daugbjerg, Carsten et Alan Swinbank. « Three Decades of Policy Layering and Politically Sustainable Reform in the European Union's Agricultural Policy ». *Governance*, 29(2). Avril 2016 : 265-80.

Engeler, Urs Paul. « Der Tanz ums Kalb. Der Bauer als Bilderbuchschweizer – eine Fiktion ». *NZZ Folio*, September 1994.

Erjavec, Karmen et Emil Erjavec. « Changing EU agricultural policy discourses? The discourse analysis of Commissioner's speeches 2000–2007 ». *Food Policy*, 34(2). Avril 2009 : 218-26.

Erjavec, Karmen et Emil Erjavec. « 'Greening the CAP' – Just a fashionable justification? A discourse analysis of the 2014–2020 CAP reform documents ». *Food Policy*, 51(Supplement C). Février 2015 : 53-62.

- Gava, Roy *et al.*, « Interests groups in Parliament: Exploring MP's interest affiliations (2000-2011) ». *Swiss Political Science Review*, 23(1). 2016 : 77-94.
- Gouin, Daniel-Mercier *et al.*, « La réforme de la politique agricole en Nouvelle-Zélande : un modèle ou un cas spécifique ? ». *Economie rurale*, 227. 1995 : 21-27.
- Hobsbawm, Eric. « Inventer des traditions ». In : Eric Hobsbawm, et Terence Ranger (dir.). *L'invention de la Tradition*. Paris : Éditions Amsterdam. 2012a : 27-41.
- Hobsbawm, Eric. « Production de masse des traditions et traditions productrices de masses : Europe, 1870-1914 ». In : Eric Hobsbawm et Terence Ranger (dir.). *L'invention de la Tradition*. Paris : Éditions Amsterdam. 2012b: 285-328.
- Kreis, Georg. « La question de l'identité nationale ». In : Paul Hugger. *Les Suisses. Modes de vie, traditions, mentalités*. Lausanne: Editions Payot. 1992: 781-800.
- Künzler, Johanna, Laura Salathe et Karel Ziehli, « Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Fair-Food-Initiative, 2014-2018 ». Bern : *Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern*. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), consulté le 19.12.18.
- Künzler, Johanna, Laura Salathe et Karel Ziehli, « Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Für Ernährungssicherheit, 2014-2017 ». Bern : *Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern*. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), consulté le 03.01.2019.
- March, James G. et Johan P. Olsen. « The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life ». *American Political Science Review*, 78(3). Décembre 1983 : 734-49.
- Mayntz, Renate et Fritz W. Scharpf. « L'institutionnalisme centré sur les acteurs ». *Politix*, 55(3). Septembre 2001 : 95-123.
- Meyer, Leo et Esther Bräm. « L'agriculture et la politique agricole au cours des siècles ». In : Paul Hugger. *Les Suisses. Modes de vie, traditions, mentalités*. Lausanne: Editions Payot. 1992: 975-1001.
- Siewert, Markus B. « Process Tracing ». In : Sebastian Jäckle. *Neue Trends in den Sozialwissenschaften. Innovative Techniken für qualitative und quantitative Forschung*. Secaucus: Springer. 2017 : 273-305.
- Tanner, Albert. « Einleitung : Die Bauern in der Schweizer Geschichte ». In : Albert Tanner et Anne-Lise Head-König (Hg.). *Die Bauern in der Geschichte der*

- Schweiz*. Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Heft 10, 10. Jg., Zürich: Chronos. 1992 : 9-21.
- Tilly, Charles. «Western State-Making and theories of political transformation». In: Charles Tilly. *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton: Princeton University Press. 1975: 601-638.
- Thomas, Craig. « Internal Validity: Process Tracing ». In : John Gerring. *Case Study research. Principles and Practices*. Cambridge: Cambridge University Press. 2007: 172-185.
- Weishaupt, Matthias. « Hirten, „Bauern & Bürger“ und Bauernsoldaten. Die ideologische Vereinnahmung der mittelalterlichen Bauern in der nationalen Geschichtsschreibung der Schweiz ». In : Albert Tanner et Anne-Lise Head-König (Hg.). *Die Bauern in der Geschichte der Schweiz*. Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Heft 10, 10. Jg., Zürich: Chronos Verlag, 1992b : 23-39.
- Weishaupt, Matthias. « Bruderliebe und Heldentod. Geschichtsbilder und Geschichtskultur in Festreden am schweizerischen Schützenfest in Glarus 1847 ». In : Andreas Ernst, Albert Tanner et Matthias Weishaupt (Hg.). *Revolution und Innovation. Die konfliktreiche Entstehung des schweizerischen Bundesstaates von 1848*. Zürich : Chronos Verlag, 1998 : 61-78.
- Widmer, Conrad. « Politisch-administrative Strukturen und Umsetzungsprozesse der Landwirtschaftspolitik ». In: Andreas Ladner, Jean-Loup Chappelet, Yves Emery, Peter Knoepfel, Luzius Mader, Nils Soguel und Frédéric Varone (Hg.). *Handbuch der öffentlichen Verwaltung in der Schweiz*. Zürich : Verlag Neue Zürcher Zeitung. 2013 : 759-786.
- Windisch, Uli. « Les mythes nationaux au quotidien ». In : Paul Hugger. *Les Suisses. Modes de vie, traditions, mentalités*. Lausanne: Editions Payot. 1992: 1343-1349.
- Ziehli, Karel. « Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Suppression des contributions à l'exportation pour les produits agricoles transformés ». Bern : *Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern*. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), consulté le 20.11.18.

### Rapports, études et documents officiels

Brandenberg, Andreas et Dominik Georgi. « Die Erwartungen der schweizerischen Bevölkerung an die Landwirtschaft – Studie zuhanden des Bundesamtes für Landwirtschaft BLW ». *Hochschule Luzern – Wirtschaft*, août 2015.

Confédération suisse. *Feuille fédérale n°12*. Bern. 28.03.2017.

Confédération suisse. *Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999*. État: le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Gfs.bern. « Studie “Gesellschaftliche Wünsche hinsichtlich landwirtschaftlicher Wirtschaftsweisen und Strukturen“. Schlussbericht zur quantitativen Hauptstudie ». *Gfs.bern im Auftrag des Bundesamtes für Landwirtschaft*. Bern. 19.09.2017.

Le Conseil fédéral. *Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole*. Berne. 01.11.2017.

Milic Thomas *et al.*, « Enquête VOTO relative à la votation populaire fédérale du 24 septembre 2017 ». *ZDA, FORS, LINK*. Aarau/Lausanne/Lucerne. Novembre 2017.

OECD. *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2018*, Paris: OECD Publishing, 2018.

OFAG. *Rapport agricole 2017*. Berne. 2017a.

OFAG. *Rapport agricole 2017. Synthèse*. Berne. 2017b.

OFEV/OFAG. *Objectifs environnementaux pour l'agriculture. Rapport d'état 2016*. Berne. 2016.

Tresch, Anke *et al.*, « VOTO-Studie zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 23. September 2018 ». *ZDA, FORS, LINK*. Aarau/Lausanne/Lucerne. Novembre 2018.

Universität St.Gallen. « Attentes de la population suisse vis-à-vis de l'agriculture. Profil d'attentes de la population établi à l'aide d'une analyse conjointe adaptative ». *Universität St.Gallen sous mandat de l'OFAG*, 2007.

### Sites internet

24 Heures : Judith Mayencourt et Xavier Alonso : « Christophe Blocher : « Je l'ai fait pour défendre la prospérité du pays » : <https://www.24heures.ch/suisse/christophe-blocher-defendre-prosperte-pays/story/10165476>, consulté le 01.11.2018.

24 Heures : « Les médias pointent le Röstigraben » :

<https://www.24heures.ch/suisse/medias-pointent-roestigraben/story/23308669>,  
consulté le 03.01.2019.

24 Heures : Florent Quiquerez : « Réformer l'agriculture reste un casse-tête » :

[https://www.24heures.ch/suisse/reformer-agriculture-  
reste-casse-tete/story/28879951](https://www.24heures.ch/suisse/reformer-agriculture- reste-casse-tete/story/28879951), consulté le 20.11.2017

Agriculture : « Ta paysanne/ Ton paysan – Au premier plan » : <https://www.agriculture.ch/campagne-publicitaire/la-campagne-actuelle/>, consulté le 20.12.2018.

Archives fédérales suisses : « État paysan ou paysans d'État ? » : <https://www.bar.admin.ch/bar/fr/home/recherche/recherche/themes/die-schweizer-wirtschaft-zwischen-markt-und-staat/bauernstaat-oder-staatsbauern-.html>, consulté le 09.08.2018.

Beobachter : Thomas Angeli et Otto Hostettler: « Die Macht der Bauern » :

<https://www.beobachter.ch/politik/politik-die-macht-der-bauern>, consulté le 01.11.2017.

Bio-Suisse : « Sept raisons de se reconverter à l'agriculture biologique » :

<https://www.bio-suisse.ch/fr/septbonnesraisonsdesereconvertirlagriculturebiologique.php#1>, consulté le 28.11.2018.

Blick : Sermin Faki : « Die Trittbrettfahrer im Bauern-Paradies » :

<https://www.blick.ch/news/politik/migros-coop-und-fenaco-verdienen-mit-die-trittbrettfahrer-im-bauern-paradies-id8822000.html>, consulté le 02.01.2019.

Chancellerie fédérale : « Arrêté fédéral du 14.03.2017 sur la sécurité alimentaire » :

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/20170924/det613.html>, consulté le 17.07.2018.

Curiator : « Wilhelm Tell by Ferdinand Hodler » : <https://curiator.com/art/ferdinand-hodler/wilhelm-tell>, consulté le 4.12.2018.

Das Magazin : Christian Schmidt (n°13, März 2018) : « Warum syt dir so truurig ? » :

<https://www.dasmagazin.ch/2018/03/30/warum-syt-dir-so-truurig/>, consulté le 03.01.2019.

Département fédéral des finances : « Allocution de Nouvel An du président de la Con-

fédération Ueli Maurer » : <https://www.efd.admin.ch/efd/fr/home/praesidialjahr-2019/bundespraesident-ueli-maurer/aktuell/alle/neujahrsansprache.html>, consulté le 02.01.2019.



- Dictionnaire historique de la Suisse : « Défense spirituelle » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17426.php>, consulté le 12.09.2018.
- Dictionnaire historique de la Suisse : « Minger, Rudolf » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F4612.php>, consulté le 6.11.2018.
- Dictionnaire historique de la Suisse : « Liberté de commerce et de l'industrie » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F47142.php>, consulté le 20.11.2018.
- Dictionnaire historique de la Suisse : « Union démocratique du centre (UDC) » : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>, consulté le 22.10.2018.
- Initiative pour la souveraineté alimentaire : « Texte de l'initiative » : <https://initiative-souverainete-alimentaire.ch/texte/>, consulté le 27.11.2018.
- La Cité : Martin Bernard « Lobby paysan, pouvoir suisse » : <https://www.lacite.info/politiquetxt/2016/02/04/lobby-paysan-pouvoir-suisse>, consulté le 22.11.2017.
- La vie économique : « Les groupes d'intérêt perdent de leur influence sur la politique suisse » : <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2015/04/les-groupes-de-pression-perdent-de-leur-influence-sur-la-politique-suisse/>, consulté le 20.11.2018.
- Le Matin : « Le Conseil fédéral précise sa stratégie agricole » : <https://www.lematin.ch/suisse/conseil-federal-precise-strategie-agricole/story/10264039>, consulté le 21.12.2018.
- Le Temps : Marc Perrenoud : « La grève générale de 1918 : un événement fondateur du XXe siècle en Suisse » : <https://www.letemps.ch/opinions/greve-generale-1918-un-evenement-fondateur-xxe-siecle-suisse>, consulté le 22.10.2018.
- Le Temps : Yelmarc Roulet : « Le voile autorisé à l'école, la chemise edelweiss devient la tenue qui dérange » : <https://www.letemps.ch/suisse/voile-autorise-le-cole-chemise-edelweiss-devient-tenue-derange>, consulté le 01.11.2018.
- L'œil de la photographie : « Guingamp : Gustave Roud, Champs/Contre-champs 2016 » : <https://loeildelaphotographie.com/fr/guingamp-gustave-roud-champscontre-champs-2016/>, consulté le 03.11.2018.
- NZZ : Nicole Rütli : « Elmer Citro, Volg & Co: Wie das mächtigste Agrarunternehmen der Schweiz den Markt beherrscht » : <https://www.nzz.ch/wirtschaft/elmer-citro-volg-co-wie-fenaco-den-schweizer-markt-beherrscht-ld.1401535>, consulté le 20.11.2018.

NZZ : Marc Tribelhorn : « Kein Volk von edlen, freien Bauern » :

<https://www.nzz.ch/schweiz/kein-volk-von-edlen-freien-bauern-ld.1347121>, consulté le 03.01.2019

Office fédéral de l'agriculture : « PA 14-17 » : [https://www.blw.ad-](https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17.html)

[min.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17.html](https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17.html), consulté le 29.10.2018.

Office fédéral de la statistique : « Recensement des entreprises agricoles 2016 » :

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/agriculture-sylviculture/agriculture.assetdetail.4062759.html>, consulté le 28.11.2018.

Parlamentsdienst : « Budget 2018 assorti du plan intégré des tâches et des finances

2019-2021 », [https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20170041)  
[vista/geschaefft?AffairId=20170041](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20170041), consulté le 25.07.2018.

Parlamentsdienst : « Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018-

2021 », [https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?Af-](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20160038)  
[fairId=20160038](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20160038), consulté le 25.07.2018.

Parlamentsdienst : « Pour la dignité des animaux de rente agricoles » :

[https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=43310)  
[verhandlungen?SubjectId=43310](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=43310), consulté le 01.12.2018.

Parlamentsdienst : « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne

toutes et tous » : [https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20170023)  
[vista/geschaefft?AffairId=20170023](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20170023), consulté le 27.11.2018.

Parlamentsdienst : «Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique

agricole. » : [https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20180044)  
[vista/geschaefft?AffairId=20180044](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20180044), consulté le 28.11.2018.

Radio Télévision Suisse : « La politique agricole suisse a dix ans d'avance sur l'Eu-

rope » : [https://www.rts.ch/info/suisse/6996423--la-politique-agricole-suisse-a-](https://www.rts.ch/info/suisse/6996423--la-politique-agricole-suisse-a-dix-ans-d-avance-sur-l-europe-.html)  
[dix-ans-d-avance-sur-l-europe-.html](https://www.rts.ch/info/suisse/6996423--la-politique-agricole-suisse-a-dix-ans-d-avance-sur-l-europe-.html), consulté le 29.10.2018.

Radio Télévision Suisse : « Le Conseil fédéral prévoit 14 milliards pour l'agriculture dès

2022 » : [https://www.rts.ch/info/suisse/9994859-le-conseil-federal-prevoit-14-mil-](https://www.rts.ch/info/suisse/9994859-le-conseil-federal-prevoit-14-milliards-pour-l-agriculture-des-2022.html)  
[liards-pour-l-agriculture-des-2022.html](https://www.rts.ch/info/suisse/9994859-le-conseil-federal-prevoit-14-milliards-pour-l-agriculture-des-2022.html), consulté le 28.11.2018.

Radio Télévision Suisse : « Le suicide, une issue fatale qui touche davantage les pay-

sans que les autres » : [https://www.rts.ch/info/suisse/9988020-le-suicide-une-is-](https://www.rts.ch/info/suisse/9988020-le-suicide-une-issue-fatale-qui-touche-davantage-les-paysans-que-les-autres.html)  
[sue-fatale-qui-touche-davantage-les-paysans-que-les-autres.html](https://www.rts.ch/info/suisse/9988020-le-suicide-une-issue-fatale-qui-touche-davantage-les-paysans-que-les-autres.html), consulté le

27.11.2018.

Radio Télévision Suisse : « Vers un plan d'action national pour prévenir le suicide en milieu agricole » : <https://www.rts.ch/info/suisse/9831437-vers-un-plan-d-action-national-pour-prevenir-le-suicide-en-milieu-agricole.html>, consulté le 28.11.2018.

Union Suisse des Paysans : « Nos nouveaux ambassadeurs : « Paysans suisses. D'ici, avec passion » : <https://www.sbv-usp.ch/fr/medias/communiques-de-presse/archive-2018/020718-paysans-suisse/>, consulté le 20.12.2018.

SSP-VPOD : « 1918, naissance d'une alliance anti-ouvrière » : <https://ssp-vpod.ch/campagnes/centenaire-de-la-greve-generale/interviews/1918-naissance-dune-alliance-anti-ouvriere/>, consulté le 22.10.2018.

Swissinfo : Peter Siegenthaler « Bauern-Privilegien: vom günstigen Diesel bis zu Steuergeschenken » : [https://www.swissinfo.ch/ger/wirtschaft/schweizer-agrarpolitik\\_bauern-privilegien--vom-guenstigen-diesel-bis-zu-steuergeschenken/43603452](https://www.swissinfo.ch/ger/wirtschaft/schweizer-agrarpolitik_bauern-privilegien--vom-guenstigen-diesel-bis-zu-steuergeschenken/43603452), consulté le 03.01.2019.

Swissinfo : Ghania Adamo : « Heidi, l'orpheline devenue légende » : [https://www.swissinfo.ch/fre/mythe-suisse\\_heidi--l-orpheline-devenue-legende/33041782](https://www.swissinfo.ch/fre/mythe-suisse_heidi--l-orpheline-devenue-legende/33041782), consulté le 03.12.2018.

Swissinfo : « Wilhelm Tell und das politische Plakat » : <https://www.swissinfo.ch/ger/wilhelm-tell-und-das-politische-plakat/627952>, consulté le 20.08.2018.

Swissmint : « Foire aux questions » : <http://www.swissmint.ch/f/downloads/aktuell/FAQ-fr.pdf>, consulté le 20.08.2018.

Tribune de Genève : « Le Conseil fédéral lance sa nouvelle stratégie agricole », <https://www.tdg.ch/suisse/conseil-federal-lance-nouvelle-strategie-agricole/story/13710317>, consulté le 22.11.2017.

<sup>1</sup> WOZ : Kaspar Surber : « Ist Blocher also ein Grossbauer ? » : <https://www.woz.ch/1101/durch-den-monat-mit-dem-ausserrhoder-regierungsrat-matthias-weishaupt-teil-1/ist-blocher-also>, consulté le 10.07.2018.

#### Documentaires audios et vidéos

Engler, Raphael (2014) : Temps Présent : « Quand je serai grand, je serai paysan » : <http://pages.rts.ch/emissions/temps-present/6260266-quand-je-serai-grand-je-serai-paysan.html?anchor=6378349#6378349>, consulté le 02.10.2018.

- Hausammann, Frédéric (2018). « 1918. L'affrontement de la grève générale » :  
<https://pages.rts.ch/docs/9867480-1918-laffrontement-de-la-greve-generale.html>,  
consulté le 11.11.2018.
- Horizons (29.11.1961). « Manif Monstre » : <https://www.rts.ch/archives/tv/information/horizons/3466226-manif-monstre.html>, consulté le 30.12.2018.
- Mascaro, Maria Pia et Alexandre Stern (2017) : Temps Présent : « Paysans en détresse » : <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/8224869-paysans-en-detresse.html>, consulté le 01.12.2018.
- Vacarme (2015) : « Produire du lait en Suisse : comment survivre ? » :  
<https://www.rts.ch/play/radio/vacarme/audio/produire-du-lait-en-suisse-comment-survivre-15?id=7159864&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>, consulté le 01.10.2018

## Annexes

***Entretien réalisé avec l'historien et Landammann Dr. Matthias Weishaupt, le 9 août 2018 à Herisau (AR). Il a été mené en allemand et directement retranscrit en français, par mes soins, pour mener l'analyse avec plus de précision. Certains mots ou expressions non directement traduisibles ont été laissé en allemand.***

***Durée de l'entretien : 1h15min***

***MW: Matthias Weishaupt***

***KZ: Karel Ziehli***

- MW: Je vous informe volontiers et vous pouvez enregistrer
- KZ : Vous ne parlez pas explicitement de mythe dans vos textes..
- MW : Non je ne parle pas exactement de mythe, mais c'est intéressant (spannend). Mais en remarque préliminaire : cela fait 12 ans que je suis conseiller d'État, j'étais auparavant bibliothécaire cantonal et j'ai donc 12 ans de distance avec la recherche, même si c'était mon monde avant cela. C'est pour cela, qu'en préparation, j'ai remarqué que je savais beaucoup mais « Begriffsscharf », là je ne suis plus si sûr. J'ai réfléchi à la question du mythe, mais vous avez remarqué, je parle d'idéologie. J'ai réfléchi : « est-ce qu'il s'agit d'un mythe ? » « Qu'est-ce qu'un mythe ? ». C'est une histoire/un récit (eine Erzählung) qui est apparue à un certain moment et qui est utilisée par un groupe de personnes particulier et ayant/demande une importance atemporelle (« beansprucht wie eine überzeitliche Bedeutung »). L'histoire est un vile (« wilde ») mélange de faits et de fiction. Dans ce sens, les mythes et les histoires (« Erzählungen ») sont très proche et l'idéologie est comme l'instrumentalisation du mythe dans un processus politique. Mais où résident les frontières et « Überlagung » ça je ne pourrais pas le dire.
- KZ : Le mythe est donc un instrument au service de l'idéologie..
- MW : Oui exactement.
- KZ : Le mythe de la paysannerie a toujours (immer wieder) été utilisé en Suisse. Quand est-ce que ça a commencé ? Le paysan en tant que fondateur de la Nation ?
- MW : Je situerais cela entre la fin du 18<sup>ème</sup> et le début du 19<sup>ème</sup> ; c'est à ce moment que c'est apparu (« da ist es entstanden »). A la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup>, elle a été instrumentalisée dans le sens d'une idéologie, comme vous l'entendez, comme une institution qui a une influence sur la politique, sur les acteurs, etc.

Cela a une pré-histoire (« Vorgeschichte ») : ma thèse débute au Moyen-Âge avec les « Frume edle Puur ». Dans ma dissertation, je fais comme s'il y avait eu une continuité. Mais je n'en suis plus si sûr. Le paysan, au Moyen-Âge, n'est pas une figure surestimée (« überhöhte ») ; il appartient au troisième niveau (le premier est constitué des nobles (« Adel ») et le deuxième du clergé). Le paysan appartient au niveau le plus bas. Et dans la perspective de la noblesse, le terme de Puur (paysan) est plutôt négatif. Au 15<sup>ème</sup> siècle, lors de la création de Confédération (« Entstehung der Eidgenossenschaft »), il est intéressant de voir que les dirigeants (« Führungskräfte ») de la Confédération, ce ne sont pas les paysans, ce sont des citadins (« Städter »). Le terme « Frume edle Puur », donc « Frome edle Bauer » sera à cette époque utilisé comme terme de lutte, de combat (« Kampfbegriff »). Ça c'est la surélévation/surappréciation (« Überhöhung »). Au 16<sup>ème</sup> siècle, en lien avec les guerres paysannes (« Bauernkriegen »), le terme Paysan (Bauer) est connoté négativement. Au

17<sup>ème</sup> siècle, je ne peux pas dire. Au 18<sup>ème</sup> siècle, il y a, à nouveau, une surélévation/surappréciation du terme : avec le « noble berger » (« edle Hirte »).

- KZ : Cela vient de toute l'Europe..
- MW : Exactement. C'est la littérature de voyage (« Reiseliteratur »), à la recherche de l'homme qui a un amour de la liberté..
- KZ : Est-ce que ça a un lien avec le mouvement romantique ?
- MW : Le Romantisme intervient un peu plus tardivement. Ici, il s'agit plutôt des lumières (« Aufklärung ») ; Rousseau. C'est celle période de surappréciation, et cette image est reprise par Schiller, avec Guillaume Tell. Mais ce qui est intéressant, c'est que Guillaume Tell n'est pas un paysan ; c'est un chasseur, un tireur (« Wilderer, Schütze »). Mais, plus tard, il sera représenté, dans l'iconographie, comme un berger, un paysan, avec ce couvre-chef pour porter le foin. Dans l'iconographie, c'est un paysan. Et là commence le report/transfert de cette origine datant de 1291 – à laquelle Guillaume Tell appartient – où c'était des paysans.
- KZ : Dans cette pièce, Schiller décrit cette population comme étant la garante d'une liberté, comme étant la protectrice de la liberté.
- MW : Oui exactement. Schiller amène l'image d'une société paysanne, amoureuse de la liberté, qui lutte pour sa liberté. C'est la source de la liberté suisse, et aussi, dans un sens, la source première de l'étatisation suisse est paysanne. Ça c'est le récit (« die Erzählung »), le mythe. Factuellement, ce n'est pas comme ça. La Confédération ne date pas de 1291, mais se forme seulement, en tant « qu'État », au 15<sup>ème</sup> siècle ; ça a commencé au 14<sup>ème</sup> siècle, mais c'est au 15<sup>ème</sup> que les forces motrices – qui ne provenait pas des cantons de la Suisse « centrale » (« innenschweizer Kantonen »), mais des cantons urbains (Zürich, Bern, Lucerne) – l'ont créé (les cantons urbains, qui étaient à la manœuvre, avec des dirigeants qui n'étaient pas des paysans). Dans les cantons campagnards (« ländliche Kantonen »), il y avait aussi des forces motrices (« Führungskräfte »), qui avaient peut-être aussi des contacts avec l'agriculture mais ce n'étaient non plus pas des paysans ; un commerçant de bétail, n'est pas un paysan mais un capitaliste.  
Pourtant, le récit est : c'était des paysans. Et ceci est une partie du mythe. Le pacte du Rütli a été trouvé également à cette époque, au 18<sup>ème</sup>, et c'est à ce moment que s'est créée cette histoire ; cette histoire qui s'est popularisée avec le Guillaume Tell de Schiller et l'opéra de Rossini, etc.
- KZ : Et ceci a eu une influence sur notre image du paysan (de l'extérieur et de l'intérieur)...
- MW : Exactement. Et ce mythe a été formé de cette manière à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, début du 19<sup>ème</sup> siècle. Ça s'est précisé (pris forme), pour donner du matériel. Et ça a été appliqué lors de la construction nationale au 19<sup>ème</sup>.  
J'ai aussi écrit un texte sur les discours lors de la fête des tireurs de 1847 à Glaris. Préalablement à la construction de l'État en 1848, il y avait trois associations (les tireurs, les gymnastes et les chœurs) qui étaient très marquantes pour les mouvements libéraux dans les années 1830. Dans cette culture des associations, on s'est toujours (immer wieder) rencontré et on s'est rendu visite. Là s'est formé un réseau dans la Suisse actuelle, du Tessin à Genève, jusqu'en Appenzell-Extérieures. Dans ce cadre, on s'est rendu visite. Et lors de ces rencontres, on n'a pas seulement fait de la gymnastique, tiré ou chanté mais aussi tenu des discours abondants, des discours qui duraient des heures. J'ai donc analysé les discours qui se sont tenus lors de la fête du tir à Glaris en 1847, 1 an avant la formation de l'État et regardé ce qu'ils se sont racontés. Et ils ont pris ce mythe ; retourné, du début à la fin ; en se réclamant des héros du Moyen-Âge. Donc leur légitimation, en tant que libéraux pour la création de l'État, ils l'ont prises dans ce récit du 15<sup>ème</sup> siècle, avec ces héros, ces héros

aux vertus paysannes. Même si, dans la vie réelle, ceux qui ont existé n'étaient certainement pas des paysans et les autres sont de toute façon des figures mythiques.

Alors votre question de savoir quand c'est apparu : on voit que c'est au 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> siècle et ensuite la forte application de ce mythe se déroule lors de la création de l'État.

- KZ : Et ensuite, un peu plus tard, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par les élites libérales.. ?
- MW : Oui. La création de l'État était une rupture entre les conservateurs et les libéraux – donc entre les cantons catholiques conservateurs de la Suisse centrale (plus Fribourg) et les modernes. Et cette histoire commune, ce Mythe a pu contribuer au fait qu'on a pu se réconcilier. C'était une période de fête (donc la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup>) et là, on a toujours fait référence à cette histoire commune. On a offert une plateforme sur laquelle les autres pouvaient aussi « sauter » (« aufspringen ») et soutenir (« mittragen ») ; ils se sont retrouvés dans l'histoire. Et c'est pour cela que les célébrations de batailles (en 1888 avec la grande célébration de la bataille de Sempach), c'était des fêtes de réconciliation ; ou bien la mise en place de la fête du 1<sup>er</sup> août – en 1891. C'était des fêtes de réconciliation avec l'inclusion/l'intégration des perdants dans l'État fédéral, au sein des institutions. Et pour moi, il est très important que l'on voit ici deux choses :  
D'un côté, c'est un récit, une histoire, qui est utilisée et reprise par un groupe spécifique. C'est d'abord les libéraux, les personnes dirigeantes et ensuite les politiciens dirigeants. Et lorsqu'on se focalise sur le mythe du paysan, il est suggéré qu'il n'existerait qu'un seul paysan alors même que dans la réalité politique (« realpolitisch »), la société paysanne est très diverse et cela depuis toujours. Il y avait des petits paysans, des grands paysans, des bergers, des paysans sédentaires, des paysans pour le bétail, pour les céréales. Sociologiquement, c'est un très grand groupe. Pourtant dans le récit, il est simplifié : c'est LE paysan. Et c'est, comme je l'écrivais à l'époque : « Un vrai suisse est dans son for intérieur/ dans son essence (« im Kern ») un paysan ». (« Ein echte, rechte Schweizer war im kern ein Bauer ; sittlich-moralisch integer, christlich-kirchlich organisiert, anti-sozialistisch und wehrhaft ».) Cette description, on peut l'appliquer pour la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. A ce moment le récit de ce Mythe du paysan (« Bauernmythos ») devient un terme de combat idéologique. Anti-socialiste, ça veut dire : exclure tous les travailleurs. C'est une exclusion, tout comme quand est dit que le suisse est organisé de manière chrétienne (« christlich-kirchlich organisiert »), ça exclut le juif. La figure du paysan est construite ; une figure qui lutte pour la nation.
- KZ : Et est-ce que cette idéologie de l'État paysan est toujours utilisée par les élites libérales ?
- MW : Alors, au début et à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ce sont les élites libérales mais à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ce sont les dirigeants bourgeois qui l'utilisent. Et c'est également à ce moment que les paysans s'organisent politiquement, avec Ernst Laur. Et ils le reprennent également. Et, à partir d'un récit étranger, ils en font leur récit. L'image qui provient d'autrui devient notre image (« Das Fremdbild wird zum Eigenbild »). Ernst Laur est un manager, un politicien et il utilise cette image. Et ensuite c'est la création du bloc bourgeois-paysan qui commence à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et cela jusqu'en 1919 où pour la première fois, un paysan a été élu au Conseil fédéral.
- KZ : Existe-il un lien entre l'émergence de l'Union Suisse des Paysans et l'idéologie de l'État paysan ? A quel point les deux sont-ils reliés ?
- MW : Alors, ça a été repris de l'Allemagne et c'est très clair que la récupération par la bourgeoisie était faite contre les travailleurs et également en compensation à la modernisation. L'industrialisation, la modernisation a amené des pertes

(« Verluste ») émotionnelles et ce vide a été rempli par cette vision romantique de la paysannerie. Ce récit, ce mythe a donc également une fonction de compensation. L'organisation de la paysannerie avec son utilisation par la bourgeoisie se croise donc. Il est donc intéressant qu'à cette époque (donc durant la 2<sup>ème</sup> moitié du 19<sup>ème</sup>), l'agriculture et les paysans subissent des changements radicaux : c'est la première phase de la mécanisation, c'est le début de l'utilisation de la chimie dans l'agriculture ; il y a eu de gros bouleversements. Et dans ce cadre, le récit étranger devient son récit propre. C'est particulièrement intéressant de voir à quel point une image donnée par l'extérieur peut devenir sa propre image : ça agit, on y croit. Et aujourd'hui encore, quand on va à l'étranger et qu'on nous dit qu'on est des suisses vivants librement, on y croit encore – que ça soit vrai ou non.

- KZ : Cette idéologie de l'État paysan a donc eu une influence sur l'identité suisse, suivant le motto « les vrais suisses sont des paysans »..
- MW : Oui, exactement. C'est comme ça. Et cela provient également de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. (Et plus globalement, cette identification à la paysannerie est utilisée en politique). Si vous vous présentez à des élections, vous allez plutôt vous référer à vos grands-parents qui étaient paysans et non pas à vos parents qui travaillent dans l'administration. Car, il y a plus de chance d'être élu. Énormément de candidats lors des élections en appellent à leurs racines paysannes. Et cela encore aujourd'hui. 40 à 50% des suisses et suissesses sont mentalement des paysans.

Pour revenir un peu en arrière, ce croisement entre blocs bourgeois et paysan aura une grande importance lors de la première guerre mondiale, avec des conséquences tragiques. Par exemple, lors de la grève générale, dans les villes, ce sont des compagnies provenant de la campagne qui ont été affectées contre les travailleurs. Il y avait à cette époque une méfiance contre le travailleur, contre les socialistes. Un travailleur ne pouvait pas être un vrai suisse. Même aujourd'hui, c'est parfois encore le cas. Si on y réfléchit, les partis bourgeois (donc FDP, SVP,..) (« Bürgerliche Parteien ») excluent, dans leur dénomination les non-bourgeois (« Bürger ») dont les socialistes (les socialistes ne sont pas bourgeois). Alors que tous sont des citoyens (« Bürger ») de cet État. Lors de la défense spirituelle et la deuxième guerre mondiale, ce mythe a eu une très grande importance ; il a été renouvelé sur plein de niveaux différents et s'est profondément ancré au sein de la population, avec le mot clé « Anbauschlacht » (« bataille des champs ») (Plan Wahlen) : cette idée qu'avec la mise en culture de céréales, on pouvait défendre le pays. Donc, à travers le travail paysan, défendre le pays.

- KZ : Et qui répandait cette idée ? L'État ? L'Union Suisse des Paysans ?
- MW : Wahlen était dans l'administration et il l'a mis en scène ; les paysans ont fait avec et ont en profité comme lors de la première guerre mondiale. Les paysans ont profité des très bons prix. Durant les périodes de crise, les paysans iront toujours bien (« die Bauern ging es immer gut »). Ça a toujours été mis en scène par la bourgeoisie et les paysans ont fait avec (ont participé). Le récit de ce mythe du paysan et de cette idéologie de l'État paysan, c'est un récit formé par la bourgeoisie érudite/savante.
- KZ : Vous avez parlé avant de Ernst Laur..
- MW : Oui, le premier président de l'USP.
- KZ : Quel rôle a-t-il joué là-dedans ? Il ne provient, lui, pas de la paysannerie, sauf erreur.
- MW : Non c'est un fonctionnaire. Je ne peux pas dire beaucoup sur lui, mais si jamais, il y a une nouvelle biographie sur lui. Cela serait toutefois certainement très intéressant pour vous de vous intéresser à Laur. Car ça pose la question de savoir : qui raconte cette histoire ? Ce ne sont pas, en première ligne, des



paysans. Ce sont des récits provenant de l'extérieur (« fremde Erzählungen »). Si on fait encore un plus grand pas en arrière, la fête d'Unspunnen (1803 à Interlaken), c'est le début de la lutte suisse moderne et du Cor des Alpes. C'est une invention d'un bernois issu de la bourgeoisie éduquée. Cela revient encore et toujours, le fait que la bourgeoisie éduquée prend ces récits, ces symboles, etc. les forme et ensuite ce sont les populations campagnardes qui les reprennent.

- KZ : Et pourquoi ? Dans quel but ?
- MW : Ces récits, ont, d'une part une fonction de compensation, car ils créent un monde sain (« ein heile Welt »), contre les changements que connaît la société. C'est la même chose avec les costumes traditionnels : Ils ont également été inventés à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'à environ 1920, par des personnes éduquées qui ont dit « ça c'est un costume vaudois, ça c'est un costume appenzelois ou saint-gallois ». Ça permet de faire de l'ordre dans une société qui change rapidement. On a l'impression que ces costumes proviennent d'un temps lointain, que les saint-galloises ont toujours porté ces costumes ou qu'on aurait depuis toujours fait du cor des Alpes. C'est la création des traditions. Comme Eric Hobsbawm le dit (« Invention of Traditions »).  
Pour en revenir à la défense spirituelle : la « Anbauschlacht » : un très bon exemple est le film « Le fusilier Wipf » de 1939 (d'après le roman de Robert Faesi). Dans ce film, il y a un état de Guerre et le Conseil fédéral ordonne que tous les hommes prennent part à la Mobilisation générale. Wipf est coiffeur à Bâle (un peu dans sa manière « homo ») et il doit aller au miliaire. C'est un type de la ville. Et dans le film, à travers l'armée, il devient homme, un vrai homme. Il tombe amoureux d'une paysanne bernoise et devient paysan, se marie avec (donc unification) et à la fin du film, il est à la frontière, avec son casque : une représentation de l'homme qui défend et qui est paysan. Il n'est pas un citoyen. Comme le dit Alfred Dürrenmatt : « Les travailleurs sont des paysans en situation de Diaspora (« Die Arbeiterschaft sei das Bauertum in der Diaspora »). Les travailleurs ne sont que des paysans aliénés.  
Cette défense spirituelle a été extrêmement marquante. Même si après la guerre, ce récit a perdu, pendant un petit moment, de son importance avec tous les changements sociétaux. Mais elle avait une telle force d'influence que, plus tard, dans les années 70 ou 80 elle a pu être très facilement revitalisée.  
Ce récit des forces conservatrices, bourgeoises et paysannes contre les socialistes fonctionne. Tous les jours on peut l'observer. Par exemple, concernant le changement climatique : il ne pleut pas, nous n'avons plus de fourrage. Et en l'espace de quelques jours, le Conseil fédéral décide d'abaisser les barrières douanières, les cantons sont priés de donner encore plus de prêts, même pas sans intérêt, mais à fond perdu. Quel autre groupe de travail en Suisse obtient en si peu de jours dans le cadre d'une crise une aide de cette ampleur ? Ceci n'est que pensable (« denkbar ») lorsque l'on connaît cette histoire.
- KZ : Vous pensez donc que cette histoire a une telle influence..
- MW : Oui, c'est cette histoire. Toutes les discussions dans le parlement fédéral concernant cette thématique sont irrationnelles. On ne pourrait pas les comprendre si on ne connaissait rien de cette histoire. Si on écoute les discussions : tout le monde parle d'économiser et au final, les paysans obtiennent 1 milliard. Comment est-ce possible ? Ce n'est pas logique. Et justement, cela ne répond pas à une logique.
- KZ : Là vient ma question de recherche et toute ma réflexion sur la place de l'agriculture au sein de la Confédération, où l'on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles un groupe économique tel que les agriculteurs ont autant de pouvoir, autant de soutien..
- MW : Oui, l'UDC a très adroitement repris ce récit très tôt et l'a exploité. La campagne de Blocher sur l'EEE en 1992 en est un exemple : Il se met en

scène avec les cloches des vaches. C'est visuel, et c'est très clair de où ça provient. Ça c'est le « vrai » suisse. C'est sûr, Blocher a étudié l'agronomie, mais c'est un grand industriel qui est millionnaire, ce n'est pas un paysan. Même si on étudie l'agronomie, on n'est pas automatiquement un paysan. Mais pourtant, il arrive encore et toujours à l'exploiter et il trouve le langage. Un autre exemple, c'est la Lutte, qui a une importance médiatique énorme. Ou bien, chaque Conseiller fédéral en chemise à Edelweiss. Tout ceci, ce sont des mises en scène qui font le lien avec cette histoire. Et c'est toujours une figure abstraite du paysan qui est utilisée, cela ne concerne pas le vrai paysan. Il ne faut pas oublier, que « le » paysan (comme unique entité) n'existe pas. Un petit paysan de l'Appenzell est un autre paysan que celui du canton de Vaud. On parle « des paysans », mais c'est une simplification. Un récit simplificateur.

- KZ : Pour revenir un peu en arrière : Est-ce que, après la deuxième guerre, l'image de la paysannerie s'est tout de même modifiée au sein de la population ? Avec la génération qui a connu la guerre (« Kriegsgeneration ») qui, peu à peu, disparaît. Y-a-t-il un effet de génération ? Un oubli du rôle attribué aux paysans durant la deuxième guerre mondiale ? Ou bien, au contraire, pourrait-on dire que l'on a « appris de l'histoire » ? Vous avez parlé de la crise écologique avant : est-ce que les paysans gagnent à nouveau en importance en temps de crise ?
- MW : C'est une réflexion qui est effectivement très importante et une très bonne question. Après la deuxième guerre mondiale, cette histoire n'a pas été oubliée, simplement moins souvent racontée, moins souvent utilisée et instrumentalisée. Mais d'autre part, cette grande crise qu'était la guerre était passée. C'était une ambiance invitante (« Aufruf Stimmung »), pas une ambiance de guerre. On a cherché, après la guerre, d'autres images (« Bilder ») ; on devait faire d'autre chose après la guerre, dans une optique de libération. On était à la recherche de nouvelles choses. Et c'est pour cela que cette histoire a été moins racontée dans les années 40-50 et début 60. Mais elle n'a pas été oubliée. Et c'est pour cela qu'elle a pu très rapidement être revitalisée..
- KZ : Vous parliez avant des années 70-80. Pourquoi à ce moment ?
- MW : ça provient certainement du mouvement écologiste. L'écologie a obtenu une toute nouvelle importance (« ganz neue Bedeutung »). Cette histoire était donc racontée par des cercles complètement différents. On doit toujours se poser la question de savoir qui raconte l'histoire, à qui et dans quelle intention. L'histoire n'appartient à personne.
- KZ : Et comment les mouvements écologistes ont-ils utilisé cette histoire ?
- MW : Il y avait certainement cette volonté de revenir à un mode de vie plus simple. En effet, dans cette histoire, le suisse est honnête, simple et loyal. C'était donc une contre-histoire à l'agriculture modernisée. Cette histoire a également été, en partie, réécrite, nouvellement accentuée. C'est également un retour aux racines : ça fait partie d'une tendance d'écologistes fondamentalistes (« Öko-fundi »). C'est une histoire de racines contre la modernisation, où les öko-fundis se rencontrent finalement avec des cercles très conservateurs
- KZ : Est-ce que l'on pourrait considérer que c'est la création de nouveaux mythes en ce qui concerne la paysannerie ? Protecteur de la nature, de la biodiversité.. Aujourd'hui, avec la prochaine votation sur la souveraineté alimentaire, ça semble aller dans cette direction..
- MW : ça va dans cette direction, mais ce qui est intéressant c'est que beaucoup des vrais paysans qui existent aujourd'hui sont tout autre que « verts ». Ils sont représentés comme les garants de nos beaux paysages, etc.. Pour cela, les paysans sont utilisés. Mais dans la réalité politique (« realpolitisch »), ils utilisent des pesticides, conduisent des gros tracteurs, consomment beaucoup de

diesel, compressent les sols, épandent trop de lisier/purin. Ça fait finalement aussi parti de l'histoire.

- KZ : Dans les années 90, il y a eu une refondation de la politique agricole, avec une écologisation de celle-ci et ceci était aussi une réaction face au GATT et à l'OMC mais également une réaction face aux pressions internes et inquiétudes de la population concernant les problèmes environnementaux liés à l'agriculture. Quel était le rôle des autorités et de l'USP concernant cette histoire ? Y-a-t-il eu une forme d'instrumentalisation où ils ont dit : « Les paysans promeuvent la biodiversité et protègent les paysages avec la nouvelle politique agricole ».
- MW : Oui tout à fait. D'ailleurs, il y a quelques jours le président de l'USP, Markus Ritter, a dit que l'agriculture devait encore plus contribuer à la diminution des émissions de CO2. Dans ce sens, il reconnaît que trop peu est fait ou a été fait. Mais cette image, ils l'utilisent encore et toujours (« immer wieder »), parce que ça a un effet. « On est ceux qui regardent à nos paysages ». Ce qui est en partie vrai, parce que, sans paysans, ce n'est pas possible et cela alors qu'il y en a de moins en moins.
- KZ : Vous dites donc qu'ils protègent le paysage suisse..
- MW : Oui exactement.
- KZ : Je regarde si j'ai d'autres questions.
- MW : Vous vous demandiez à quel point les romands et les tessinois se sont sentis concernés par ce mythe lors de son instrumentalisation politique au 19<sup>ème</sup> siècle. (NB : Il a lu les questions envoyées au préalable)
- KZ : Oui, c'est juste. Parce que ce mythe fondateur de la Suisse, avec le paysan suisse, ou le berger suisse des montagnes, cela ne touche pas trop la Romandie ou le Tessin finalement..
- MW : C'est, en fait, très intéressant et c'est bien que l'on revienne là-dessus. Dans ces discours des tireurs, des gymnastes, des chanteurs : Là les romands et les tessinois racontent exactement les mêmes histoires et, en partie, avec encore plus de passion (« Inbrunst »). Ils s'identifient exactement de la même manière avec ces héros ; (on parle donc ici des libéraux). Il faut le dire, ce sont les forces dirigeantes libérales qui utilisent à ce moment ce récit (ce ne sont pas tous les tessinois). Ce sont les forces dirigeantes libérales vaudoises, durant cette période de la fondation de la Confédération qui racontent ensemble cette histoire. Et pour eux, c'est une histoire commune.
- KZ : Également dans le sens de cette « Willensnation » et « Sonderfall » ?
- MW : Oui, exactement. C'est cette force qui provient des discours, qui provient de l'esprit.
- KZ : Pourrait-on dire qu'il y avait des buts politiques à tenir ces discours ? Si vous dites que c'étaient surtout les libéraux qui tenaient ces discours..
- MW : C'était dans les années 1840, mais quelques années plus tard, tout le monde a raconté cette histoire. C'est devenu réellement une histoire commune. Mais au 19<sup>ème</sup> siècle, très peu de vrais paysans ont raconté cette histoire. Ce sont les forces politiques dirigeantes qui l'ont fait, c'était les médecins qui aimaient bien tirer, c'était le boucher qui aimait faire de la gym et qui était également un bon parleur. Eux ont raconté l'histoire. Ils se sont retrouvés dans cette histoire originelle de la liberté de ce paysan suisse.
- KZ : Vous avez certainement déjà partiellement répondu à cette question mais, pourquoi est-ce que la population, ainsi que le parlement soutiennent à ce point les paysans à votre avis ? Est-ce que cela provient uniquement de cette histoire, de cette identité ?
- MW : Je pense que c'est, en premier lieu, ce récit qui fait une partie de notre identité et qui se reflète dans ce questionnaire qui relève que 40-50% des interrogés sont des paysans mentalement (« sind mental Bauern »). Beaucoup de

personnes qui grandissent ici sont convaincus que les vraies valeurs proviennent de notre paysannerie, de nos traditions paysannes, « je fais partis de cela ». Et lorsque l'on soutient ça, on contribue au renforcement et à la sauvegarde de notre pays. C'est une histoire très profonde. Et c'est très intéressant de voir qu'il n'y a pas d'autres histoires similaires. Il faut dire que depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, il y a de moins en moins de paysans au sein de la population ; à un certain moment ça aurait dû finalement être l'ouvrier, le vrai suisse (au vu de la proportion au sein de la population). Et aujourd'hui, en fait, le/la vrai-e suisse-sse devrait être le/la travailleur-se de bureau. Ceux-ci représentent la « vraie Suisse ». Pourquoi est-ce que ce n'est pas la femme de bureau, la vraie suisse-sse ? Ou pourquoi n'est-ce pas la femme au foyer ? Il est intéressant, dans cette optique, de réfléchir à quelles figures ne sont pas présentes, quelles figures ne sont pas surappréciées.

- KZ : Et pourquoi est-ce que c'est comme ça en Suisse mais pas forcément dans les pays voisins ? Ou y-a-il également une grande importance des paysans dans ceux-ci (En France, en Allemagne, en Italie..) ?
- MW : Je sais qu'en Allemagne, au 19<sup>ème</sup>, il y a une idéalisation de la paysannerie au sein de la bourgeoisie éduquée qui aura également une grande importance. En France, je ne peux pas le dire. Mais cela serait une très intéressante question de recherche comparative. Mais je dirais que c'est quelque chose de spécial en Suisse, à cause de ces auteurs-voyageurs (« Reiseschriftsteller ») qui venaient de milieux nobles, des tenants des Lumières (« Aufklärer ») qui n'arrivaient pas à aller plus loin dans l'État allemand, français, anglais, etc. Et ils sont venus en Suisse pour chercher la liberté. Et ce que l'on cherche on le trouve également, parce qu'on l'a créé. Le berger libre a été construit et inventé. Ce qui serait intéressant de voir, c'est si le marin breton est considéré comme étant la figure de liberté. Quelle figure est surévaluée le plus souvent dans quel pays ?
- KZ : Aussi finalement en rapport avec le mythe fondateur.. Si on y réfléchit, en France, la monarchie occupe peut-être cette place dans l'historiographie. Et c'est peut-être aussi là que réside la différence avec la Suisse : en Suisse, il n'y avait pas de..
- MW : Il n'y avait pas de Monarchie. C'est une question effectivement qui est très intéressante.
- KZ : Les paysans sont finalement, malgré tout, soutenus partout en Europe mais je me demande justement s'ils ont une si grande importance comme en Suisse.
- MW : On pourrait aussi se demander pourquoi est-ce que c'est « inflationnaire » au sein du parlement fédéral ; on se rend compte qu'il est très simple de faire de la politique avec ce récit. Parce qu'il est si connu, on n'a pas besoin de raconter le récit dans son entier. On peut se contenter de ne citer que certaines parties mais tout le monde sait de quoi on parle. On peut aussi se contenter de porter une chemise Edelweiss, ou une ceinture avec des vaches et des Edelweiss. Ce sont de petits signes qui sont indicateurs.
- KZ : Est-ce que vous voudriez rajouter quelque chose ? Quelque chose dont on n'aurait pas encore parlé ?
- MW : Est-ce que ça vous a aidé ce dont on a parlé ?
- KZ : Oui, absolument, car mon questionnement est de savoir à quel point ce mythe de la paysannerie exerce encore aujourd'hui une influence.
- MW : De manière très concrète concernant votre question de recherche : Avec la défense spirituelle, cette histoire, ce récit a été si fort qu'on pourra toujours y faire référence.
- KZ : Donc, les paysans en tant que sauveurs de la nation ?

- WM : Les paysans en tant que figure surappréciée (« überhöhte Figur ») qui est utilisée de manière très diverse : sauveur de la nation, contre l'UE, etc. Cette histoire du paysan en tant que vrai suisse, cette incarnation du suisse en tant que paysan, « Bauernart ist Schweizart », c'est si fort et ça pourra toujours être utilisé. Alors même qu'ils ne constituent plus que 3-4% de la population, un groupe minoritaire. Avec cette histoire, on peut faire énormément de politique. Vous pouvez aussi vous référer au concentré que j'ai écrit pour le dictionnaire historique suisse. Et si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à m'envoyer un e-mail ou me téléphoner. Je trouve ces questions très intéressantes.
- KZ : Auriez-vous des références littéraires ?
- MW : « Landwirtschaft im 19.Jh » Recherche sur l'agriculture à Lucerne, de Max Lemenmayer. Certainement le meilleur livre pour comprendre comment l'agriculture s'est transformée au cours du 19<sup>ème</sup> siècle. Moser et Baumann. Werner Baumann : « Die politische Bedeutung der Bauern » (dans le dictionnaire historique suisse). Peut-être ont-ils fait de nouvelles recherches. Mais il y a peu de recherches qui ont été menées sur ce sujet. Mais si je pense à d'autres références, je vous enverrai un e-mail. J'espère que cela vous aura servi à quelque chose, après ce long voyage.

## Selbstständigkeitserklärung

Ich erkläre hiermit, dass ich diese Arbeit selbstständig verfasst und keine anderen als die angegebenen Quellen benutzt habe. Alle Stellen, die wörtlich oder sinngemäss aus Quellen entnommen wurden, habe ich als solche gekennzeichnet.

Mir ist bekannt, dass andernfalls der Senat gemäss Artikel 36 Absatz 1 Buchstabe o des Gesetzes vom 5. September 1996 über die Universität zum Entzug des aufgrund dieser Arbeit verliehenen Titels berechtigt ist.

Ort / Datum

Name